

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°439

OCTOBRE 2021

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **ROJAVA: LE HARCÈLEMENT TURC S'ACCROÎT, MENACE D'UNE NOUVELLE INVASION**
- **IRAK: RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES**
- **TURQUIE: ERDOĞAN EST AFFAIBLI, MAIS L'OPPOSITION MAINTIEN TOUTJOURS LE HDP À DISTANCE**
- **IRAN : LE RÉGIME ENTAME-T-IL UNE POLITIQUE DE CHANGEMENTS DÉMOGRAPHIQUES AU KURDISTAN?**
- **CULTURE: LES COMBATTANTES KURDES, UNE EXPOSITION À BAYEUX; LE FESTIVAL DE CINÉMA KURDE DE BERLIN**

ROJAVA: LE HARCÈLEMENT TURC S'ACCROÎT, MENACE D'UNE NOUVELLE INVASION

Le contexte devient de plus en plus délétère en Syrie. L'aviation russe frappe Daech dans le désert syrien, et les factions rebelles pro-turques à Idlib. Les armées turque, syrienne ou russe s'affrontent parfois directement. Israël a bombardé des positions iraniennes, et des drones, probablement iraniens, ont frappé des bases de la coalition anti-Daech où sont stationnés des militaires américains... La Turquie harcèle maintenant

sans discontinuer les Forces démocratiques syriennes (FDS). Celles-ci avaient déjà comptabilisé en septembre 32 attaques dont de nombreux bombardements aveugles de zones civiles, parfois à l'arme chimique ou aux obus à sous-munitions. Le 1er du mois, après une semaine de calme précaire, de nouveaux tirs d'artillerie aux abords d'Ain Issa et sur l'autoroute M4 ont contraint à la fuite de nombreuses familles. Le 2, des bombardements ont visé plusieurs

positions militaires du régime et la ville chrétienne de Tall Tamr. Le 7, après qu'une roquette des FDS a tué un soldat turc sur la base d'Al-Twîs, de nouvelles roquettes ont frappé les zones administrées par l'AANES. Le 9, de nouveaux tirs ont visé Tall Tamr. Les Kurdes ont riposté en bombardant les abords d'Azaz et ont abattu un drone turc sur la ligne de front (OSDH). Le 11, une voiture piégée a fait six morts dont trois civils à Afrin, près d'un cantonnement de la faction

pro-turque Jaish al-Islam, et à Marea, au sud de Jerablus, l'attaque au mortier d'un convoi turc a tué deux policiers des forces spéciales turques. Accusées par Ankara, les FDS ont nié toute responsabilité, accusant les services secrets turcs. Al-Monitor a rappelé le 15 qu'en 2014, un enregistrement audio avait «fuité» dans lequel le chef du MIT envisageait d'organiser une attaque de missiles sur la Turquie depuis la Syrie pour fournir un prétexte à la guerre...

Suite à ces morts, le président turc a renouvelé ses menaces contre les «terroristes kurdes». «Oubliant» de mentionner le harcèlement permanent mené par ses troupes, il a déclaré que la Turquie était «à bout de patience» et préparait une nouvelle opération en Syrie. Selon des sources distinctes, celle-ci pourrait viser plusieurs zones: Tall Rifaat, ville située entre Afrin et Alep tenue par les FDS (mais où sont aussi stationnés des militaires russes), la ville (et la base militaire) de Manbij et, plus à l'Est, la région de Kobanê. S'emparer de ces différents objectifs offrirait à Ankara le contrôle de quasiment l'ensemble du Nord syrien... Mais une telle opération requerrait l'accord des Russes, maîtres de l'espace aérien.

D'où l'inquiétude des FDS, l'OSDH ayant par ailleurs rapporté que les Russes ont donné leur accord à des frappes de drones turcs jusqu'au 25 octobre contre les cadres non-syriens des FDS, c'est-à-dire les commandants issus du PKK. Toujours selon l'OSDH, les Russes utilisent comme toujours les menaces turques pour tenter de forcer l'AANES à faire des concessions au régime.

Autre effet de la tension croissante, l'acheminement régulier

de renforts par toutes les forces en présence: le 17, le régime a amené sur la ligne de front des tanks T-90 et de l'artillerie. Le 22, selon les informateurs de l'OSDH, les chefs des différentes factions pro-turques ont rappelé leurs membres pour pouvoir les renvoyer vers Tall Abyad (Girê Spî), ville kurde frontalière à 30 km à l'est de Kobanê, où les forces turques ont acheminé chars, pièces d'artillerie, armes lourdes et fournitures logistiques... Les FDS ont aussi renforcé leur dispositif près d'Ain Issa...

Parallèlement, alors que les Kurdes réussissaient à couper la route Azaz-Afrin par une opération d'infiltration, tirs d'artillerie et frappes de drones se sont poursuivies sans discontinuer, et notamment le 20 près de Kobanê, où deux combattants des FDS ont été tués dans leur véhicule. Le 21, rassemblés devant l'hôpital de cette ville où étaient soignés des victimes des frappes turques, les habitants ont manifesté leur colère face à l'inaction russe en caillassant les véhicules blindés d'une patrouille. Le 25, pour la seconde fois du mois, les Kurdes ont abattu un drone turc, cette fois-ci près de Tall Rifaat, forçant un second appareil à se retirer.

Le 26, le parlement turc a voté la prolongation pour deux ans de l'autorisation d'opérer pour l'armée turque en Syrie et en Irak. Le même jour, les FDS ont annoncé qu'un drone turc avait tué trois de leurs combattants qui revenaient de l'hôpital de Kobanê où ils venaient d'être soignés d'autres blessures... Le lendemain, Ankara a déployé de nouvelles troupes en Syrie, tandis qu'Erdoğan réitérait ses menaces.

Prise entre Damas et Ankara, l'AANES a aussi tenté de desser-

rer l'état par la diplomatie. Le mois dernier, la présidente du Conseil démocratique syrien (CDS), Ilham Ahmed, s'était rendue à Moscou pour demander à la Russie d'user de son influence sur Damas pour convaincre Bachar Al-Assad d'entamer des négociations. Début octobre, elle a conduit à Washington une délégation demandant pour ces négociations un feu vert sans lequel l'AANES se trouverait soumise aux sanctions américaines «César». Ahmed a également demandé aux États-Unis de soutenir la participation de l'AANES aux discussions de Genève sur la Syrie parrainées par l'ONU, ce qui lui donnerait la possibilité de discuter directement avec Damas. Reprises le 18 après neuf mois d'interruption, ces discussions, dont l'Administration autonome est toujours exclue, se sont d'ailleurs refermées le 22 sur un échec; l'envoyé de l'ONU pour la Syrie, Geir Pedersen, a exprimé son «grand désappointement» (UN News).

Dernier point, mais non le moindre: Ilhan Ahmed a déclaré que l'administration Biden s'était engagée à maintenir sur place les 900 soldats américains soutenant les FDS dans la lutte contre Daech. Leur présence apporte une certaine protection contre la Turquie et ses mercenaires, mais aussi contre Damas (National News)...

Dans la région sous occupation turque d'Afrin, de nouvelles exactions sont régulièrement rapportées: arrestations arbitraires pour «relations avec l'ancienne administration», demandes de rançon... Le 2 à Jindires, trois civils, dont une femme âgée, ont été arrêtés et mis au secret, tandis que dans la même région, à Kafr Safra, la Liwaa al-Samarqand confisquait près de 3.200 oliviers et interdisi-

sait aux propriétaires de récolter. L'OSDH estime que depuis l'invasion turque de 2018, cette faction a saisi dans ce village plus de 36.000 arbres fruitiers! Le 5, un jeune Kurde d'Afrin victime du harcèlement continu d'un milicien de Jabha al-Shamiyyah a fini par se suicider. Le 12, un voleur d'olives de la Division Sultan Murad a été tué par les gardes protégeant le village de Qurna (Bulbul), qui ont chassé les voleurs. Certains fermiers ayant pu récolter leurs olives ont dû vendre les sacs aux factions pro-turques pour 400\$ le sac au lieu du prix normal de 2.500\$, sous peine de voir leur récolte saisie. D'autres ont été tabassés pour avoir tenté d'accéder à leurs oliveraies. Le 12, une jeune fille a été blessée à la jambe en tentant d'échapper à un enlèvement par un responsable de Jabha al-Shamiyyah. Le 18, l'OSDH a rapporté de nouvelles violations: abattages d'oliviers, vol de récoltes, taxes imposées aux propriétaires... Des membres de Suqur al-Sham ont menacé d'arrestation tous ceux qui récolteraient pour le compte de personnes déplacées. À présent, l'exportation des olives syriennes, qu'elles viennent d'Afrin ou d'Idlib, est totalement monopolisée par une société de droit turc installée à Afrin, contrôlée par les factions soutenues par la Turquie, et... connue pour payer avec retard. Les producteurs côté syrien ne peuvent plus vendre directement côté turc.

Le 19, le Conseil national kurde de Syrie (ENKS, regroupant une dizaine de partis de l'opposition de l'AANES) a condamné comme crimes contre l'humanité les vols, violations et demandes de rançon imposées par les factions occupant Afrin pour le compte de la Turquie. Le Conseil a également condamné l'inaction de la Turquie et de la «Coalition

nationale» de l'opposition syrienne, avec laquelle il avait pourtant signé un accord prévoyant le contrôle de ces exactions. L'ENKS a exigé l'expulsion des groupes armés des régions occupées et la restitution de leur administration à leurs habitants d'origine.

Malheureusement, rien ne montre que cette condamnation ait eu un impact sur la situation. Le 20, l'OSDH a rapporté qu'une femme enceinte de six mois originaire du village de Hamshlak, dans le district de Rajo, avait été torturée à mort au QG des services de renseignement turcs (MIT) à Afrin. Arrêtée le 11 avec d'autres civils, accusée d'être impliquée dans l'explosion qui avait fait neuf morts le même jour, elle est morte de ses blessures à l'hôpital. Le MIT a menacé sa famille d'enlèvement si elle parlait aux médias, tentant de l'obliger à déclarer qu'elle était morte en raison d'un problème de santé lié à sa grossesse. Les autres prisonniers ont été libérés faute de preuves.

À la frontière turco-syrienne, les exactions des jandarma turcs se sont poursuivies. Le 18, trois jeunes hommes et une femme qui tentaient de passer en Turquie à l'est de Kobanê ont été battus et torturés avant d'être jetés par-dessus le mur frontalier. Ils ont été hospitalisés à Kobanê.

Parallèlement, les FDS poursuivent leurs opérations contre Daech avec l'aide de la Coalition. Le 3, elles ont annoncé l'élimination de deux djihadistes et la capture de trois autres qui préparaient un attentat à Raqqa. Le 10, deux autres membres de Daech ont été tués et un troisième blessé dans une tentative ratée d'embuscade contre un commandant des FDS à l'Est de Deir Ezzor. Dans cette même zone, un

autre djihadiste a été tué le 16 lors d'échanges de tirs avec les FDS durant l'arrestation de 8 personnes, dont un chef de village, soutenue par des hélicoptères de la coalition. Par ailleurs, les FDS ont annoncé l'arrestation de deux autres djihadistes, dont un financier.

Le 23, l'OSDH a appris qu'un responsable de Daech avait été tué par un drone de la Coalition dans un secteur de la province de Raqqa sous contrôle turc. L'homme avait servi dans les rangs de Jabhat al-Nusra, une organisation ayant prêté allégeance à Al-Qaïda, avant de rejoindre Ahrar al-Sharqiyyah. Une fois de plus, est révélée la présence de nombreux djihadistes dans les zones contrôlées par les forces turques en Syrie... Le 26, l'OSDH a d'ailleurs publié un «Rapport exclusif» sous le titre: «Les zones tenues par la Turquie offrent un refuge aux djihadistes et aux membres d'ISIS et d'Al-Qaïda». L'OSDH a comptabilisé depuis 2019 l'élimination de 51 djihadistes «dans différentes zones sous le contrôle d'organisations djihadistes et de factions soutenues par la Turquie»...

Par ailleurs, plusieurs rapatriements de proches de djihadistes ont pris place ce mois-ci. Le 7, l'Allemagne a rapatrié du camp de Roj 8 femmes et 23 enfants, le contingent le plus important depuis 2019, et le Danemark 3 femmes et 14 enfants. Trois des femmes ont été appréhendées à leur arrivée en Allemagne, dont une soupçonnée de crimes contre l'humanité, notamment à l'égard de Yézidis, trois autres au Danemark (AFP). Le 19, l'AANES a annoncé avoir remis 3 enfants au représentant britannique spécial pour la Syrie. Le 21, c'est une délégation suédoise en visite officielle auprès de l'AANES, qui a reçu 3 femmes et

6 enfants. Le même jour, des femmes djihadistes voulant s'échapper du camp de Roj y ont provoqué un incendie puis attaqué les gardes qui avaient réussi à l'éteindre...

Enfin, l'OSDH a signalé le 3 que le Bureau de protection de l'en-

fance, créé par l'AANES en août 2020 après plusieurs allégations d'enrôlement de mineurs, avait rendu à leur famille 54 mineurs âgés de 15 à 17 ans qui avaient rejoint les FDS. Le commandant en chef des FDS, Mazloum Abdi, avait signé à Genève en juin 2020 un accord avec les Nations Unies

interdisant le recrutement ou la conscription d'enfants de moins de 18 ans. Cependant, l'OSDH a accusé le «Mouvement de la jeunesse révolutionnaire» (Tevgera Ciwanên Şoreşger) de poursuivre des recrutements de mineurs (Kurdistan-24).

IRAK: RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES

Les élections parlementaires anticipées du 10 octobre se sont, dans l'ensemble, déroulées dans le calme, sans incident majeur et sans enthousiasme.

Malgré la réforme du code électoral permettant désormais aux candidats indépendants de se présenter, la participation n'a été que de 41% contre 44,56 % en 2018. Une bonne partie de la population semble désespérer de la classe politique largement corrompue et incompétente qui, malgré l'amélioration notable de la situation sécuritaire, n'a pas réussi à assurer les services de base et reconstruire un pays et une société dévastés par plus de 40 ans de guerres.

Dans ce contexte difficile, les partis disposant de bases populaires fidélisées ont su mobiliser leurs électeurs et sortir vainqueurs d'un scrutin marqué par une très grande fragmentation politique.

167 partis et plus de 3200 candidats étaient en lice pour l'élection de 329 députés.

La Haute commission électorale indépendante, après avoir examiné divers recours et procédé à des vérifications, a annoncé, le 16 octobre, les résultats quasi définitifs au cours d'une conférence de presse à Bagdad. Son président a certifié la sincérité de ce scrutin où, pour la première fois, les électeurs étaient dotés de cartes d'identité

biométriques empêchant en principe des votes multiples ou des bourrages d'urnes.

Selon ces résultats, dans la Région du Kurdistan et dans les territoires kurdes sous administration fédérale comme Kirkouk ou Sinjar, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) a obtenu 33 sièges, son rival historique, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), 16 sièges, une formation récente d'opposition, Nouvelle Génération, 9 sièges, l'Union Islamique (Yekgirtû) 4 sièges et un autre groupe islamique, le Komala, 1 siège. Le parti Goran (Changement), qui était arrivé en 3e position lors du précédent scrutin au Kurdistan, n'a pu obtenir aucun siège malgré son alliance avec l'UPK. La disparition de son chef charismatique Nowshirvan Mustafa et les querelles de succession qui ont suivi ont eu un impact néfaste sur l'audience de ce parti issu d'une scission de l'UPK. Cette dernière formation est également en net recul car aux élections de 2018 elle avait obtenu 18 sièges.

Dans son fief traditionnel de Suleimaniyeh, le taux de participation n'a été que de 37% contre 54% à Duhok et 46% à Erbil, fiefs du PDK. L'UPK a obtenu 1 siège sur 11 à Dohouk et 2 sièges sur 15 à Erbil.

À Dohouk le PDK obtient 8 sièges sur 11, Union islamique 2 sièges. À Erbil, le PDK obtient 11 sièges sur 15, Nouvelle Génération 3 sièges.

Le PDK a gagné 2 sièges sur 18 à Suleimaniyeh. Le PDK a surtout emporté dans le gouvernorat mixte kurdo-arabe de Ninive, qui inclut Mossoul, 10 sièges sur 31, dont les 3 sièges dans le canton à majorité kurde yézidie de Sinjar. L'UPK y obtient 1 siège.

À Kirkouk, qui a perdu depuis 2017 une partie de sa population kurde, le taux de participation a été de 44%. Contrairement aux élections précédentes où les partis kurdes se présentaient sur une liste commune pour optimiser leurs chances de victoire, cette fois-ci ils y sont allés en ordre dispersé et cette dispersion leur a coûté 2 sièges. L'UPK a obtenu 3 sièges, le PDK 2 sièges et Nouvelle Génération 1 siège, 4 candidats arabes ont été élus ainsi que 2 Turkmènes dont 1 seul du Front turkmène fortement soutenu et financé par la Turquie. En 2013, la liste unie de l'Alliance du Kurdistan, dirigée par le regretté Dr. Najmaldine Karim, avait obtenu 8 sièges sur 12. Les candidats des petits partis pro-PKK n'ont obtenu aucun siège.

Au total, les députés kurdes seront 63 sur un total de 329 au Parlement irakien, voire même 64 en y ajoutant une candidate kurde indépendante, Nasik Mehdî Kherib, élue dans le gouvernorat de Salahedin. Dans le Parlement sortant, ils étaient 58.

La communauté chrétienne a, de

son côté, élu sur quota 2 députés, dont 1 à Erbil et 1 à Mossoul.

Le nouveau Parlement irakien comptera 97 femmes, soit 29,4% des élus, dépassant ainsi le quota minimum obligatoire des 25% inscrit dans la Constitution irakienne de 2005 à l'initiative des partis kurdes. Avec 22 députées sur 64, les femmes représentent 34,37% des élus kurdes. Elles visent la parité d'ici 10 ans.

Dans la partie arabe de l'Irak, c'est la liste du Mouvement sadriste, une coalition regroupée autour de l'influent chef chiïte Moqtada al-Sadr, qui arrive en premier avec 73 sièges. L'alliance sunnite al-Taqadum (Progrès), dirigée par le président du Parlement, réalise un bel exploit avec 38 sièges. En troi-

sième position, on trouve la coalition «État de Droit» dirigée par l'ancien Premier Ministre Maliki qui obtient 34 sièges, contre 26 en 2018. Arrivé premier au Kurdistan, le PDK, avec ses 33 sièges, se classe comme 4e groupe parlementaire en Irak. Le plus ancien parti politique de l'Irak (fondé en 1946) après le PCI, actuellement en déshérence, le PDK s'affirme ainsi comme le premier parti au niveau irakien car, contrairement aux autres groupes parlementaires formés de coalitions de partis, le PDK s'est présenté seul aux élections.

L'alliance Fatah (Conquête) regroupant les diverses milices pro-iraniennes est en forte baisse avec seulement 17 sièges. Les candidats indépendants ont obtenu 40 sièges.

Plusieurs partis chiïtes, dont l'Alliance Fatah, dénoncent les résultats des élections comme «frauduleuses». La Haute Commission électorale va examiner d'ici quelques jours les 356 plaintes déposées. Ensuite, il appartiendra à la Cour suprême fédérale irakienne de ratifier les résultats définitifs.

En raison de la fragmentation de la scène politique, on s'attend à des tractations difficiles et longues de plusieurs semaines ou mois pour la formation du futur gouvernement. En attendant, les partis kurdes ont commencé à se réunir pour définir une ligne commune à Bagdad.

TURQUIE:

ERDOĞAN EST AFFAIBLI, MAIS L'OPPOSITION MAINTIENT TOUJOURS LE HDP À DISTANCE

Début octobre, le président turc s'est enfin décidé à transmettre au parlement pour ratification l'accord de Paris sur le climat. Celui-ci a été voté à l'unanimité le 6. Il ne s'agissait guère de sauver la planète, mais d'éviter le coût économique d'une non-ratification, après l'adoption par l'Union européenne, principal partenaire économique du pays, d'un «pacte vert» permettant de soumettre à une taxe carbone les importations des pays «non vertueux». Selon ce même pacte, cette ratification permettra à la Turquie de bénéficier de 3,1 milliards d'euros de prêts pour l'aider à remplir ses objectifs de réduction CO². Une bonne opération donc, mais qui montre comment la situation économique désastreuse de la Turquie réduit de plus en plus la marge de manœuvre de M. Erdoğan.

Autre exemple de cette situation, l'«affaire des ambassadeurs». Le 23 octobre, une semaine avant le G20, le président turc a déclaré perso-

nae non gratae en Turquie dix ambassadeurs occidentaux, dont ceux de la France, de l'Allemagne et des États-Unis: ils avaient osé demander dans une déclaration commune la libération du philanthrope Osman Kavala, emprisonné sans jugement depuis quatre ans sous des accusations ridicules de tentative de coup d'État. La Cour européenne des droits de l'homme avait déjà statué en faveur de la libération de M. Kavala ainsi que de celle du leader kurde Selahettin Demirtas embastillé depuis 2016 mais Ankara a choisi d'ignorer les arrêts pourtant obligatoires de cette cour. D'où l'appel des 10 ambassadeurs en poste dans la capitale turque. Les co-présidents du HDP, Pervin Buldan et Mithat Sancar, ont stigmatisé le bellicisme inconsidéré du président turc: «Un pays en conflit avec tous ses voisins, dont la monnaie perd constamment de la valeur, dont la dette extérieure a dépassé les 400 milliards et qui consacre une partie importante des ressources à la

guerre et à l'armement n'a pas besoin de nouveaux ennemis».

Cependant alerté par ses diplomates M. Erdoğan n'a pas été au bout de ses menaces: fin octobre, il a renoncé aux expulsions. Là encore, la situation économique a pesé. Avec une inflation bien supérieure aux 19,5% officiels, une livre turque au plus bas, des caisses vides, des investisseurs étrangers aux abonnés absents, il ne peut plus se permettre de défier ses principaux partenaires économiques, diplomatiques et militaires... Par ailleurs, de source diplomatique américaine, M. Biden l'avait mis en garde contre des actions «précipitées» dans cette affaire (L'Express).

À l'international, les déclarations critiquant la ligne politique d'Erdoğan se sont multipliées. Aux États-Unis, huit sénateurs ont exhorté le 30 septembre le président à réagir contre la «privation de droits de la population kurde de Turquie», à condamner la tentative d'Erdoğan d'interdire le

parti «pro-kurde» HDP et à «collaborer avec les partenaires de l'[Union Européenne] pour empêcher tout nouveau recul démocratique en Turquie». Le 19 octobre, l'UE a de son côté pointé dans son rapport 2021 sur la Turquie

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/qanda_21_5282,

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/qanda_21_5282 entre autres «de graves déficiences dans le fonctionnement des institutions démocratiques»... En elles-mêmes, de telles déclarations sans conséquences immédiates importent peu au président turc. Mais indirectement, elles impactent l'économie. Lorsque le 21, le Groupe d'action financière (GAFI) a ajouté la Turquie à sa liste des mauvais élèves dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, sa décision a certainement coûté à la Turquie de nouveaux investissements étrangers (Le Monde).

Cela ne rend pas M. Erdoğan moins dangereux. Ses menaces d'expulsion des ambassadeurs visaient à satisfaire sa base islamiste et ultranationaliste et, comme l'en a accusé Kemal Kılıçdaroğlu, le chef du CHP (Parti républicain du peuple, kémaliste, principal parti d'opposition), à «masquer son bilan désastreux» (Le Monde). Cette diversion n'ayant eu aucun effet sur sa chute dans les sondages, il est à craindre que M. Erdoğan ne fasse monter les enchères. S'adressant aux journalistes le 30 après sa rencontre avec M. Biden, en marge du sommet de G20 à Rome, il a déclaré avoir réitéré devant lui l'opposition turque au soutien américain des «terroristes» kurdes syriens du YPG (Reuters). Le 26, le parlement a prolongé de deux ans l'autorisation du déploiement des soldats turcs en Syrie. Une nouvelle invasion du Rojava est peut-être à craindre...

À l'intérieur, le pouvoir donne toujours dans son discours anti-réfu-

giés. Une vidéo montrant une altercation survenue le 17 à Istanbul entre un homme et un groupe de réfugiés syriens est devenue virale sur Internet. L'homme se plaint de ne plus pouvoir se payer de bananes alors que, selon lui, les Syriens en achètent «des kilos». En réponse, des groupes de jeunes Syriens ont posté sur la toile de nombreuses vidéos les montrant mangeant des bananes et riant! Le 27, les autorités ont annoncé avoir arrêté et ouvert une procédure d'expulsion contre au moins sept migrants, accusés d'avoir mangé des bananes de manière «provocante» dans le cadre d'un défi TikTok... (Insider) Le 28, les médias locaux ont rapporté que les services d'immigration avaient arrêté onze Syriens, accusés d'avoir «humilié le peuple [turc] par haine et hostilité» (Washington Post). Le HDP a dénoncé une «campagne de propagande trompeuse [...] faisant passer les migrants pour la cause de la crise économique et sociale».

Parallèlement, la répression des Kurdes et du HDP se poursuit. En début de mois, une trentaine de prévenus ont été condamnés à Hakkari à des peines de prison allant de huit ans et neuf mois à dix-sept ans et neuf mois pour «appartenance à une organisation illégale». Les autorités ont aussi lancé une procédure contre le chef du HDP à Iskenderun (Alexandrette), Abdurrahim Şahin, pour des remarques faites lors d'un discours. Plus d'une dizaine de personnes ont aussi été arrêtées dans des raids à Diyarbakir, Ankara, Hakkari, Istanbul, Bursa et Konya (WKI). Le 10, la police a attaqué à Ankara une réunion de commémoration de l'attentat à la bombe de 2015 qui avait provoqué la mort de 104 personnes, principalement des Kurdes et membres ou sympathisants du HDP. Au parlement, le HDP a déposé une proposition de projet de loi pour instituer une journée nationale de commémoration à cette date. À Urfa, la peine de quatre ans et six mois de prison du chef du HDP de Suruç,

Yaşar Gündüzalp, a été confirmée en appel. À Van, l'ancien maire d'Özalp, Yakup Almaç, a reçu huit ans et six mois de prison pour «appartenance à une organisation illégale». D'autres arrestations et condamnations ont eu lieu la semaine suivante, comme à Edirne, où la chanteuse Hozan Canê a été de nouveau condamnée en son absence à une peine de prison, cette fois trois ans et six semaines pour «soutien» au PKK (citoyenne allemande, Canê réside en Allemagne). À Diyarbakir, le cour a condamné Mehmet Mamedoğlu, un membre de l'assemblée du HDP, à sept ans et six mois de prison pour appartenance au PKK sur la base d'un témoignage anonyme. À Van, le tribunal a condamné le 15 à vingt mois de prison supplémentaires l'ancienne députée HDP Aysel Tuğluk, qui purge déjà une peine de dix ans pour «appartenance» et «propagande» pour le PKK. Le 18, la cinquième audience du «procès Kobanê» contre 108 membres du HDP a pris place à Ankara. Les accusés ont contesté la validité de l'audience, le juge désigné étant absent pour cause de maladie (WKI).

Le 20, la porte-parole du Mouvement des femmes libres (Tevgera Jinên Azad, TJA) et ancienne maire de Nusaybin, Ayşe Gökkan, dont le procès avait été marqué le mois précédent par l'attitude inique du juge et les brutalités de la police contre le public et les avocats de la défense, a été condamnée à trente ans de prison à Diyarbakir (RojInfo). Le 21 octobre, 17 membres du HDP ont été arrêtés à Izmir pour leurs critiques du gouvernement sur les médias sociaux (WKI).

Comme si les milliers d'arrestations de membres ou de sympathisants du HDP comptabilisées en 2021 ne suffisaient pas, le racisme systémique anti-kurde continue à sévir, provoquant parfois des drames. Le 11, la police anti-terroriste d'Ankara (TEM) a fait une descente dans une

noce après avoir reçu une plainte selon laquelle certains participants portaient des vêtements kurdes. Selon un participant, la police a demandé à recevoir les vidéos de la soirée afin qu'elles soient «analysées» (Duvar). Le 14, le procureur de Kiziltepe a lancé une enquête pour «incitation du public à la haine et à l'hostilité ou à l'humiliation» contre la journaliste Öznur Değer de l'agence JinNews, qui avait couvert le massacre de sept membres de la famille kurde de Konya le 30 juillet. Certains de ses messages professionnels sur les réseaux sociaux qui dénonçaient le racisme anti-kurde ont été cités comme preuves (Bianet). Enfin, le 29, un Kurde de Siirt, Cemil Taşkesen, a été inculpé de «propagande terroriste» pour avoir déclaré dans une discussion avec Meral Aksener, la candidate du parti Iyi («Bon parti»): «Nous sommes des Kurdes; on nous dénie

notre langue, notre identité, et le Kurdistan, mais l'endroit où vous vous trouvez maintenant est le Kurdistan». Aksener avait protesté en mars dernier contre un timbre émis par le Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak (GRK) pour commémorer la visite du Pape François, sur lequel se trouvait une carte du Kurdistan... (Kurdistan 24)

Par ailleurs, le 20, un nouvel enfant kurde a été renversé par un véhicule blindé militaire. Cette fois, il s'agit d'une fillette de 5 ans, blessée à Urfa. C'est le 14e enfant à subir ce sort. Le mois dernier, un enfant de sept ans avait été tué à Sirnak; le HDP avait décrit sa mort comme faisant partie d'un «massacre», ajoutant: «Les décès impliquant les forces de sécurité et les véhicules qu'elles utilisent dans les provinces kurdes ne sont pas des accidents» (Rûdaw).

Toujours tenu à distance par l'opposition à Erdoğan, le HDP, qui a publié le mois dernier un programme de défense de la démocratie, a appelé le CHP à mener une «politique transparente» plutôt que des «négociations en coulisses»: il s'agirait de forger une alliance démocratique dans laquelle le HDP trouverait sa place. Jusqu'à présent, le CHP, le «Bon parti» (IYI), et plusieurs anciens compagnons de route d'Erdoğan, comme Ahmet Davutoglu, qui ont lancé de nouvelles formations, ne réagissent guère. Le 15, le co-président du HDP Mithat Sancar a rencontré neuf autres partis kurdes à Diyarbakir dans le cadre d'une «Alliance du Kurdistan». Aux dernières élections municipales, les voix kurdes et HDP avaient été déterminantes pour enlever à l'AKP Istanbul et Ankara...

IRAN : LE RÉGIME ENTAME-T-IL UNE POLITIQUE DE CHANGEMENTS DÉMOGRAPHIQUES AU KURDISTAN?

Le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK-I) a publié trois rapports alertant sur une politique de changements démographiques au Kurdistan d'Irak de la part du régime ([réinstallation récente de dizaines de familles azéries \(turcophones\) à Mahabad, ainsi que de nombreux achats de terres agricoles par des Azéris dans la région de Bokoan et de Piranshahr. Ces récents événements font craindre que le gouvernement, peut-être inspiré par la politique d'arabisation menée en son temps par Saddam Hussein au Kurdistan d'Irak, ne lance à son tour une politique de minorisation des Kurdes d'Irak dans leur propre région...](https://kurdistanmedia.com/s/o/news/%DA%95%DB%8E%D A%98%DB%8C % D 9 % 8 5 - % D 9 % 8 4 % D B % 9 5 - %D9%BE%DB%8C%D9%84%D8 % A 7 % D 9 % 8 6 % D B % 8 C - %D8%AE%DB%86%DB%8C-% D 8 % A 8 % D B % 8 6 - %D8%AF%D8%A7%DA%AF%DB%8C%D8%B1%DA%A9%D8 %A7%D8%B1%DB%8C%DB%8 C - %DA%A9%D9%88%D8%B1%D8 %AF%D8%B3%D8%AA%D8%A 7 % D 9 % 8 6 - %D8%A8%DB%95%D8%B1%D8 %AF%DB%95%D9%88%D8%A7 %D9%85%DB%95). Le parti kurde mentionne notamment la</p>
</div>
<div data-bbox=)

Par ailleurs, les meurtres de porteurs kurdes transfrontaliers, les kolbars, se sont poursuivis ce mois-ci. Le 14, l'agence Kurdpa a rapporté qu'un porteur avait été abattu sans sommation près de Sardasht. Jian Ali-Pour était marié et père de deux enfants (HRANA) et a été tué dans une embuscade suite à laquelle les

garde-frontière iraniens ont saisi des centaines de têtes de bétail. Le 16, un autre kolbar a été blessé près de Baneh, et un autre à Sanandaj. Enfin, un autre a été grièvement blessé par une mine près de Nowsud. Le 23, trois autres porteurs ont été tués et trois autres blessés quand leur véhicule s'est retourné entre Nowdeshah et Marivan. Par ailleurs, deux civils kurdes ont été blessés près de Mahabad et Harsin par des mines datant de la guerre Iran-Irak. Contrairement à l'armée régulière, les pasdaran (Gardiens de la révolution) ne se sont pas préoccupés de récupérer ou répertorier les mines qu'ils avaient posées durant le conflit (WKI).

Ce mois a également compté de nombreuses arrestations et des condamnations. On n'a appris

que début octobre certaines arrestations de fin septembre. Ainsi de celle de Salah Hossein-Panah, arrêté à Baneh le 22 septembre et mis au secret sans que les charges contre lui n'aient été précisées, tout comme pour le défenseur de l'environnement Salar Salehi, arrêté le 27 à Sanandaj en même temps qu'Armin Aesparlous (KurdPa). L'organisation Hengaw pour les droits de l'homme a indiqué qu'en septembre, les autorités avaient arrêté 39 Kurdes pour activisme...

Le 5, selon la Human Rights Activist News Agency (HRANA), la Cour Suprême a confirmé la condamnation à mort du prisonnier politique Shaker Behruz, détenu à Ouroumieh, malgré l'existence d'un alibi crédible, mais que le tribunal avait refusé de prendre en compte. Behruz est accusé de l'assassinat d'un Gardien de la révolution (pasdar), alors que 12 témoins déclarent qu'il se trouvait dans son magasin lorsque le crime a été commis. Des officiers de la Sécurité avaient tenté sans succès d'intimider la famille de la victime, qui ne croit pas en la culpabilité de Behruz, pour la forcer à accuser celui-ci. La Cour Suprême a donc statué en l'absence d'accusateurs et sans tenir compte des témoignages.

L'organisation Hengaw pour les droits de l'homme a rapporté que les forces de sécurité iraniennes ont arrêté le 9 octobre quatre Kurdes de la famille Solîmanî à Mahabad. Par ailleurs, des agents de l'Etelaat (Renseignement) ont blessé par balles et arrêté près de Piranshahr un Kurde nommé Hiwa Mosazahad. Parallèlement, un militant kurde emprisonné, Naser Hamilti, a été condamné à un an de prison pour «propagande contre l'État». Hamilti purgeait déjà une peine de deux ans

pour des charges similaires après avoir participé aux manifestations de novembre 2019 (WKI).

Le 11 octobre, deux prisonniers ont été exécutés pour meurtre à Kermanshah, sans que les exécutions soient officiellement annoncées. L'un de ces détenus, Ismail Soltan-Abadi, avait été condamné dans une «cérémonie de prestation de serment» (ghassameh) selon laquelle la culpabilité peut être prononcée après serment en ce sens des accusateurs et de leurs proches. Ceux-ci n'ont pas besoin d'être des témoins oculaires, mais doivent être au moins 25 dans le cas d'un meurtre (50 pour un meurtre avec préméditation). Cette cérémonie permet de prononcer des condamnations sans preuve directe. De plus, Soltan-Abadi a été exécuté sans que sa famille soit informée, et a donc été privé de la possibilité d'une dernière visite. Selon le dernier rapport du Centre de statistiques et de publication des militants des droits de l'homme en Iran (HRA), sur les 266 exécutions menées entre le 8 octobre 2020 et le 9 octobre 2021, 82% sont demeurées secrètes, n'étant pas annoncées officiellement... (HRANA).

À Marivan, un Kurde du nom de Hassan Faraji a été condamné à 10 mois de prison pour «propagande contre la République islamique», à Saqqez, l'activiste Ibrahim Shoriani a été condamné à sept mois de prison pour le même motif après des messages sur les réseaux sociaux. À Naqadeh, Mohammed Hussein a été condamné à 15 mois de prison pour participation à une manifestation et «appartenance à un parti d'opposition kurde». Parallèlement, plusieurs arrestations ont eu lieu à Ilam, Piranshahr et Baneh, dont deux visant des femmes (WKI).

Le 22, le syndicaliste Othman Esmaili a été arrêté à 18h devant

son domicile de Saqqez par dix agents de la Sécurité puis mis au secret. Les charges retenues contre lui n'ont pas été indiquées (HRANA). Le 25, Roya Jalali, habitante de Sanandaj, a été condamnée à deux ans avec sursis pour «appartenance au Parti de la vie libre du Kurdistan (PJAK)» (WKI). Violamment arrêtée le 2 février à son domicile, elle avait été libérée sous caution après un mois en détention. Atteinte de sclérose en plaques, Jalali s'est vue refuser durant sa détention l'accès à un avocat, les appels téléphoniques et les visites de sa famille. Son mari, Khabat Mafakheri, a été condamné à quatre ans d'emprisonnement, également avec sursis, pour «collaboration avec un parti politique d'opposition» (HRANA). Parallèlement, un autre citoyen âgé de 66 ans, Abdullah Shadab, a été arrêté à Oshnavieh, de même que deux Kurdes de Piranshahr et Bokan (WKI).

La dernière semaine du mois, une nouvelle vague d'arrestations a frappé le Kurdistan d'Iran. Sept personnes ont été arrêtées, un père et son fils de 16 ans près de Chaldiran, un militant écologiste de Marivan, deux Kurdes d'Oshnavieh et deux personnes à Sanandaj et Piranshahr. L'Organisation Hengaw pour les droits de l'homme a indiqué que 31 Kurdes ont été arrêtés pour activisme politique en octobre...

Autre situation préoccupante, celle des femmes victimes de violences, que le régime cherche à faire taire en les intimidant. Plusieurs militantes kurdes se sont rassemblées le 6 devant le tribunal de Sanandaj pour protester contre les violences faites aux femmes en Iran. Les manifestantes portaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire «Stop aux meurtres de femmes» et «Assez» et ont demandé à la police d'enquêter sur le récent suicide suspect d'une femme nommée Faiza Malaki

(WKI). Plusieurs affaires récentes ont mis en lumière la manière dont le régime non seulement répugne à sanctionner les auteurs de violences contre les femmes, par exemple dans les cas dits de «crimes d'honneur», mais de plus tente d'imposer le silence aux témoins ou aux victimes elles-mêmes. Le 3 octobre, après qu'un chirurgien a évoqué sur sa page Instagram la mort d'une jeune fille de 22 ans brûlée vive par son père parce qu'elle fréquentait un jeune homme hors mariage, le procureur

général de la province a annoncé qu'il serait poursuivi pour avoir rendu publique une affaire «non vérifiée». Le 13, le quotidien réformateur Shargh a révélé que, à la mi-août, au moins six femmes d'Ispahan avaient été blessées par des tirs de fusil à pompe, et que le suspect d'abord arrêté avait été relâché après vingt jours... La pression du régime contre les femmes semble encore s'accroître depuis quelques temps, et l'arrivée au pouvoir du président ultraconservateur Ebrahim Raïssi risque

d'accroître encore cette tendance (Le Figaro).

Au Kurdistan, les détenues de la prison pour femmes d'Ouroumeh sont entrées en grève le 16 pour protester contre la torture et la répression croissantes visant les prisonnières. Privées de communications téléphoniques si elles refusent d'assister aux cours imposés par l'administration, elles sont même entrées en mutinerie en mettant le feu à leurs couvertures... (Kurdistan au Féminin).

CULTURE: LES COMBATTANTES KURDES EXPOSÉES À BAYEUX; LE 11e FESTIVAL DE CINÉMA KURDE DE BERLIN

Les combattantes kurdes exposées à Bayeux

Le 28e Prix Bayeux des correspondants de guerre a débuté le 4 octobre avec l'ouverture de plusieurs expositions photographiques, sur l'entraide entre juifs et musulmans à Sarajevo, la répression en Birmanie ou les combattantes kurdes.

Celles-ci sont le sujet de l'exposition intitulée «S'élever au milieu des ruines, danser entre les balles», de Maryam Ashrafi, qui évoque notamment la transformation de la condition des femmes apportée par le mouvement kurde lors de la guerre civile syrienne (AFP).

<http://www.prixbayeux.org/programme/selever-au-milieu-des-ruines-danser-entre-les-balles/>

Le 11e festival de cinéma kurde de Berlin

Le festival du film kurde de Berlin, créé en 2002, est considéré comme le plus grand événement consacré aux films kurdes en Europe. Sa 11e édition s'est tenue cette année du 14 au 20 octobre. Elle s'est concentrée particulièrement sur le Kurdistan du Sud (Bashur), c'est-à-dire le Kurdistan d'Irak, dont elle a tenté une rétrospective, avec 40 longs métrages, documentaires et courts métrages, ainsi que des événements complémentaires tels que des tables rondes. Cette année, le film qui «ouvre le bal» était «L'examen», de Shawkat Amin Korki. Parmi les autres longs métrages figuraient aussi deux films du réalisateur franco-kurde Hiner Saleem, dont son

film de 2009, «Après la Chute» qui montre la chute du dictateur Saddam Hussein du point de vue de la diaspora kurde de Berlin.

Ont également été projetés 11 courts métrages provenant de toutes les régions du Kurdistan et de la diaspora, ainsi que des œuvres de cinéastes internationaux ayant abordé des sujets kurdes.

Jusqu'à fin novembre, il est encore possible d'acquérir un «Pass» pour visionner de chez soi certains des films projetés au festival.

<https://kurdisches-filmfestival.de/>



October 02, 2021

Ahead of election, Iraqis in Basra see ‘no hope of change’

Kurdistan Region - People in Basra are not hopeful that the parliamentary election will bring about meaningful change and reform. The southern Iraqi province has seen several large anti-government protests in recent years.

“This election will not bring any changes. There is no hope of change because we see the same faces that appeared in the previous elections,” Akram Qabeel, a public servant, told Rudaw.

Iraq will hold parliamentary elections on October 10. The vote was one of the demands of the nationwide Tishreen (October) protests of 2019.

Basra, an oil-rich province

where poverty rates are high, also saw earlier protests over corruption, unemployment, and lack of basic services, including water. In 2018, during an acute water shortage nearly 120,000 people were hospitalized after drinking contaminated water.

“We will not see any changes as long as the corrupt top positions in the government remain in the hands of the same people,” said Ahmed Jassim, a college student.

Some demonstrators are hoping to bring their protest movement into the parliament. Protesters are among dozens of independent candidates battling nearly 200 candidates from established parties and powerful lists like the Sadrist

bloc to fill Basra’s 25 seats in the legislature.

Adnan al-Wahili is running as part of a collective of independents called the Construction and Reform Gathering. This election, he told Rudaw, “is a decisive and historic phase, compared to all other previous elections because it came due to pressure from protesters. In our agenda, we emphasize holding the corrupt accountable, especially for killing the protesters.”

The Tishreen protests lasted several months and were met with violence and repression from state forces and militias backed by Iran that left at least 600 dead and thousands wounded.

Though the elections were a protest demand, many have called for a boycott, questioning how a vote can be held while the killers of protesters walk free and militias operate outside of government control. In a protest in Baghdad on Friday, demonstrators carried posters that read “Voting for the same people will turn the country into a slaughterhouse” and “Do not vote for those who killed me.”

There are over 3,200 candidates competing for 329 seats in the parliament. Nine seats are reserved for minorities and there are 67 candidates vying for these spots. At least 25 million Iraqis are eligible to vote.



October 3, 2021

Turkish-backed faction cuts down olive trees in northwest Syria’s Afrin

Turkish-backed Syrian militias have cut down nearly 1.5 million trees, including 650,000 olive trees, in the past three years in the Syrian district of Afrin, a region they have controlled since 2018, Turkish Minute reported, citing the Rûdaw news website. The sources, speaking on con-

dition of anonymity, told Rûdaw that Faylaq al-Sham, the largest and one of the best disciplined and trained of the Turkish-backed armed factions in Syria, has been cutting down trees in Afrin.

According to the sources, a large majority of the trees taken down by the armed

groups is being sold in a market they established, while some factions control the timber trade in border areas.

Agricultural engineer Hanif Reşit also told Rûdaw there were nearly 18 million olive trees in Afrin before the Turkish-backed armed groups took control of the region.

“Nearly 700,000 trees have been felled in the region within the past three years right in front of Turkish soldiers, 650,000 of which were olive trees. In fact, these groups have inflicted great damage on the region,” Reşit said.

Turkey and its Syrian proxies in January 2018 conducted a

cross-border military excursion into Afrin called "Operation Olive Branch" in an effort to dislodge Kurdish fighters affiliated with the People's Protection Units (YPG), the main element within the US-backed Syrian Democratic Forces (SDF).

Turkish government views the YPG and SDF as extensions of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), considered a terrorist organization by Turkey, the United States and the European Union.

Western governments and international rights groups have accused Turkish-backed militias of war crimes, including looting and stealing civilian properties in Afrin. Experts have said Afrin's olive orchards have become a main source of revenue for the various armed groups present in the region.

Claims that Turkey, the third-largest exporter of olive oil to the European Union after Tunisia and Morocco, is exploiting Afrin for economic gain were

also voiced by Turkey's opposition politicians.

It has been more than three years since the operation, and Turkey's ruling Justice and Development Party (AKP) government claims that over this period it has processed the olives in facilities in Turkey, exported the products to other countries and distributed the revenue to farmers in Afrin.

Contrary to the declarations made by the AKP, the opposition has alleged that the Turkish-backed Free Syrian Army

(FSA) was confiscating Afrin farmers' olives and bringing them to Turkey and that the revenue generated by the processing and export of the olives went to covering the FSA's expenses.

The opposition also alleges that most of the farmers in Afrin fled due to the conflict and are now refugees in other countries.

Take a second to support SCF on Patreon!

The New York Times
October 3, 2021
By Jane Arraf, Sangar Khaleel

3,000 Yazidis Are Still Missing. Their Families Know Where Some of Them Are

The voice messages sent by Abbas Hussein's teenage son are heartbreaking in their matter-of-factness. The boy, a member of Iraq's Yazidi minority who was kidnapped by Islamic State fighters seven years ago, asks about his mother and wonders why his father has not been in touch.

In the messages sent last summer to his father, an unemployed laborer, the son says his captor will not let him send any more because his parents have not delivered payments as demanded.

"Father, if you don't have money, that's OK. Just let me know," says the teenager, who still has the voice of a child. "I will work and save money and give it to him to let me talk to you."

Mr. Hussein has known for more than a year that his son and five other relatives are being held in Turkish-controlled northern Syria by a former ISIS fighter who joined the Syrian National Army



Members of Iraq's Yazidi minority fleeing from ISIS in August 2014. ISIS launched a campaign of genocide against the Yazidis, killing or enslaving thousands of them. Credit... Rodi Said/Reuters

— a Turkish-backed coalition of armed opposition groups that includes mercenaries and Syrian rebels.

But they are agonizingly beyond

his reach — just a few of roughly 3,000 Yazidis still missing after being captured by ISIS during its takeover of parts of Iraq and Syria.

While most of the missing are presumed dead, hundreds more are thought to be alive and held captive in Syria or Turkey. In some cases, their families know where they are and have even

been in contact with them or their captors. But financial support from governments and private donors, as well as interest from them in finding the missing Yazidis, has dried up.

ISIS captured a third of Iraq and large parts of neighboring Syria in 2014, establishing a self-declared caliphate, or Islamic empire. The group took over the Yazidi homeland in the Sinjar region of northern Iraq and embarked on a campaign of genocide against the ancient religious minority. It killed more than 3,000 and captured 6,000, sexually enslaving many of the women and girls.

While about half of the captured Yazidis either escaped or were rescued, almost 3,000 more are still missing, according to Iraq's Kurdistan regional government. Many of the survivors are believed to still be living with the families of deceased ISIS fighters, either in hiding or in detention camps. Others are thought to be held by different extremist groups in Syria or Turkey.

Some of the children have forgotten that they are Yazidi.

Mr. Hussein knows from his son, who is not being identified for his own safety, that he is being forced to work in construction for about \$1 a day.

But without the \$9,000 the captors are demanding for each of his six relatives, Mr. Hussein does not know how to bring his loved ones home.

Since he first re-established contact with the child in the summer of 2020, Mr. Hussein said he scraped together \$600 for one payment to the captor and \$1,200 for another. But that was not enough to free the boy, and it was not even enough to enable his son to keep sending him messages.

Recently, Mr. Hussein said, the kidnapper contacted him again.

"A week ago, I was talking through Facebook to the guy holding them, and he told me, 'If



Yazidi children playing in the rain in August at a temple in the village of Khanke in the Kurdistan region of northern Iraq. Hawre Khalid for The New York Times

you want to talk to the kids, you need to pay me \$300 for each time,'" Mr. Hussein said. "I told him I can't afford that, but let's stay in touch."

Mr. Hussein now relies on aid organizations to survive in a camp on Sinjar Mountain, where he moved his family after a fire raged through the larger camp where they lived in the Kurdistan region.

"I did not want what remained of my family to burn," he said.

He said three of his sons were captured by ISIS in 2014. A year later, he managed to borrow money to buy the freedom of his youngest son, captured when he was a toddler along with five other relatives who had been taken to Syria and then to neighboring Turkey. Mr. Hussein said his family paid \$30,000 for all six of them and picked up their loved ones at the Iraqi-Turkish border.

From 2015 until 2020, he did not know the fate of his other two sons. In the summer of 2020, he learned it from other relatives still held captive.

They told him that his eldest son had been killed in 2017 by an airstrike on a religious school in Raqqa, the city that became the de facto ISIS capital in Syria. The boy was 13.

Abdullah Shrim, a Yazidi rescuer who brought back almost 400

captive Yazidis from 2014 to 2019, said he has also been in touch with the fighter holding Mr. Hussein's son.

Mr. Shrim, the subject of a book called "The Beekeeper of Sinjar," was a honey trader in Syria before 2014. He used his connections there to build a rescue network after 56 of his relatives were captured.

Since 2014, an office connected to the Iraqi Kurdish leader, Nechervan Barzani, reimbursed Yazidi families for the cost of bringing back captive relatives. But now, most of the families living in desperate poverty in camps or the ruins of their homes in Sinjar can no longer raise the money to free their family members. Although Yazidis are Iraqi citizens, the Iraqi government in Baghdad has never participated in their rescue, claiming it has neither the funds nor the ability.

Until about two years ago, Mr. Shrim, the rescuer, had both.

In the village of Khanke in the Iraqi Kurdistan region, Mr. Shrim unrolls maps and diagrams onto his living room floor — each one a key to a past rescue of an enslaved Yazidi woman or child in Syria. The diagrams, drawn by his engineer son, show landmarks near homes where the captives were believed to have been held.

An American aid organization gave him the detailed maps of Syrian cities to help his search for Yazidi survivors. In five years of running a smuggling network, Mr. Shrim used funds from the Kurdistan regional government, private donations and money that impoverished relatives of the missing Yazidis borrowed from anywhere they could to rescue their loved ones.

One of the border crossings is only an hour's drive from Mr. Shrim's village, but Iraqi Yazidis are generally barred by Kurdish and Iraqi authorities from crossing into Syria.

There has been no systematic effort by the Iraqi government to try to find enslaved Yazidis within camps in Iraq where the wives and children of ISIS fighters are held and access to them is strictly controlled.

"The most important thing is not even money," Mr. Shrim said. "The Iraqi government should allow us to go to Syria to look in the camps and other places. They should give us access to the Iraqi camps to search there."

Of those missing and still alive, Mr. Shrim said he believed that the children taken as infants were mostly in Turkey while young women and girls were largely in northern Syria, held by mercenaries or ISIS-affiliated fighters in Turkish-controlled cities.

Although many of the leads have dried up, Mr. Shrim occasionally gets information about Yazidi survivors still being held captive. But without wider support, he and other rescuers have little ability to act on those tips.

Two years after ISIS lost the last territories it controlled, most Yazidi families from Sinjar are still missing family members.

"Some of the survivors go to Australia or Canada or other countries, and one part of the family is there and the other part is still missing," Mr. Shrim said. "So they don't know what to do."



05 octobre, 2021
Par Oriane Verdier

Au Kurdistan irakien, le sort de 81 prisonniers politiques passé sous silence

À moins d'une semaine des élections législatives irakiennes, le Kurdistan voit se multiplier les manifestations, dont certaines appelant à la libération de 81 journalistes et membres de la société civile détenus depuis plus d'un an sans jugement.

Ils sont devenus le visage d'une politique d'intimidation menée depuis des années par les autorités du Kurdistan irakien. Quatre-vingt-un hommes, bien trop nombreux pour être ignorés. Pourtant, depuis plus d'un an, ces journalistes, défenseurs des droits de l'homme et simples citoyens attendent d'être jugés dans les geôles des forces de sécurité du Kurdistan irakien. Parmi les accusations qui pèsent sur eux, des actes d'espionnage et la mise en danger de la sécurité de la région. Depuis un mois, ils sont en grève de la faim. Ils réclament l'accès à un avocat et dénoncent le recours à la torture.

Lundi 4 octobre, quatre d'entre eux devaient passer devant la justice. Leur audience a été reportée une nouvelle fois, comme à chacun des rendez-vous fixés par la justice kurde. Officiellement, les juges chargés de l'affaire ont été retirés du cas et n'étaient donc pas disponibles. Mais pour le comité de soutien des accusés, il est clair qu'il n'y a pas suffisamment de preuves pour les condamner comme le voudraient les autorités.

Les proches des accusés avaient d'ailleurs anticipé ce report et appelé à manifester devant les tribunaux de toutes les villes du Kurdistan. Ainsi de Kalar à Dohuk en passant par

Souleymanieh et Erbil, hommes et femmes se sont réunis lundi devant les tribunaux de la région.

Les manifestants ont appelé à libérer les « 81 du Badinan », des prisonniers qui n'ont pas eu – ou très peu – accès à leur avocat. « Ces personnes viennent de la région du Badinan, c'est le centre du pouvoir du Kurdistan, explique Kamaran Osman, défenseur des droits de l'homme mobilisé à Souleymanieh. Ils ont osé critiquer le gouvernement en plein cœur du pouvoir, mettre à jour la corruption et des prisons secrètes dans la zone. C'est pour cela qu'ils sont visés, mais le gouvernement ne le dit pas. Ils disent que ce sont des saboteurs et des espions et que c'est pour cette raison qu'ils ont été arrêtés. En réalité, cela leur donne une excuse pour les maintenir en prison indéfiniment. »

Condamnés avant d'être jugés

Le Badinan est en effet le fief de la famille Barzani, à la tête du PDK. Une région où le contrôle de la liberté d'expression est plus sévère encore que dans la capitale de la région Erbil. De nombreux journalistes y ont été tués ces dernières années. Parmi les disparitions dénoncées par les ONG telles que Reporters Sans Frontières et Amnesty International, celle de Shukri Zaynadin retrouvé mort en 2016. Son fils fait partie des 81 du Badinan, il est l'un des rares à avoir déjà été condamné à sept ans de prison sans charge officielle. Comme son père, il est journaliste et a été arrêté



Cinq journalistes sont derrière les barreaux au Kurdistan irakien. © Archives

après avoir publié des informations critiques vis-à-vis du pouvoir.

Dans les rangs des manifestants, le nom de Masrouf Barzani, le Premier ministre de la région du Kurdistan irakien ancien chef des redoutés services de sécurités du Kurdistan, revient souvent. Lors d'une conférence de presse, avant même l'ouverture du procès des premiers accusés, il a affirmé que ces derniers n'étaient « ni des journalistes ni des militants. Certains travaillent pour des agences d'espionnages étrangères d'autres étaient armés et se préparaient à faire exploser des bâtiments, à attaquer des citoyens étrangers, à kidnapper des personnes et déstabiliser la région ».

Une semaine plus tard, en février dernier, les cinq premiers à passer devant la justice étaient condamnés à six ans de prison.

Silence de la communauté internationale

Parmi ces cinq condamnés, le journaliste Sherwan Sherwani. Il est apparu très affaibli à son

procès, tenant à peine debout. Il a affirmé avoir été torturé. Les forces de sécurité auraient également menacé de violer sa femme s'il ne reconnaissait pas sa culpabilité. Il fait partie des hommes accusés d'espionnage au service de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de la France. Il apparaît en effet en photo auprès des membres des diplomates européennes puisqu'il est un personnage reconnu de la société civile du Kurdistan.

Kamaran Osman, qui travaille pour les Christian Peacemaker Team, affirme que son ONG s'est entretenu avec ces consulats. « Mais à part une condamnation sur les réseaux sociaux, ils n'ont rien fait. Pourtant, ils sont eux-mêmes accusés d'espionnage via les prisonniers du Badinan ».

Malgré l'intensification des arrestations et campagne d'intimidation contre leur propre peuple, les autorités régionales du Kurdistan irakien continuent en effet d'être traitées en ami stable dans une zone mouvante. Ils sont d'ailleurs souvent présentés comme des défenseurs des droits de l'homme au Moyen-Orient. « Si

le président de la région défend réellement la liberté d'expression, qu'il vienne assister aux audiences, a lancé ce lundi le fils de Badel Barwari l'un des détenus les plus connus. J'aimerais bien qu'ils viennent voir la vérité de leurs propres yeux. Le président doit gracier ceux qui ont été condamnés et ceux qui attendent leur procès. Nous ne rentrerons pas chez nous avant qu'ils le fassent. »

Badel Barwari a été arrêté en août 2020, son procès a été reporté plusieurs fois. La prochaine audience est prévue le 12 octobre. Selon sa famille, il a perdu 50 kilos et présente

des traces évidentes de torture physique et psychologique. Depuis août dernier, il n'a pu voir ses proches que deux fois pour 5 minutes en présence de membres armés des forces de sécurité.

Contenir la colère avant les élections

Ce lundi, les manifestants accusaient également les autorités de repousser les procès afin d'éviter la colère de la rue avant les élections législatives irakiennes prévues ce dimanche. Dans une grande partie de la région kurde, le PDK l'emporte systématiquement, mais d'année en année la colère contre des autorités

accusées de corruption et d'autoritarisme ne fait que s'accumuler. Le poids des deux gros partis kurdes au Parlement national irakien pourrait donc s'en trouver diminué.

« Malgré tous ses crimes et malgré la dictature, Saddam Hussein lui-même ne mettait pas plus de six mois pour juger les gens. Ici, ils attendent depuis 14 mois d'être jugés, on n'en peut plus ! », criait un manifestant ce lundi à Erbil appelant également les députés kurdes à se mobiliser. Plusieurs députés de partis d'opposition se sont en effet présentés aux côtés des manifestants ce lundi. Ils accusent,

eux aussi, le Premier ministre Masrour Barzani d'instrumentaliser la justice pour faire taire la voix du peuple.

Cette semaine d'autres manifestations ont lieu au Kurdistan irakien pour dénoncer à nouveau le manque d'eau et d'électricité ainsi que le non-paiement des salaires des fonctionnaires. Sur les réseaux sociaux, de nombreuses voix appellent à voter blanc lors des élections législatives de ce dimanche 10 octobre. Boycotter ne suffira pas, car les grands partis kurdes, le PDK et l'UPK, sont accusés de fraudes et suspectés de voler les voix des abstentionnistes.



October 5, 2021

Kurdistan's Weekly Brief October 5, 2021

Iran

The Commander of the Islamic Revolutionary Guard Corps Ground Forces (IRGCGF), Brigadier General Mohammad Pakpour, issued more threats against Iranian Kurdish parties based in Iraqi Kurdistan during a speech commemorating Iran's Sacred Defense Week in Sanandaj. Pakpour claimed the Iranian military would destroy the "strongholds and bases" of Iraq-based opposition factions if Iraqi officials failed to expel the "terrorist groups from northern Iraq as quickly as possible." Pakpour also accused the US of fermenting anti-Iran conspiracies, claimed the US could not confront Iran militarily, and said Iran has a "decisive role" in ongoing nuclear negotiations. The Iranian regime previously struck Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDPI) positions along the Iran-Iraq border with rockets and drones from September 9-12. Meanwhile, several Iranian Kurdish parties

accused the regime of creating a regional crisis to distract from the domestic economic issues and political unrest caused by its own failed policies.

IRGC intelligence officers (Ettela'at) arrested two Kurdish environmental activists named Salah Salihi and Armin Aesparlous in Sanandaj. Concurrently, the Hengaw Organization for Human Rights reported Iranian authorities detained 39 Kurds for activism in September. September also saw Iranian and Turkish border guards kill several Kurdish border porters known as kolbars.

Iraq

Iraqi political parties again brushed off predictions of low voter turnout and stepped up their campaigns in the final days before the October 10th parliamentary elections. Political parties in Iraqi Kurdistan will compete for 18 seats in Sulaymaniyah Governorate, 15 in Erbil Governorate, and 11 in

Duhok Governorate. Kurdish parties are also hoping to win nearly a dozen seats spread across the "disputed territories" in Diyala, Kirkuk, Nineveh, and Saladin governorates. At the same time, a total of nine quota seats in the Council of Representatives of Iraq (CRI) are reserved for Iraqi minorities, including five for Christians and one for the Yazidis, Faili Kurds, Shabak, and Mandean. The main Kurdish parties running in Iraqi Kurdistan are the Kurdistan Democratic Party (KDP), the Kurdistan Coalition formed by the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Change Party (Gorran), the New Generation, the Islamic Union Party, and the Kurdistan Justice Group.

Rudaw released a report detailing the Iranian regime's construction of 57 military posts in the vicinity of Iraqi Kurdistan's Halgurd Mountain, situated in the Zagros Mountains between the Kurdish regions of Iraq (Bashur) and Iran (Rojhelat). Local

hikers have complained that Iranian presence is pushing locals and foreigners away from the area, though the occupation is also likely to raise fears of additional Iranian military operations on Iraqi soil.

The Turkish military claimed it killed a senior member of the Kurdistan Workers' Party (PKK) near Qandil. Concurrently, an airstrike wounded two civilians in a village in Kirkuk Governorate, with residents accusing Turkey of being responsible for the attack. On Sunday, Turkey's Ministry of National Defense asserted Turkish forces had killed 18,549 "terrorists," mostly Syrian Kurds and PKK members, since July 2015.

France's Consul General in Erbil, Olivier Decottignies, hand-delivered a letter from French President Emmanuel Macron to President of Kurdistan Region Nechirvan Barzani on Thursday. Macron's letter thanked President Bar-

zani for his hospitality during their August 30 meeting in Erbil and stated, "France and the Kurdistan Region have old and unique relations which we need to preserve at the highest level." France has stepped up its diplomatic efforts in Iraqi Kurdistan significantly since 2014.

Syria

A Syrian Democratic Council (SDC) delegation headed by SDC President Ilham Ahmed concluded its trip to Washington after meeting with several US lawmakers and officials from the White House and the State Department. Ahmed then said the SDC asked the Biden administration to exempt the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) from sanctions imposed on the Assad regime by the Caesar Syria Civilian Protection Act. Moreover, while the SDC's trip coincided with that of the Turkish-backed National Coalition for Revolutionary and Opposition Forces, the two sides did not meet or engage in dialogue.

On Sunday, October 3rd, the US-backed Syrian Democratic Forces (SDF) announced they had removed 54 child soldiers between the ages of 15-17 from their ranks and returned them to their families. The SDF then held a press conference with a regional child protection office and reiterated the organization's "commitment to all international conventions and laws." In July 2019, the SDF signed an agreement with the United Nations that prohibited the recruitment or conscription of children under the age of 18.

Turkey and its Islamist proxies shelled several SDF positions along the M4 Motorway near Ain Essa and the Christian town of Tal Tamer and injured a child. Simultaneously, a pro-



SDF media outlet accused Turkey of using cluster munitions in a village west of Ain Essa on Sunday. Furthermore, the SDF's official press center blamed Turkey and its proxies for 32 attacks on SDF-controlled areas in September and accused them of indiscriminately shelling civilian areas and employing chemical weapons.

The SDF announced the killing of two ISIS (Da'esh) terrorists and capture of three who were planning to detonate a car bomb in Raqqa on Sunday. Before Sunday's raid, the SDF apprehended a Da'esh bombmaker south of Hasakah. Meanwhile, the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported dozens of Russian airstrikes targeted Da'esh caves and bunkers in the "Aleppo-Hama-Raqqa triangle." Lastly, Da'esh explosive remnants killed two children and wounded two more in Deir Ez Zor Province's al Bahra village on Wednesday.

Turkey

US Senators Chris Van Hollen (D-MD) and James Lankford (R-OK) addressed a letter to President Joe Biden that urged him to hold Turkish President Recep Tayyip Erdogan accountable for "disenfranchising Turkey's Kurdish population." The letter, cosigned by six Democrats, one Republican, and one Independent, also encouraged President Biden to forcibly condemn Erdogan's "efforts to disband the country's largest pro-Kurdish political party and to work with EU partners to prevent further democratic backsliding in Turkey."

The pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) Co-Chair Mithat Sancar called for the Republican People's Party (CHP), Turkey's main opposition party, to engage in "transparent policy, not behind-the-door negotiations." The HDP, despite maintaining relations and holding secret

meetings with other opposition parties, has struggled to secure open political alliances. With that said, however, the HDP announced an agenda for the 2023 elections that includes finding a "democratic solution to the Kurdish issue" and forging a "Democracy Alliance" with other opposition parties.

A Turkish court in Hakkari handed 30 Kurds prison sentences ranging from 8 years, nine months to 17 years, six months for "membership of an illegal organization" in what has become known as the "KCK Yuskavage case." Further, the Turkish government filed a lawsuit against the head of the HDP in Iskenderun, Abdurrahim Şahin, for remarks made during a speech. Additionally, Turkish police raids in Amed, Ankara, Hakkari, Istanbul, Bursa, and Konya resulted in the arrest of at least a dozen Kurds, including an HDP youth leader named Ezgi Orak.



October 6, 2021

Kurdish migrants stuck in Libya appeal for help

Dozens of migrants, including Kurds, are stuck in Libya after trying to reach Italy by boat from Turkey, and have appealed for help to get out of the north African country. They are part of a wave of Iraqi citizens who have tried to migrate to Europe this year, taking often risky routes and ending up stranded in countries like Syria or Belarus.

Among the group is 22-year-old Khalil Ibrahim from the Kurdistan Region. In his final year of secondary school, he was pessimistic about job opportunities and so, like thousands of other Kurdish youth, decided to attempt the journey to Europe, according to his brother Sangar Ibrahim. He left Istanbul on September 19 for Turkey's Izmir coast in order make the sea crossing to Italy.

"About three days ago my brother called us from Libya," Ibrahim told Rudaw Radio's Kawar Salih on Monday. His brother said they are safe and in police custody in Benghazi.

Pouria Mohammadi is a Kurd from Iran and is also among the group. He spoke to Rudaw on Monday and recounted their journey.

"We were 4-5 hours away from Italian waters. They said there are waves and problems and we can't go. The captains got scared," he said.

"We were without food and water for four days and four nights in the sea. We couldn't do anything, so we entered Libya," he said. In Libya, they



Migrants line up to make phone calls in police custody in Libya's Benghazi. Photo: Screenshot from a video submitted to Rudaw

were picked up by the police. Mohammadi said they are worried about their safety in the country that has seen years of conflict. "Deport us back to our cities or send us to Italy, whatever it is just get us out of here ... I swear we are all about to go crazy."

Ibrahim said a United Nations delegation visited them and most of the migrants from Iraq registered in order to be returned home. He was told that there are also people from Turkey and Afghanistan among the group.

Iraq does not have a representative in Libya, but a member of the Iraqi parliament's foreign relations committee, Muthanna Amin, told Rudaw that they are in touch with the Iraqi ambassador in Tunis to issue passports to Iraqis in the group or send them to either Egypt or Tunisia.

Libyan authorities "have promised that, after they check those citizens and are re-

assured they don't have any political or security issues and their presence at this time and place is not related to the internal conflict of Libya, ... they will free them," said Amin.

About 40 of the group of 58 migrants are Iraqis, according to The Summit Foundation (Lutka) for Refugee and Displaced Affairs, which is aiding in government assistance efforts. In a video submitted to Rudaw, children can be seen among the group of migrants.

United Nations experts, in a report issued on Monday about possible crimes against humanity in Libya, said that since 2016 some 87,000 migrants have been put in detention centers by the Libyan Coast Guard where torture and sexual violence are "prevalent." This includes about 7,000 currently in centers run by the Department for Combatting Illegal Migration. Libya was plunged into chaos and instability after the 2011 uprising that ousted Moammar Gadhafi.

According to Lutka, nearly 27,000 Iraqi citizens sought asylum in Europe in the first half of the year and five people lost their lives on journey.

Ibrahim said his brother was determined to take the risky trip, despite their family's objections.

"My father and all my family didn't support him leaving. We talked to him and tried to persuade him not to leave, but unfortunately he listened to himself and left," he said.

"Although this is hard to say, but they are truly fed up with the Kurdistan Regional Government and our youth are all unemployed. That's why like most of the youth of Kurdistan, he took the road of uncertainty and now he is in Libya," he said.

In a meeting with a group of young people in Duhok last month, Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani said his government is working to engage with the youth to hear their concerns as well as supporting the establishment of small and medium businesses to create jobs.

This is not the first Europe-bound group of Kurdish and Iraqi migrants who have been stranded in foreign countries in recent months. More than 50 ended up in Syria's Aleppo province in September after trying to reach the United Kingdom. Another group of 32 Yazidis were recently stuck on the Poland-Belarus border without food or clean water. In August, more than 300 Iraqis were returned from Belarus.

Comment la Turquie s'est résolue à ratifier l'accord de Paris sur le climat

Ratifie Paris ! », demandait le jeune militant Atlas Sarrafoglu, un des ambassadeurs de la « génération climat » en Turquie, dans une publication Instagram il y a quelques mois. C'est désormais chose faite. Cinq ans après sa signature par le pays, le Parlement turc a approuvé à l'unanimité l'accord de Paris sur le climat, mercredi 6 octobre dans la soirée.

Le président Recep Tayyip Erdogan l'avait annoncé à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies, à New York, le 21 septembre. La Turquie a retardé la ratification, car elle souhaite être considérée comme un pays en développement afin de bénéficier du Fonds vert pour le climat, mécanisme financier d'aide aux pays les plus vulnérables de l'Organisation des Nations unies (ONU).

La perspective de la COP26, qui doit se tenir à Glasgow du 1er au 12 novembre, a achevé de convaincre Recep Tayyip Erdogan de faire ratifier le texte. Avec l'Erythrée, l'Iran, l'Irak, la Libye ou encore le Yémen, le pays faisait partie des derniers récalcitrants – sur les 195 parties signataires – à entériner le texte. Une posture susceptible d'entacher sa crédibilité, alors que la diplomatie climatique gagne en importance dans les instances internationales.

Protection de l'économie turque

A peine rentré des Etats-Unis, le président turc n'a pas perdu de temps. Le texte est arrivé en commission pour examen aux premiers jours de la ren-



Des manifestants de la grève pour le climat, à Istanbul, le 24 septembre 2021. DILARA SENKAYA / REUTERS

trée parlementaire, mardi 5 octobre. La Turquie s'engage ainsi à participer à l'effort pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre afin de limiter le réchauffement planétaire à 2 °C au-dessus du niveau préindustriel, et atteindre la neutralité carbone d'ici le milieu du siècle. Dans les couloirs du Parlement, il est question d'une échéance à l'horizon 2053, mais le gouvernement ne devrait officialiser une date que dans les prochaines semaines.

« Nous nous attendions à cette décision, assure Murat Bakan, député du principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), et membre de la commission environnement au Parlement. Des organisations professionnelles comme la Tusiad [un syndicat patronal laïc] insistent sur le fait qu'il fallait absolument ratifier l'accord de Paris, sinon cela aurait un coût. En réalité, la motivation principale n'est pas vraiment de sauver la planète ou de diminuer la part de la Turquie dans le réchauffement, c'est d'éviter que cela ne porte pré-

judice à l'économie turque... Elle est déjà mal en point. »

L'Union européenne (UE), principal partenaire commercial de la Turquie, a en effet adopté le pacte vert imposant des sanctions, notamment une taxe carbone aux frontières qui viendrait handicaper l'exportation de plusieurs produits de l'industrie turque.

Dans le classement des plus gros émetteurs de gaz à effet de serre, la Turquie apparaît en 16e position, loin derrière la Chine, l'Inde, ou bien encore l'Allemagne (à populations équivalentes). Mais au vu de la vulnérabilité de son territoire, elle ne pouvait rester en marge de l'apparent élan international dans la lutte contre le changement climatique.

Pays riverain de la Méditerranée, elle se situe dans une région particulièrement vulnérable à la hausse des températures. Incendies dans le sud-ouest du pays, inondations dans la région de la mer Noire, mousses mucilagineuses (une matière visqueuse

également appelée « salive de mer ») en mer de Marmara, records de sécheresse dans l'Est... Autant de catastrophes naturelles qui ont touché le pays de plein fouet cette année, rappelant cruellement son exposition aux risques environnementaux.

Multiplication des « projets fous »

Le climatoscepticisme n'est pas à la mode en Turquie, mais les questions du changement climatique et de la protection de l'environnement arrivent bas dans la hiérarchie des préoccupations du peuple turc. La population, éreintée par des années de gestion autoritaire, souffre d'une crise économique qui s'aggrave chaque jour un peu plus.

Les mobilisations contre le réchauffement climatique restaient ainsi, jusqu'à présent, marginales dans le discours des partis politiques. Quant aux luttes environnementales portées par des associations et des militants écologistes, elles se sont essentiellement cristallisées autour de projets de développement portés par le gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir).

Depuis son arrivée au pouvoir en 2002, l'AKP a multiplié les « projets fous » – selon sa propre expression –, très décriés pour leurs retombées environnementales, et affiche fièrement une volonté de poursuivre dans cette direction avec le percement du gigantesque « Kanal Istanbul », une voie d'eau parallèle au détroit du Bosphore.

La création d'un Parti vert, en

septembre 2020, fait figure d'étincelle dans le paysage politique. Mais le ministère de l'intérieur n'a toujours pas validé les statuts nécessaires à son entrée sur la scène politique.

« Fermer les centrales thermiques »

Comme pour tous les pays ayant ratifié l'accord de Paris, une réduction de l'empreinte carbone sera synonyme d'une révision des orientations de sa politique énergétique. La Turquie étant dépendante à hauteur de 70 % des approvisionnements extérieurs, le gouvernement a mis

le cap sur l'autonomisation et la diversification de son mix énergétique ces dernières années : sondages gaziers en mer Noire et en Méditerranée orientale ; construction de deux centrales nucléaires, dont celle d'Akkuyu, dans le sud, près de la ville de Mersin, qui devrait être mise en route en 2023 ; construction de centrales thermiques au charbon (une trentaine sont en activité et une vingtaine seraient en projet).

« Face à la crise climatique, la principale mesure que peut prendre la Turquie est de fermer ses centrales thermiques », défend Burcu Unal Kurban,

coordinatrice de projets de l'ONG Greenpeace en Turquie. Energie fossile décriée pour sa responsabilité dans les émissions de gaz à effet de serre, le charbon assure un peu plus de 20 % des besoins énergétiques du pays.

« Il y a les paroles et il y a les actes », alerte Mehmet Oğutçu, président du conseil d'administration de Global Resources Partnership, et fondateur des groupes de réflexion The London Energy Club et The Bosphorus Energy Club. « Les caisses de l'Etat sont vides, il va devoir aller chercher des financements à

l'étranger. Dans le cadre du pacte vert européen, une partie des financements est allouée aux pays voisins de l'Union, dont la Turquie pourra bénéficier. Je suis convaincu que le gouvernement s'est assuré du soutien de l'UE », précise-t-il.

Lors des discussions au Parlement turc en début de semaine, Mehmet Emin Birpınar, vice-ministre de l'environnement et de la ville, a confirmé que des discussions étaient en cours avec la Banque mondiale, ainsi que les banques de développement française (l'AFD) et allemande (la KfW).



October 7, 2021

United States to stay in Syria, top Kurdish politician says

A leading Syrian Kurdish politician said on Thursday the United States will stay on in Syria to destroy Islamic State, build infrastructure and remain a player in the search for a political settlement after more than 10 years of civil war.

The Kurds, who live in the mountainous region straddling the borders of Syria, Armenia, Iraq, Iran and Turkey, carved out self-rule across northeast Syria during the civil war that began in 2011.

President Bashar al-Assad was supported by Russia and Iran while the Syrian Kurdish YPG militia was backed by the United States. But in 2019 then-President Donald Trump pulled most U.S. forces out of Syria to enable a Turkish offensive against the Kurds.

The chaotic Western withdrawal from Afghanistan stoked concern across the Middle East that Trump's successor Joe Biden might abandon allies across the region as Washington perceived China to be the main strategic challenge.



Members of Syrian Democratic Forces transport a suicide car bomb used by the Islamic State militants in Raqqa, Syria October 1, 2017. REUTERS/Erik De Castro

But Ilham Ahmed - president of the executive committee of the Syrian Democratic Council, the political arm of the YPG - said the United States had given a clear commitment to the Kurds.

"They promised to do whatever it takes to destroy Islamic State and work to build infrastructure in North Eastern Syria," he told Reuters after meetings in Washington with White House, State Department and Pentagon representatives.

"They said they are going to stay in Syria and will not withdraw - they will keep fighting Islamic State," Ahmed said. "Before they were unclear under Trump and during the Afghan withdrawal, but this time they made everything clear."

Syria's minority Kurds, who were discriminated against by Assad's pan-Arabist ruling Baath party, run a civilian administration that governs the affairs of several million Syrians once ruled from Damascus.

The Kurds have asked the Americans to help re-open the Al-Yaarubiyah border crossing between Syria and Iraq for international aid, and to play a role in helping a political settlement, Ahmed said.

Ahmed, who met Russian Foreign Minister Sergei Lavrov in Moscow last month, said the Kurds had also been speaking to the Russians - "the main player in Syria" - and was ready for dialogue with Iran too.

The Kurds have spoken to Damascus in an attempt to find a political settlement.

How optimistic is Ahmed?

"We don't see much happening in the short term... We are hoping the Americans will play a more active role for a Syrian political settlement - they should do."

Reporting by Guy Faulconbridge, Editing by Paul Sandle and John Stonestreet

Les législatives en Irak laissent peu de place aux partisans du changement

Durant les quelques mois qu'aura duré la « révolution d'octobre » 2019, sur les sit-in de Bagdad et des villes du Sud chiite, des dizaines de milliers d'Irakiens ont réclamé la tenue d'élections législatives anticipées. L'organisation de ce scrutin, dimanche 10 octobre, avec six mois d'avance sur le calendrier et une nouvelle loi électorale plus favorable aux candidats indépendants, est l'une des rares promesses faites aux manifestants qu'a honorée le premier ministre, Mustafa Al-Kadhimi. Cette contestation d'ampleur inédite au sein de la majorité chiite avait ébranlé le pouvoir. Mais le changement tant espéré par les « révolutionnaires d'octobre », déterminés à mettre à bas un système politique miné par le confessionnalisme et la corruption, et dominé par les partis islamistes chiites soutenus par l'Iran, pourrait ne pas être au rendez-vous.

Dans une débauche de dépenses de campagne, de promesses d'emplois et de services, les partis au pouvoir ont mis en branle leurs machines électorales et leurs réseaux de patronage, et pour certains leurs milices, pour mobiliser leur base. Face à eux, le mouvement contestataire, affaibli par une campagne d'assassinats imputée aux factions armées pro-iraniennes, peine à se faire entendre auprès d'un électorat gagné par l'apathie et tenté par l'abstention, notamment chez les jeunes – 60 % des 40 millions d'habitants ont moins de 25 ans. Les neuf partis nés dans son sillage réclament un Etat fondé sur la citoyenneté et le contrôle des armes par l'Etat. Ils se divisent sur la stratégie – quatre ont appelé au boycottage du scrutin

– et les candidats novices qui battent campagne le font sans ressources ni réseaux, et parfois sous la menace.

« Les exigences de base pour la tenue d'élections démocratiques et équitables ne sont pas réunies. L'argent est utilisé par les partis islamistes au pouvoir pour faire des promesses électorales. Il y a une violation flagrante des droits politiques : manifester ou exprimer une opinion qui les contredit vous expose à la mort, à l'exil, aux intimidations et aux menaces », justifie Hussein Al-Ghoraibi, secrétaire général du parti Beit Al-Madani (« Maison nationale »), qui vit dans la clandestinité depuis que sa maison a été visée, en septembre 2020, par un engin explosif. L'avocat de 34 ans de Nassiriya a perdu des dizaines d'amis dans la répression de la contestation, qui a fait plus de 600 morts. Des dizaines de leaders ont été assassinés depuis, d'autres se sont exilés.

« Changer le système de l'intérieur »

Plutôt que de légitimer – en y participant – un scrutin où les partis au pouvoir partent favoris, la Maison nationale veut former une opposition hors système et préparer la prochaine contestation. « Il est possible de changer le système de l'intérieur. La victoire dépend de la sensibilisation de l'électorat et du contrôle de la fraude. Le boycottage va encore plonger l'Irak dans l'abîme pour les quatre ans à venir », leur oppose Massaad Al-Rajhi, du parti Emtidad (« Extension »), qui présente trente-huit candidats dans neuf provinces. Ce fonctionnaire du ministère de l'éducation de 42 ans dit avoir reçu des menaces dans sa circonscription de

Mahmoudiya, au sud de Bagdad.

« Les gens qui se reconnaissent dans le courant laïque et libéral sont une majorité, mais silencieuse, désillusionnée et divisée. On essaie de les convaincre de participer pour ne pas donner aux partis iraniens et au bloc sadriste [du nom du leader populiste chiite Moqtada Al-Sadr] une victoire facile. Ces derniers sont bien organisés, ils ont des armes et des millions de dollars », souligne Yaser Mekki, de l'ONG Moja. Le militant de la ville sainte chiite de Nadjaf espère que l'appel lancé par la plus haute autorité religieuse chiite, l'ayatollah Ali Al-Sistani, fin septembre, à aller voter pour le changement, aura un effet mobilisateur. « Je ne suis pas très optimiste sur la capacité des partis issus de la contestation à obtenir des sièges. Mais si l'appel de l'ayatollah Sistani est écouté, il touchera la classe moyenne chiite qui se reporterait sur les partis modérés chiites ou réformistes », abonde Marsin Alshamary, chercheuse à la Middle East Initiative.

A défaut d'un tel sursaut, le bloc sadriste et les partis-milices pro-iraniens réunis au sein de la coalition Al-Fatah (« Victoire ») devraient à nouveau tirer leur épingle du jeu dans le camp chiite et avoir le dernier mot dans le choix du chef du gouvernement, toujours issu de ce camp. Ils avaient réalisé une percée aux législatives de 2018 – avec respectivement 54 et 48 sièges sur 329 –, grâce à l'aura acquise dans la guerre contre l'organisation Etat islamique et à une faible participation (44 % selon les chiffres officiels, moins de 30 % selon les experts).

« Une nouvelle génération »

Trublion de la vie politique irakienne, qui a émergé dans la lutte contre l'occupation américaine, Moqtada Al-Sadr se voit déjà en faiseur de rois. L'homme, qui a un temps soutenu la contestation tout en plaçant ses partisans à des postes-clés au sein des institutions, a lui-même fait campagne pour mobiliser sa base, traditionnellement fidèle. De nombreux cadres sadristes qui n'ont jamais exercé de fonction politique ont été choisis comme candidats au nom du « changement ». Des candidats qui se présentent en indépendants pourraient les rallier une fois entrés au Parlement. « On s'attend à faire aussi bien qu'en 2018, même davantage : jusqu'à cent sièges. Il y a une nouvelle génération qui a atteint l'âge du vote [18 ans] prête à soutenir le bloc sadriste, et la participation sera supérieure », assure Dhia Al-Assadi, un responsable sadriste, à contre-courant des experts qui prédisent un score similaire à 2018.

« Les partis issus de la contestation ne pèseront pas dans le scrutin. On va creuser l'écart avec la coalition Al-Fatah et avec celle d'Haïder Al-Abadi et d'Ammar Al-Hakim [chiite modérée] cette fois. Ils subissent les revers de la contestation, de leur performance au gouvernement et de leurs divisions », poursuit le responsable sadriste. Les divisions s'étalent en effet au grand jour entre les partis-milices qui composent la coalition Al-Fatah, ainsi qu'avec les Brigades du Hezbollah, la faction la plus proche de Téhéran, qui a choisi de faire son entrée seule en politique avec son parti Al-Houquq (« Droits ») sur un programme axé sur le départ des troupes américaines d'Irak.

The New York Times

October 11, 2021
By Stephen Kinzer

Abolhassan Bani-Sadr, Former Iranian President, Dies at 88

Abolhassan Bani-Sadr, who as the first president of the Islamic Republic of Iran tried and failed to resist the currents of religious radicalism, died on Saturday at the Pitié-Salpêtrière hospital in Paris. He was 88.

His death came after a long illness, his family said on Mr. Bani-Sadr's official website.

Mr. Bani-Sadr was president when the newborn Islamic Republic went through two of its greatest traumas. Militants stormed the United States embassy in Tehran on Nov. 4, 1979. Ten months later, Saddam Hussein's army invaded Iran, setting off the horrific Iran-Iraq war.

The revolution's supreme leader, Ayatollah Ruhollah Khomeini, used these two episodes to purge secularists, nationalists and other moderates from Iran's government. Mr. Bani-Sadr was the most prominent victim.

Soon after American diplomats were taken hostage at the U.S. embassy, Mr. Bani-Sadr visited the occupiers and urged them to withdraw.

"You think you have taken America hostage," he told them. "What a delusion! In fact, you have made Iran the hostage of the Americans."

Several months later, Iran's ambassador to the United Nations, Mansour Farhang, resigned in protest of his government's failure to end the crisis and wrote a long article condemning the takeover. A newspaper connected to Mr. Bani-Sadr was the only one in Iran to publish it.



Abolhassan Bani-Sadr in 1980. He was the first president of the Islamic Republic of Iran, but served only 18 months. "He was more of a preacher and teacher than a manager of power," one associate said. Credit...Associated Press

Mr. Farhang, who became a professor of political science at Bennington College, remembered Mr. Bani-Sadr as "a genuinely liberal Muslim."

"In the position of nominal power for a year and a half, he was more of a preacher and teacher than a manager of power," Mr. Farhang said in an interview for this obituary in 2013. "Intellectually and temperamentally, he could not function as a politician in an autocratic state."

Mr. Bani-Sadr was an admirer of Mohammad Mossadegh, who was Iran's nationalist prime minister in the early 1950s until he was deposed in a coup directed by the C.I.A. He sought to revive Mr. Mossadegh's political bloc, the Na-

tional Front, and infuse it with moderate Islam to create a new form of government for Iran.

"Bani-Sadr was active in the early 1960s in the emergence of the second National Front and played a leading role in its student section," the Iranian American historian Fakhreddin Azimi said in interview for this obituary. "After the revolution, as president in the most unfavorable circumstances, he endeavored to rely on Khomeini's support and good will, as well as on his own popularity, to ward off or slow down the rise of clerical supremacy."

"His efforts, given the disarray of broadly secular forces actually or potentially favorable to him and the ability of the clerics

to win over Khomeini, were doomed to failure. With the loss of Khomeini's support, his fate was sealed," he said.

Mr. Bani-Sadr was born on March 22, 1933, into a family of pious landowners in Hamadan, Iran, said to be one of the world's oldest towns. After studying law, theology and sociology at Tehran University, he moved to Paris, where he spent several years in the 1960s studying at the Sorbonne. He was caught up in the student movement and led protests against the regime of Shah Mohammed Reza Pahlavi.

Information on Mr. Bani-Sadr's survivors was not immediately available.

In the 1970s, Mr. Bani-Sadr met Ayatollah Khomeini, a friend of his late father, who had also been a cleric. They were reunited in Paris after Ayatollah Khomeini was exiled there in 1978.

In one of the 20th century's most spectacular political collapses, the shah fled Iran on Jan. 16, 1979. Ayatollah Khomeini, who had directed the revolution from exile, returned home two weeks later. In the broad-based government that the ayatollah installed, Mr. Bani-Sadr served as deputy minister of finance, then minister of finance, and finally as minister of foreign affairs. With the ayatollah's blessing, Mr. Bani-Sadr easily won the presidential election of Jan. 25, 1980. The ayatollah, however, had secured approval of a constitution giving him power to dismiss presidents at will. Over the next 18 months, he directed Mr. Bani-Sadr's rise and fall.

In his first weeks in power, Mr. Bani-Sadr worked to bring order to the shambles that had been left by the collapse of the shah's government. However, he was quickly distracted by the hostage crisis.

"The takeover of the U.S. embassy was wholly in line with Khomeini's strategy of focusing hostility abroad," he later wrote. "It was at this moment that the idea of a religious state became viable. He also realized that he could now silence people at will, by threatening them with the accusation of being pro-American."

In the venomous political climate of post-revolution Tehran, enemies rose against Mr. Bani-Sadr. Several of his associates were convicted on trumped-up charges and executed. After war with Iraq broke out, militants criticized him for relying more on the regular army,

which they associated with the shah's monarchy, than on revolutionary guards and other political forces. In the summer and fall of 1980, he survived two helicopter crashes.

The combination of the hostage crisis and the war created a hyper-radical atmosphere in which a tweedy, mustachioed intellectual like Mr. Bani-Sadr could hardly hope to survive. On June 10, 1981, Ayatollah Khomeini removed him from his post as commander in chief. On June 21, parliament ruled him "politically incompetent" and voted to impeach him as president. Ayatollah Khomeini signed the bill the next day.

It accused Mr. Bani-Sadr of "opposing the Islamic Republic; forming an alliance with counterrevolutionary forces attached to the East and the West in order to eliminate the

Islamic system; persistent opposition to the Islamic consultative assembly from the outset and even before its inauguration; open interference in the judiciary, incorrect understanding of the most basic tenets of the constitution, and disbelief in the separation of powers."

By the time of his impeachment, Mr. Bani-Sadr had been in hiding for several days. Six weeks later, he slipped out of the country aboard an air force jet piloted by a sympathetic officer.

For much of his later life, Mr. Bani-Sadr lived with his wife and three children in or near Paris, including at a heavily guarded home in Versailles. He wrote and spoke about his homeland. When signing copies of his memoir, he often added the line, "Elected President of the People of Iran."

In 1997, Mr. Bani-Sadr testified at a court hearing in Berlin about the assassination of an Iranian dissident there. The court later concluded that senior Iranian leaders had approved the assassination.

After Iranian security forces crushed protests in the wake of the disputed 2009 presidential election, Mr. Bani-Sadr accused the religious regime of "holding on to power solely by means of violence and terror." He said it had lost both political and religious legitimacy.

"However much he was committed to Islam, he was opposed to a clerical state," the historian Ervand Abrahamian said in an interview for this obituary. "His tragedy sums up the tragedy of lay intellectuals who thought they could harness religion to nationalism."

The New York Times

October 11; Ben Hubbard
By Ben Hubbard

Syria Is Still Shattered, But Its Neighbors Are Restoring Ties

Arab countries are gradually restoring ties with Syria, but its president remains mired in crises he can't escape.

For a man who has spent the last decade battling armed rebels, being shunned in international forums and watching a brutal civil war dismantle his economy, the past few weeks have been good to President Bashar al-Assad of Syria.

Senior officials from Lebanon appealed for his help with chronic electricity cuts. His economy minister rubbed shoulders with his counterpart from the United Arab Emirates at a trade expo in Dubai. The

United States, which has heavily sanctioned him and his associates, backed a plan to revive a gas pipeline through his territory. And he spoke by phone with King Abdullah II of Jordan, his neighbor to the south, for the first time in 10 years.

Syria is still shattered — with its people mired in poverty, millions of refugees in neighboring states still afraid to go home and large swaths of territory still beyond the state's control. But across the Middle East there is a

sense that Mr. al-Assad — long known for gassing his own people and dropping exploding barrels on his own cities — is being brought in from the cold, reflecting a resignation with his survival.

The war has ceased to rage, the thinking goes, and Mr. al-Assad is still in place, so perhaps it is time for Syria to reconnect with its neighbors.

Ten years since the country's war started with an uprising against Mr. al-Assad, many

Syrians wonder whether the country can be put back together, if there is even a clear enough idea of what Syria is to rebuild the state on.

"To form a state again, we need to know the assets and the liabilities," said Kareem Sakka, the publisher of Ra-seef22, a website that features writing from across the Arab world. "We only know the liabilities, which are that we live in an undemocratic country. But we need to know what the assets are to build a nation."

Despite his apparent victory in the civil war, Mr. al-Assad's grip on power is often tenuous even in areas he controls.

From the Presidential Palace in the capital, Damascus, he cannot drive to his country's northern border with Turkey or to much of its eastern border with Iraq without hitting hostile front lines.

Syria's northwest is run by jihadists formerly associated with Al Qaeda who expend more effort trying to open a line to Western countries than they do to Mr. al-Assad.

Rebels backed by Turkey hold other territory along the border, where Turkish currency has displaced the drastically devalued Syrian pound.

Administering the northeast, where most of Syria's oil and much of its farmland are, are Kurdish-led forces backed by the United States. Rounds of talks about reconnecting the territory to Damascus have failed.

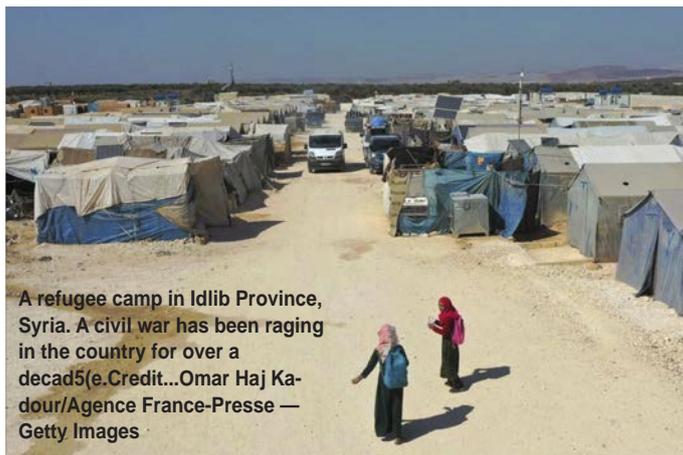
Mr. al-Assad relied heavily on Russia and Iran to fend off the rebels, and now both countries are eyeing his economy for opportunities to recoup their investments.

But the economy is so weak that businessmen are closing up shop.

The owner of a Damascus ice cream company said in an interview that he was shuttering his family business after 50 years and moving to Egypt. Recently, the tax authorities, the electricity company and the consumer protection department had all come to collect bribes after threatening to shut him down over bogus infractions if he refused to pay up.

Other families had already moved their businesses, and the badly needed jobs they created, to Turkey, Iraq, Egypt or Gulf countries, he said.

"The Syrian government has



A refugee camp in Idlib Province, Syria. A civil war has been raging in the country for over a decade. Credit: Omar Haj Kadour/Agence France-Presse — Getty Images

no money and wants to collect its employees', soldiers' and militiamen's salaries from the traders and industrialists," the man said, speaking on condition of anonymity for fear of retribution.

International powers have largely given up on seeking peace through diplomacy, and many acknowledge that 10 years of war, sanctions and peace talks have failed to secure concessions from Mr. al-Assad.

Since he has resisted compromise so far, he probably won't start now, said Karam Shaar, research director of the Operations and Policy Center, a research institute in southern Turkey.

"Western policymakers do not appreciate what they are asking Bashar al-Assad to do" when they speak of integrating the opposition into his government, Mr. Shaar said.

Mr. Shaar recalled Adib Shishakli, a Syrian politician who was president in the 1950s before being pushed out and fleeing to Brazil, where he was assassinated a decade later by a man who had been orphaned in a battle Mr. Shishakli oversaw.

Mr. al-Assad had killed many more people, Mr. Shaar said, so he faced greater risks.

"If Bashar al-Assad is ever out of office, he knows that there will be thousands of people

going after him," Mr. Shaar said.

Still, the moves by Syria's neighbors to draw closer with Mr. al-Assad reflect an erosion of the feeling that he should be ostracized when there are so many other problems in the region.

The pipeline that the United States has backed is supposed to transmit Egyptian gas from Jordan through Syria to Lebanon, where an economic collapse has caused extensive blackouts. Despite sanctions on the Syrian government, the United States supports the plan, in part to compete with efforts by the militant group Hezbollah to bring in sanctioned fuel from Iran.

Jordan, seeking to revive its own ailing economy, has reopened its border with Syria for trade and recently was host to the Syrian defense minister for security talks. King Abdullah II, who called on Mr. al-Assad to step down in 2011, spoke with the Syrian leader last week to discuss ties between the "brotherly countries and ways to enhance cooperation between them," according to Jordan's royal court.

Wealthy Gulf countries, such as Saudi Arabia and the U.A.E., some of which bankrolled the rebels early in the war, have dropped their opposition to Mr. al-Assad and scoped out investment opportunities. But the cash has not followed, largely because of American sanctions.

The Biden administration has taken a less aggressive approach toward Mr. al-Assad than former President Donald J. Trump, but the Biden administration has still discouraged its Arab partners from normalizing relations.

In an interview, a senior Biden administration official said it was clear that Mr. al-Assad had survived and that sanctions had yielded few concessions, so the administration preferred to focus on other issues, including fighting the coronavirus pandemic, assuaging economic distress in the region and limiting Iranian influence.

The United States would like the gas deal, whose details are still being worked out, to avoid triggering sanctions and provide minimal benefit to Mr. al-Assad, the official said, speaking on condition of anonymity under government protocols. The administration was also telling its friends not to let Mr. al-Assad off the hook.

"We are actively telling the U.A.E. and Saudi Arabia, 'Don't go building shopping malls. Don't unfreeze Bashar's assets. Don't give the government in Syria access to any kind of revenue for rebuilding or reconstruction,'" the official said.

But it was allowing flexibility on issues like the provision of electricity to Lebanon and some kinds of aid inside Syria, in hopes of having a "humane, sensible policy," the official said.

Asmaa al-Omar contributed reporting from Beirut, Lebanon, and an employee of The New York Times from Damascus, Syria.

Your preference has been stored for this browser and device. If you clear your cookies, your preference will be forgotten.

D'Erbil au Sinjar, le difficile retour des déplacés de la guerre contre Daech

CHAQUE MATIN, le docteur Hussein Rasho passe devant le « madafa » de son père, la maison d'hôtes où voisins et amis venaient discuter de tout et de rien autour d'un thé brûlant. « C'est un vrai trauma-tisme, dit-il, de la voir réduite en un tas de gravats. »

Ce jeune médecin fut l'un des premiers à revenir, en 2017, dans son village de Dogri, au pied du mont Sinjar, dans le nord de l'Irak, qui venait d'être libéré du joug sanguinaire de Daech. Avant de partir, les djihadistes avaient dynamité la plupart des maisons de cette localité, peuplée de yazidis, cette minorité kurdophone aux lointaines origines iraniennes, victimes d'un génocide le 3 août 2014, lorsque l'État islamique s'est emparé de la région du Sinjar.

Avant Daech, Dogri comptait 1 000 habitants. Aujourd'hui, ils ne sont plus qu'une centaine. Comment revenir dans un village fantôme ? Des mines menacent ceux qui oseraient s'y réinstaller. Dans les maisons encore debout, le mobilier a été le plus souvent volé lors de razzias opérées par des voisins sunnites, selon les yazidis de Dogri. Comment, après le traumatisme d'un génocide qui a emporté 3 000 vies, revenir habiter près de ceux qui les ont souvent trahis ?

« La moitié des habitants de ma rue qui ont pu échapper à la mort sont aujourd'hui réfugiés en Allemagne, observe le Dr Rasho. Ils pensent d'abord à leurs enfants. Ils disent qu'ils en ont assez de l'Irak. »

Le Sinjar ne compte plus que 127 000 habitants au total, selon Shirin Shevan, une infirmière de

la ville de Sinuni, engagée dans la cause yazidie. Ils étaient un demi-million en 2005. Pourtant, en sillonnant ces plaines fertiles au pied de contreforts montagneux, on croise parfois sur la route un camion de déménagement chargé de lits et d'armoires d'une famille qui rentre chez elle.

« Cent à cent cinquante déplacés rentrent chaque mois dans le Sinjar, selon Shirin Shevan, mais dès qu'il y a un bombardement turc, ils repartent. » À plusieurs reprises au cours de l'été, l'aviation d'Ankara a attaqué le Sinjar, à la recherche de combattants kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) - les ennemis jurés d'Ankara - présents dans le secteur, créant ainsi un nouveau foyer de tensions et d'instabilité. Plus de 300 familles, selon le ministère irakien des Déplacés, ont dû encore fuir leurs villages.

La plupart des déplacés yazidis du Sinjar, qui n'ont pas pris le chemin de l'exil, vivent dans des camps près de Zakhu, Dahuk et Erbil, les principales villes kurdes du nord de l'Irak, administrées par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui les surveille.

« Mon frère l'an dernier a voulu quitter son camp de Zakhu, mais il lui a fallu un mois pour avoir la permission, et les Kurdes du PDK, qui gèrent le camp, l'ont averti que s'il partait, il ne pourrait plus y revenir », se souvient Shirin Shevan. « Moi-même, ajoute celle qui a été contrainte de fuir, j'ai été maltraitée dans un camp et je ne pouvais pas y travailler. »

La gestion de ces milliers de déplacés est un enjeu politique et électoral. Le PDK d'Erbil, qui ad-

ministrerait le Sinjar jusqu'à sa conquête par Daech et voudrait y revenir, cherche à recruter des partisans parmi les déplacés yazidis des camps. Mais ceux-ci n'ont pas oublié la trahison des 12 000 peshmergas du PDK, qui ont fui l'avancée de Daech le 2 août 2014, les abandonnant à la mort. Aux élections législatives de dimanche, les yazidis des camps de Zakhu et Dahuk étaient souvent incités à voter pour leurs hôtes PDK.

Quatre ans après avoir vaincu Daech, l'Irak reste toujours confronté au retour des déplacés de la guerre. Ils étaient 3,2 millions en 2016. Fin 2020, ils étaient encore environ 1,3 million, dont 20 % dans des camps et le reste dans des logements de location en grande majorité.

Le gouvernement de Bagdad a opté pour la fermeture de l'immense majorité des 47 camps. De leur côté, les autorités autonomes kurdes d'Erbil ont choisi de laisser ouverts les 26 camps installés dans leurs régions. « Les Kurdes veulent garder ceux qui ont de l'argent, des chefs de tribu, notamment arabes sunnites, pour former des alliances avec eux afin de peser sur l'avenir de l'Irak », déchiffre un diplomate. L'opération séduction fonctionne : à Ramadi et Fallouja dans la province d'al-Anbar, des candidats arabes aux législatives se présentaient sur des affiches aux côtés de Massoud Barzani, le « père » des Kurdes d'Erbil.

La région d'Erbil abrite encore 240 000 déplacés, dont une grosse moitié issue des régions sunnites de Mossoul, Ninive et al-Anbar. Parmi ces 240 000 personnes, la moitié était des

chrétiens. 70 000 chrétiens sont rentrés chez eux ou sont partis à l'étranger, 50 000 ont fait le choix de rester auprès des Kurdes.

« Notre priorité est de recréer un tissu d'artisans dans le secteur du bâtiment pour permettre la reconstruction des villages détruits et donner du travail aux gens qui rentrent », explique Faraj Benoit Camurat, directeur de l'ONG Fraternité en Irak.

« Il y a plusieurs classes sociales parmi tous ces déplacés, analyse le chercheur Cyril Rousset, basé à Erbil. Les populations arabes les plus pauvres vivent dans les camps et ne payent aucun loyer. Les classes moyennes et plus aisées vivent dans des "projets d'habitat" privés, sortes de quartiers fermés et sécurisés. En général, les déplacés arabes ne se mélangent guère avec les populations kurdes, et ils n'ont le droit d'acheter que dans ces zones d'habitation privées. Tous ont fait le choix de la sécurité. » Pour la plupart, ajoute le chercheur, « il est difficile de revenir, pour plusieurs raisons : ceux qui ont eu des accointances ou qui risquent d'être accusés d'accointances avec Daech ne veulent pas rentrer, craignant des représailles. Puis, il y a ceux qui peuvent être visés par les groupes armés présents dans leur région d'origine : les jeunes arabes sunnites susceptibles d'être recrutés de force par les milices chiites ; les chrétiens de Bagdad, de Mossoul et de la plaine de Ninive qui s'estiment bien à Erbil avec une rente salariale plus ou moins confortable. Enfin, tous ceux qui ont perdu leur maison, parce qu'elle a été détruite, ou tout simplement qui ne veulent plus y retourner, car ce sont d'autres qui l'occupent »



October 12, 2021
By Dier S. Mohammed

'We are very happy with election result': Senior KDP official

"The people punished those who stood against the interests of the Kurdistan Region."

The Supreme Electoral Committee of the leading Kurdistan Democratic Party (KDP) announced in a press conference on Tuesday that the party is very happy with the results of Iraq's parliamentary elections.

"Although we have concerns about the electoral process, we are happy with the election results, and we do accept them," Hoshyar Zebari, a member of the KDP's Supreme Electoral Committee, told the press conference.

Zebari said that the quick announcement of the preliminary election results by Iraq's Independent High Election Committee (IHEC) was "crucial" for avoiding any "tampering with the results."

"The people punished those who stood against the interests of the Kurdistan Region," he said of Sunday's election.

He also said that the KDP has

already started talks with Iraqi political parties on the formation of the next Iraqi government.

"We already have a good political understanding with all the Iraqi blocs," Zebari said. "However, we will only enter into coalitions with those who agree with us on the interests of Kurdistan Region and its people's rights."

Reemphasizing the KDP's good relations with all Iraqi blocs, he added that the KDP's door is open for all.

"We don't put all of our eggs in one basket," he said.

Kurds will retain the presidency of Iraq in the new government.

"The position of the Iraqi president will remain for Kurds, and the Kurds will select a candidate for this position that represents all Kurds, not only one political party," Zebari said.

"The Kurds will select their candidate for the Iraqi president's position, the Shia will select their

candidate for the Iraqi prime minister's position, and the Sunnis will select their candidate for the Iraqi parliament speaker's position," he added.

He pointed out that the KDP had candidates across the country, including the disputed territories of Kirkuk and Sinjar as well as Iraq's central and southern provinces. This, Zebari said, proved that the KDP is for everyone in Iraq.

"We will soon form a delegation to go to Baghdad and hold negotiations, and we will agree with those who have a clear government program that protects the rights of the Kurdistan Region and its people," Zebari said.

In a related development, Hawar Mohammed, Head of the Legal Section of KDP Electoral Office, stated on Tuesday that the KDP submitted 28 complaints to IHEC over violations committed during the electoral process in four provinces.

"We registered 28 complaints in Kirkuk, Halabja, Ninewa, and Sulaimani over violations committed during the electoral process," Mohammed told Kurdistan 24.

The violations included fraud and voter intimidation.

Mohammed pointed out that complaint forms were not available at some polling centers.

"If our complaints get accepted by IHEC the number of KDP seats will increase from 34 to 35," he said.

Mohammed Khorshid, the head of KDP headquarters in Kirkuk, extolled the KDP election campaign in Kirkuk for the victory of the two KDP candidates there.

"I thank the people of Kirkuk for the trust they gave us," Khorshid told Kurdistan 24. "The stances of President Masoud Barzani and the KDP toward Kirkuk made its people vote for the party."



October 12, 2021

11th Berlin Kurdish Film Festival to start on 14 October

The festival this year focuses on Southern Kurdistan, or 'Bashur Kurdistan,' which has come to offer, as the home of the Kurdish film industry, films that had been blocked by repressive administrations in Turkey, Iran and Syria. The festival aims to provide a closer look at what has been filmed there over the past 20 years. The festival programme of 2021

encompasses 40 feature films, documentaries and short films, as well as supporting events such as panel discussions.

This year's opening film in the feature film section is 'The Exam,' by Shawkat Amin Koriki. The film was screened in the Crystal Globe Competition of the 55th Karlovy Vary International Film Festival in August,

where it celebrated its world premiere.

Other feature films include two films by the Kurdish-French director Hiner Saleem. His 'Après la Chute' from 2009 will be screened, which focuses on the fall of the dictator Saddam Hussein from the perspective of the Kurdish diaspora in Berlin.

There will also be a screening of 11 short films from all regions of Kurdistan and the diaspora, as well as from international filmmakers who have dealt with Kurdish topics in their works.

The Berlin Kurdish Film Festival was founded in 2002 and is regarded as the largest event featuring Kurdish films in Europe.



Kurdistan's Weekly Brief October 12, 2021

Iraq

Iraq's October 10 parliamentary elections recorded the lowest voter turnout of any since the overthrow of Saddam Hussein in 2003. Though the official turnout was 41 percent, some observers indicated the actual number may be even lower. Iraqi Kurdistan also saw low turnout, but Duhok Governorate recorded the highest participation rate in the country at 54 percent, while Baghdad recorded the lowest at 32 percent and Sulaymaniyah the second-lowest at 37 percent. Meanwhile, the Independent High Electoral Commission (IHEC) released preliminary results that showed the Kurdistan Democratic Party (KDP) winning 32 seats, the Kurdistan Coalition consisting of the Change Party (Gorran) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) securing 17, the New Generation ending up with 9, the Islamic Union (Yakgrtu) taking four, and the Kurdistan Justice Group winning one. Gorran was the biggest loser among Iraq's Kurdish parties, as it lost all five of its previous seats to the New Generation and failed to meet expectations generated by its alliance with the PUK. On the national level, the Sadrist made a strong showing and appear poised to win 73 seats, while the Sunni coalition of Taqadum (Progress) is forecast to receive at least 38. At the same time, the pro-Iran Fatah Alliance appears to be the election's biggest flop and will probably finish up with less than half of the 30 seats it won in 2018. Likewise, former Prime Minister Haider al Abadi's National State Coalition is liable to receive less than 4 seats while Noori al Maliki doubled. In Kirkuk Governorate, Kurdish parties won six seats, Sunni Arabs four, and the Turkish-backed Turkmen Front two. The governorate's 13th seat is a quota seat reserved for Iraqi Christians. The IHEC claimed Kirkuk's voter turnout was 44 percent and reported the PUK lost three

seats, the KDP won two, and the New Generation gained one. That said, all three parties lost votes to independent candidates whose candidacies were facilitated by the 2021 election reforms that divided Iraq's governorates into multiple electoral districts.

Kurdistan Workers' Party members claimed a Turkish drone struck an area between Qara Hanjeer and Chachamal for the second time in a week on Saturday and killed two people. However, no major Kurdish or Iraqi media outlets have reported any recent air or drone strikes in the area.

Syria

The Syrian Democratic Forces (SDF) denied responsibility for a mortar attack on Turkish forces in Jarablus in a statement that read, "Our forces have nothing to do with the bombing of the city of Jarablus or the Turkish border. We believe that it is a repeated Turkish intelligence game, implemented by mercenaries supported by the Erdogan regime, and the Turkish people know them well." At the same time, the Director of the Media Center of the SDF, Farhad Shami, accused Turkey's Minister of Defense of "posting fake photos and videos" of alleged SDF attacks, including several instances where the Assad regime shelled civilian areas. Furthermore, Turkish President Recep Tayyip Erdogan issued additional threats against Syrian Kurds on Monday and accused them of killing two Turkish soldiers. Of course, Erdogan failed to mention Turkey and its Islamist proxies shelled several villages near the Christian town of Tal Tamer, including Tal Juma and Tal Kaifchi, and two villages north-east of Manbij, al Hosharia and al Jat. Lastly, an IED exploded in downtown Manbij on Monday but caused no reported casualties. The Autonomous Administration of North and East Syria (AANES)

drew attention to Turkey's invasion of the region on its second anniversary by calling the incursion "two years of heinous violations and practices that are not related to any moral or emotional standards." The AANES also accused Russia, the Assad regime, and the international community of failing to oppose Turkey's invasion and said, "Turkey is continuing to destroy Syria, tearing up its society, and imposing policies that are not in line with the Syrian interest."

The SDF announced the arrest of several drug dealers and confiscation of fenethylline and hashish in Deir Ez Zor on Saturday.

Turkey

The Turkish anti-terror police raided a Kurdish wedding in Ankara because some guests had Kurdish clothes on. The police demanded the wedding footage from the family. Furthermore, the Turkish police arrested 18 people, mainly Kurds and HDP supporters in Bitlis, Aegean, and Urfa.

A Turkish appeals court in Urfa upheld the four years, six months prison sentence of Yaşar Gündüzalp, the head of the HDP in Suruç district. Gündüzalp was jailed in 2017 for two years and released pending a decision by the appeals court. Moreover, a criminal court Van sentenced the former Kurdish mayor of Özalp district, Yakup Almaç, to eight years, six months to prison for "membership of illegal organization."

The HDP filed a motion to the parliament's presidency to include a proposed draft law, which calls for a national remembrance day for the Ankara Massacre on October 10, in voting. The HDP parliament group suggested October 10 as a "day of remembrance and mourning" in honor of 104 Kurds and HDP supporters who were killed in a terror attack in Ankara in 2015.

On Sunday, the police attacked several people in Ankara who were commemorating the 6th anniversary of the massacre.

As Turkish government continues to isolate the imprisoned Kurdish leader, Abdullah Ocalan, Kurds across Europe and the US launched a social media campaign, calling for the end of this isolation. "Turkey's social peace and free life option of peoples were imprisoned in Imrali. We call for an end to isolation," read a statement by the HDP. The October 8-10 social media campaign reached millions of people, and organizers vowed to continue to do more work to raise the issue. Ocalan is banned from being visited by his family, lawyers, or human rights organizations.

Iran

Several female Kurdish activists gathered in front of a Sanandaj court on Wednesday to protest violence against women in Iran. The protesters carried banners that read "stop women murders" and "enough" and called for police to investigate the recent suspicious suicide of a woman named Faiza Malaki.

The Hengaw Organization for Human Rights reported Iranian security forces arrested four Kurds from the same family in Mehabad, Farouq Solimani, Massoud Solimani, Diyar Solimani, and Mohsen Solimani, on Saturday. Further, Iranian intelligence officers (Ettela'at) shot and arrested a Kurd named Hiwa Mosazahad outside Piranshahr. Concurrently, the Iranian regime sentenced an imprisoned Kurdish activist named Naser Hamilti to one year in prison for "propaganda against the state." Hamilti was already serving a two-year sentence on similar charges for participating in anti-government protests in November 2019.

LE FIGARO

12 Octobre 2021
By Georges Malbrunot

Irak : les pro-Iran reculent aux législatives

Outre un taux record d'abstention à presque 60 %, les élections législatives de dimanche ont été marquées par la victoire des candidats soutenus par le puissant leader nationaliste chiite Moqtada Sadr et le recul des ex-miliciens pro-Iran.

Les jeunes - 60 % des 40 millions d'Irakiens ont moins de 25 ans - ne sont pas allés voter, n'attendant rien d'un système politique sclérosé, incapable de leur fournir un minimum de services publics et gangrené par la corruption.

Si une abstention massive était attendue, la surprise est venue du mauvais résultat des candidats proches du voisin iranien, qui exerce une tutelle sur l'Irak. Une tutelle pesante, déjà rejetée à l'automne 2019 par des milliers de manifestants descendus dans la rue, mais dont la contestation a fini par être étouffée par la répression. La liste des pro-Iran, regroupés dans l'Alliance de la conquête, est passée de 48 sièges dans le précédent Parlement à une dizaine seulement, selon des

résultats pas encore complètement définitifs. Elle représente les anciens paramilitaires de la Mobilisation populaire, un patchwork de milices ayant combattu Daech à partir de 2014 dont les plus puissantes sont alignées sur Téhéran.

Emprise trop lourde

Son principal responsable, Abou Ali al-Askari, porte-parole des Brigades du Hezbollah, la plus puissante des factions pro-Iran, a d'ores et déjà averti qu'il prendrait les « mesures » nécessaires pour annuler cette « escroquerie », appelant même ses partisans à « se préparer à défendre leur groupe ».

Dans un communiqué, la coordination qui réunit plusieurs partis chiites, dont l'Alliance de la conquête, a également rejeté ces « résultats tronqués », une menace qui fait peser un danger de tensions dans les semaines à venir. Mais, la chef de la mission d'observation de l'Union européenne Viola von Cramon a estimé, lors d'une conférence de presse, que « rien (...) dans la majorité des bureaux de vote ob-

servés (...) ne pouvait confirmer cette évaluation ».

L'Iran et ses satellites paient leur emprise trop lourde sur une société irakienne réfractaire - y compris chez leurs coreligionnaires chiites - à une telle mise sous tutelle. D'autant que celle-ci s'est traduite, ces dernières années, par des liquidations de nombreux militants des droits de l'homme.

L'autre surprise du scrutin est venue du bon score réalisé par les listes soutenues par l'ancien premier ministre Nouri al-Maliki (pro-Iran lui aussi), qui revendique une trentaine de sièges sur les 329 que compte l'Hémicycle.

Une fois de plus, avec plus de 70 sièges - contre 54 avant - les sadristes seront la principale force du prochain Parlement. Cette position de force leur permettra de peser lors des tractations visant à désigner le premier ministre. L'actuel Moustapha Kazemi n'était pas candidat. Mais l'ancien chef des services de rensei-

gnements, habile manœuvrier face aux milices chiites qui savent son autorité, espère bien se succéder à lui-même.

Les protestataires de 2019 - dont une partie avait appelé au boycott du scrutin - ont fait une timide percée. Dans leur bastion du Sud, le jeune parti Imtidad se réclamant du soulèvement a obtenu neuf sièges. De la difficulté de déloger une classe politique aux intérêts liés pour survivre à la tête d'un juteux système.

Dans son premier discours après la victoire de ses candidats, Moqtada Sadr a promis un gouvernement nationaliste, libéré de toute interférence étrangère, que ce soit iranienne ou américaine (les États-Unis disposent encore de 2 500 hommes). Mais il a surtout exigé que les armes ne soient détenues que par l'État, une critique des factions paramilitaires pro-Iran, qui disposent d'un puissant arsenal. La réaction du bloc pro-Iran, défait à ces élections, sera à scruter au cours des prochaines semaines. G. M.

Le Monde

13 octobre 2021
By Hélène Sallon

En Irak, un paysage politique éclaté et une abstention massive aux élections législatives

Dans un paysage politique éclaté et face à un électorat démobilisé, la victoire était acquise pour Moqtada Al-Sadr aux élections législatives, dimanche 10 octobre, en Irak. Dans les

quartiers défavorisés de Bagdad et les villes déshéritées du Sud chiite, les officines du courant sadriste et de sa milice Saraya Al-Salam (« compagnies de la paix ») avaient mobilisé sans relâche leurs

partisans. Une base disciplinée de plusieurs millions de personnes fidèle au chef populiste chiite, qui s'est construit une stature politique dans le sillage de son révérend père, l'ayatollah Mohammed Sadeq Al-Sadr

(1943-1999), et le combat contre l'occupation américaine après 2003, jusqu'à s'imposer comme première force au Parlement, en 2018. Sans attendre la publication des résultats définitifs, Moqtada Al-Sadr

s'est déclaré vainqueur du scrutin, lundi soir.

Selon des résultats préliminaires, le courant sadriste voit sa position au sein du Parlement renforcée. Ses cadres revendiquent d'ores et déjà 73 sièges sur 329, contre 54 en 2018, loin devant les autres forces politiques, notamment les partis chiites, qui dictent la formation de tous les gouvernements depuis la chute de Saddam Hussein. Un responsable de la commission électorale a confirmé à l'Agence France-Presse que le courant sadriste était « en tête ». Les résultats définitifs préciseront la répartition des sièges au sein de la future Assemblée, mais déjà plusieurs tendances se dessinent.

Dans le camp chiite, la coalition de l'Etat de droit de l'ancien premier ministre Nouri Al-Maliki (2006-2014) fait un retour en force – avec au moins 37 sièges, selon ses responsables –, tandis que la coalition Al-Fatah (« victoire ») réunissant les partis-milices proches de l'Iran, qui comptaient 48 députés dans l'Assemblée sortante, enregistre un sérieux revers. Le président du Parlement, Mohammed Al-Halboussi, remporte une victoire écrasante dans le camp sunnite face à la coalition emmenée par son rival Khamis Al-Khanjar. Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) du clan Barzani reste la principale force du camp kurde, devant l'Union patriotique du Kurdistan (PUK) du clan Talabani. Le petit parti Nouvelle Génération profite de la désaffection envers les deux partis-clans, en engrangeant quelques sièges.

La percée des partis issus de la « révolution d'octobre »

L'abstention record – seuls 41 % des 22 millions d'électeurs inscrits se sont rendus aux urnes et 34 % des Irakiens en âge de voter – a bénéficié aux partis traditionnels. Nombreux sont ceux, notamment chez les



Des partisans irakiens du mouvement de Moqtada Al-Sadr célèbrent les résultats préliminaires de l'élection parlementaire irakienne à Bagdad, le 11 octobre 2021. THAIER AL-SUDANI / REUTERS

jeunes et dans la capitale Bagdad, qui ne se sont pas déplacés, convaincus que le scrutin était acquis aux partis au pouvoir et serait sans incidence sur l'amélioration de leurs conditions de vie. Plusieurs partis issus de la « révolution d'octobre » 2019, qui avait traduit un ras-le-bol généralisé au sein de la majorité chiite contre un système dominé par les partis islamistes soutenus par l'Iran et gangrené par la corruption, boycottaient le scrutin. Pourtant, ceux qui ont joué le jeu de la participation ont réalisé une percée surprise, bénéficiant d'une nouvelle loi électorale plus favorable aux candidatures locales et aux indépendants.

« Les partis et candidats indépendants issus de la "révolution d'octobre" auront entre 20 et 25 sièges à Bagdad et dans les provinces du Sud. C'est une grande victoire. Les électeurs ont sanctionné les blocs politiques traditionnels. Si la majorité silencieuse, acquise à la contestation, se mobilise davantage, on peut réaliser des choses incroyables », prédit Yaser Mekki, un activiste de la ville sainte de Nadjaf, où cinq sièges échoient aux candidats proches de la contestation. A Nassiriya, bastion de la « révolution d'octobre », un indépendant lié au mouvement caracole largement en tête, tandis que le chef du parti Em-tidad (« extension ») et figure de la contestation, le pharma-

cieen Alaa Al-Rikabi, est assuré d'être élu. Des partis proches de la marjaya, l'autorité religieuse chiite emmenée par l'ayatollah Ali Al-Sistani, soutien de la contestation, obtiennent aussi des sièges.

Alors que ses partisans se réunissaient place Tahrir à Bagdad pour célébrer la victoire, Moqtada Al-Sadr n'a pas attendu pour se positionner en leader réformateur et nationaliste. « Ce jour voit l'indépendance de l'Irak renforcée et la victoire de la réforme, tandis que l'occupation et la normalisation [avec Israël] sont perdantes », a-t-il clamé dans un discours télévisé, lundi soir. En campagne, il avait repris à son compte le flambeau de la réforme, un thème dont il s'était déjà fait le héraut lors des manifestations de 2015-2016 contre la corruption et la déliquescence des services publics, et qui lui avait valu sa percée aux législatives de 2018.

Un geste envers les Etats-Unis

En dépit de sa domination accrue sur les institutions, au sein desquelles il a placé nombre de ses partisans, il a gardé un pied dans la contestation, soufflant le chaud et le froid sur la « révolution d'octobre ». Appelant à préserver l'Irak des ingérences étrangères, des armes et des milices, Moqtada Al-

Sadr a ensuite tendu la main à « toutes les ambassades », faisant fi de la rivalité qui anime les deux parrains, américain et iranien. La formule a été entendue comme un geste à l'attention des Etats-Unis, son ennemi de toujours, cible d'attaques des factions armées chiites proches de l'Iran qui réclament le départ des troupes américaines du pays.

Ce discours de victoire n'a pas été du goût de ses rivaux, largement distancés. Les partimilices de la coalition Al-Fatah, ainsi que le nouveau parti Al-Houquq (« droits »), créé par les Brigades du Hezbollah, la faction armée la plus proche de Téhéran, n'enregistreraient qu'une dizaine de sièges, selon les résultats préliminaires, en plus des candidats indépendants et issus des minorités affiliés. Les législatives ont été « la plus grande escroquerie et arnaque dont le peuple irakien ait été victime dans l'histoire moderne », a accusé Abou Ali Al-Askari, le porte-parole des Brigades du Hezbollah. Le communiqué, qui appelle les factions à « se préparer à défendre leur entité », fait craindre une escalade entre les factions chiites, lourdement armées.

« Nous allons faire appel des résultats » et « nous les rejetons », a annoncé, dans un communiqué, une coordination de partis chiites, dont la coalition Al-Fatah et les partisans de l'ancien premier ministre Haïder Al-Abadi (2014-2018), dénonçant une « manipulation des votes ». Dans la soirée, les formations chiites s'étaient réunies à la résidence de Nouri Al-Maliki, qui s'est déjà attelé à négocier des alliances en vue de la formation d'un gouvernement qui, en l'absence de majorité claire, sera nécessairement le fruit d'un compromis. Les ambitions de l'ancien chef de gouvernement, bête noire des sadristes contre qui il a mené la chasse durant son premier mandat, pourraient se heurter au destin de faiseur de rois que s'imaginent déjà Moqtada Al-Sadr.



October 14, 2021

Kurdistan's Weekly Brief October 14, 2021

Kirkuk

The Independent High Electoral Commission (IHEC) announced that Kirkuk's turnout in the parliamentary election was 44%. In the Kirkuk Governorate, Kurdish parties won six seats, Sunni Arabs won four, and one seat each was awarded to the Turkish-backed Turkmen Front and the Iranian-backed Fateh. The governorate's 13th seat is a quota seat reserved for Iraqi Christians. The Kurdish seats were divided into three for the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), which lost three seats, two of which went to the Kurdistan Democratic Party (KDP), and one to the New Generation. That said, all three parties lost votes to independent candidates whose candidacies were facilitated by the 2021 election reforms that divided Iraq's governorates into multiple electoral districts. Initially, upon the IHEC announcement, two candidates of the Turkmen Front won. However, the IHEC "updated" its results and announced the Fatah candidate, a Shia Turkman, as a winner, taking away a seat from the Turkmen Front.

On Monday, thousands of Kurds celebrated the election results in two Kurdish neighborhoods, Rahimawa and Shoreja, waving Kurdistan flags. However, on Tuesday, dozens of tanks and military Hummers belonging to the Iraqi army's 61st division raided the Kurdish neighborhood and attacked homes, torturing and randomly arresting 67 Kurdish youth. The Iraqi military justified its assaults on the Kurds by blaming it on the "disruption and gunfire" during the celebrations. The military

tanks and Humvees remained in the Kurdish neighborhoods until Wednesday afternoon after the Iraqi Prime Minister, Mustafa al Kadhimi, ordered the release of the detainees. Kurdish officials pressured al Kadhimi to normalize the situation in Kirkuk. Many Kurds expressed anger over social media and compared Iraqi raids to those done by the former al Ba'ath regime. Baghdad had imposed martial law in Kirkuk since October 16 in the aftermath of the independence referendum held by the Kurds, when they removed the Kurdish administration and forces, using Iranian-backed militias and US weapons.

In a press conference, Khalid Shwani, Minister of State for Negotiation Affairs with the Federal Government, said eight ISIS (Da'esh) leaders (Amir) had obtained biometric cards for elections. According to Shwani, the IHEC issued the terrorists' voting cards in 2016 in the Hawija district despite warrants against them.

For the first time in Kirkuk, two women winners, the PUK candidate Dilan Ghafoor and the KDP candidate Najwa Salem, received enough votes to win without implementing the woman quota law.

Turkey repeated its bombardment of a valley between Qara Hanjeer and Chachamal on Friday, October 8. Though no Kurdish media covered the news, locals spoke about two casualties among the Kurdistan Workers' Party (PKK).

Tension arose between al Jaburi and al Obaidi tribes after the IHEC updated its results and changed

the winner of the third seat in Hawija from an al Obaidi candidate to an al Jaburi woman candidate based on the quota law. The change happened simultaneously to an announcement from the IHEC that the Iranian-backed Fatah candidate won against another Turkmen Front women candidate following threats by Iranian-backed militias to reject the election results. Separately, the Iraqi Cleric Muqtada al Sadr, winner of parliamentary elections, froze the duties of his representative to Kirkuk, Hussein al Shimari. The decision came after the al Shimari made threatening remarks about taking the prime minister-ship post by force, if "not given to them [Sadr bloc] in peace."

For the first time, two Kakai Kurds, both women, won two parliamentary seats in Makhmour and Kirkuk. The winners, Najwa Hamid of KDP and Ahlam Ramazan of the PUK in Makhmour. Kakai Kurds mainly reside in the Daquq district.

Iraq's Integrity Commission announced that 4,877 corruption cases, some going as far back as 2010, remain pending due to lack of retreat of witnesses.

On Friday, October 8, two federal police members passed away, and 39 others were injured due to a car crash caused by a cargo truck losing control and hitting three police vehicles near the Rashad subdistrict.

Khanaqin

On Saturday, October 7, Iraqi security cell announced that they had

struck a Da'esh hideout south of Khanaqin by F-16 jets, killing six terrorists.

Khanaqin recorded the lowest turnout nationwide at 23%. However, a Kurdish woman, Sozan Mansour, did win a seat in the parliamentary elections among seven Kurdish candidates. Mansour is the sister of a Kurdish Peshmerga commander, Hussein Mansour who died fighting Da'esh in Kirkuk in Feb of 2015.

Tuz Khurmatu

For the first time since 2003, a Kurdish candidate won a seat in Tuz Khurmatu. The PUK candidate Karim Shkur won 12,324 votes, surpassing the winners in the Saladin province. Meanwhile, two Arabs, a woman and a man, and one Iranian-backed Turkman won the other seats from the second district of the Saladin province.

Shingal (Sinjar)

Shingal's voter turnout was 32%, and the KDP has guaranteed two winning seats and is aiming for a third after the final count is announced. Four seats have been designated for Sinjar, including one as a quota for the Yazidi Kurds. Separately, among five quota seats for Christians nationwide, mainly in the Nineveh Plains, four seats have gone to the Iranian-backed Christina group, the Babylon Movement. The head of the Christian group, Rayan al-Kildani, has been sanctioned by the US for corruption and human rights abuse.

Police officer who caused child's death with armored vehicle released

The police officer who was driving the armored vehicle that ran over and caused the death of 7-year-old Mihraç Miroğlu in İdil district in Turkey's Kurdish-majority southeastern province of Şırnak has been released after giving his statement about the incident at the prosecutor's office.

As reported by Mezopotamya Agency (MA), the investigation launched by the İdil Chief Public Prosecutor's Office into the incident has been launched on the grounds of "deadly road accident." The police officer was reportedly not detained even though the child has lost his life.

The statement of the suspect police officer was taken three days after the incident today (September 6). Brought to the courthouse in company with police, the police officer has been released after giving his statement. The police officer reportedly said in his statement at the prosecutor's office, "I



didn't do it intentionally. I didn't want it to end like this."

What happened?

An armored vehicle hit Mihraç Miroğlu (7) in Turgut Özal

Neighborhood in Şırnak's İdil on September 3, 2021. According to the witness statements, the vehicle hit the child while he was riding a bicycle.

According to the June 2019 re-

port of the Human Rights Association (İHD) Diyarbakır Branch, at least 63 armored vehicle crashes took place between the years of 2009 and 2019. (AÖ/SD)

**Le Journal
du Dimanche**

14 octobre 2021
ParMaël Jouan

ENQUETE:

De l'Irak à la France, comment une communauté de Yézidis s'est formée à Forbach

En bas de la rue -Nationale, fine artère commerçante où des locaux vides, souvent barrés d'une pancarte "Dépôt de bilan" ou "À louer", jouxtent quelques rares terrasses prises d'assaut, des groupes de jeunes traînent par

grappes. Ils tuent le temps avec quelques canettes, tétant fiévreusement leur cigarette et s'apostrophant en kurde. Ils sont en fait yézidis. "Ici à Forbach, les Français ne connaissent pas notre existence", lâche Saïd, 21 ans, visage amène et fraî-

chement coiffé par son copain de gauche, avec qui il partage les mêmes contrefaçons de marques de luxe.

Depuis vingt ans, une communauté yézidie s'est établie à Forbach (Moselle). Cette minorité ethnoreli-

gieuse kurdophone, environ 1 million d'individus dans le monde, dont la culture se transmet oralement depuis trois ou quatre millénaires, est enracinée dans le district du Sinjar, dans le nord-ouest de l'Irak, près de la frontière syrienne. Bien loin de la cité

de 20.000 habitants sinistrée par la désindustrialisation. Depuis 1997, l'année où le puits Simon a craché sa dernière berline de charbon, l'ancien bassin houiller peine à se relever.

Saïd se mue en guide, entraînant le groupe dans les rues de Forbach. Ici, le Bara, un peu plus bas, place Aristide-Briand, le Bro's, et près de la gare, le Robar, trois snacks tenus par des anciens du Sinjar. C'est finalement un peu plus haut, au My burger de Murat Ercker, un autre Yézidi, que Saïd et ses trois amis s'installent. La famille du restaurateur "est la plus ancienne de Forbach", assure-t-il. Ils sont aujourd'hui plus de 500 dans la ville où, quand on ne les ignore pas, on s'interroge sur leur installation.

"Les cités ont été construites pour accueillir les ouvriers de la mine, lance un client. Maintenant, on accueille des réfugiés. Je n'ai rien contre, mais on ajoute de la misère à la misère." Ici, le taux de pauvreté est deux fois supérieur à la moyenne française. Et on a du mal à croire à un avenir meilleur. En témoigne le désintérêt flagrant pour l'offre politique auquel s'ajoute la tentation des extrêmes. Aux dernières municipales, huit Forbachois sur dix ne se sont pas déplacés. Trois ans plus tôt, Florian Philippot, encore membre du Front national (RN actuel), rassemblait 40 % des votants au second tour des législatives. "Certains se disent : "Encore des immigrants", mais ils ne savent pas qu'ils ont traversé l'enfer", balaille Murat, témoin des trois vagues de Yézidis arrivés ici. Et de la politique hésitante de l'État en matière d'accueil et de prise en charge des réfugiés.

L'odyssée de l'East Sea

Ce matin, Barakat est passé



Une manifestation en soutien des Yézidis et des chrétiens d'Orient organisée à Paris en 2014. (AFP)

rendre visite à sa nièce et à ses petits-neveux, installés avec deux autres familles yézidies dans un immeuble de Petite-Rosselle, une commune voisine de Forbach où les rangées de maisons mitoyennes rappellent le passé minier. Il entame sa vingtième année ici. "Je suis venu pour assurer un avenir à mes enfants", résume ce quinquagénaire. À la fin des années 1990, Saddam Hussein, le dictateur encore au pouvoir en Irak, poursuit sa politique d'arabisation. Kurdes et Yézidis sont marginalisés et persécutés. En 2001, Barakat quitte son pays, direction la Turquie, où il embarque à fond de cale sur un vraquier battant pavillon cambodgien, l'East Sea.

Dans l'aube glaciale du 17 février 2001, la Méditerranée déverse, entre les rochers de la plage de Boulouris, à Saint-Raphaël (Var), Barakat et un millier d'autres réfugiés. L'East Sea vient de s'échouer. "Nous étions enfermés dans la soute pendant neuf jours, à patauger dans le noir dans notre vomit et notre urine, se souvient Barakat, qui a fait le trajet avec sa femme, Adoul, et leurs trois enfants. Lorsque les autorités sont arrivées, elles sont reparties aussitôt

puis revenues avec des masques. Deux bébés sont nés pendant la traversée.

Nous nous regroupons toujours, parce que depuis trois millénaires nous avons subi 73 génocides

Que faire de ces réfugiés? L'État hésite déjà. Une régularisation massive pourrait créer un appel d'air, mais l'opinion publique y est favorable. Après deux jours de tergiversations, un sauf-conduit de huit jours leur est accordé. Beaucoup s'évaporent vers l'Allemagne, où résident plus de 200 000 Yézidis, quand la France en compte environ 15.000. "Nous sommes une communauté particulière, explique Adoul. Nous nous regroupons toujours, parce que depuis trois millénaires nous avons subi 73 génocides." Barakat hésite. Lui aussi a de la famille outre-Rhin. Le statut de réfugié en poche, il rejoint Forbach, "un bon compromis", dit-il, la ville étant toute proche de la frontière allemande.

Devenu propriétaire d'un garage, celui qui rêvait d'un avenir meilleur pour ses enfants ne peut être que satisfait. L'un d'eux est même devenu une star des réseaux sociaux : il cumule plus de 250 000 abonnés sur Twitter et près de 1 million sur You-

Tube. Surtout, à la mort de son frère, en 2002, Barakat fait venir sa nièce. Arrivée à 14 ans sans parler un mot de français, H.A. est désormais professeure de physique-chimie. Si elle affirme aujourd'hui être retirée de toute vie associative, la jeune femme s'est beaucoup investie au mitan des années 2010. "Directement ou indirectement, j'ai fait venir au moins 400 Yézidis ici", s'enorgueillit-elle.

À l'été 2014, l'État islamique effectue une avancée fulgurante en Irak et en Syrie. Dans les territoires conquis, les djihadistes massacrent chrétiens et Yézidis. Le sort des minorités religieuses inquiète. Dans une déclaration commune, début août, les ministres des Affaires étrangères, Laurent Fabius, et de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, se disent prêts "à en favoriser l'accueil sur [le] sol [français] au titre de l'asile". Le point de départ d'une opération spéciale. "Il y avait à l'époque une volonté de protéger la population française du terrorisme de Daech, mais aussi les minorités sur place", se souvient aujourd'hui Bernard Cazeneuve.

Notre dispositif d'accueil était vieillissant et peu efficace vu

l'ampleur de cette crise migratoire

La déclaration soulève un vent d'espoir auprès des déplacés. Le lendemain, le consulat à Erbil, capitale du Kurdistan irakien, est pris d'assaut, les demandes sont lancées par-dessus les grilles. Pour bénéficier du visa asile, les postulants doivent justifier d'une adresse en France et payer leurs billets d'avion. Des agents de l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides) sont envoyés sur place pour former les employés du consulat aux entretiens préalables.

"Cette procédure existait déjà, nous l'avons généralisée, explique un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur. Il fallait évaluer la menace sur les individus afin d'accueillir ceux qui en avaient besoin et éviter que d'autres en profitent. Par ailleurs, notre dispositif d'accueil était vieillissant et peu efficace vu l'ampleur de cette crise migratoire. Nous devions faire du coup par coup en nous appuyant sur les communautés locales et les opérateurs pour trouver des logements en amont, condition sine qua non à l'arrivée de réfugiés." En France, les chrétiens d'Orient, qui disposent d'un dense tissu associatif et d'appuis politiques, s'organisent. Les premières arrivées sont rapides. Pour les Yézidis, les relais sur le sol national sont plus faibles.

Une intégration difficile

Cet été-là, Jean-Jacques Brot se morfond dans sa maison du Lot. En désaccord avec la politique menée en Nouvelle-Calédonie, il vient de démissionner bruyamment de son poste de haut-commissaire à Nouméa. Manuel Valls, alors Premier ministre, le nomme préfet hors cadre chargé des réfugiés syriens et irakiens début 2015. "J'avais



Fête, le 20 juillet à Septfonds (Tarn-et-Garonne) avant le départ de femmes yézidies pour Forbach (Moselle).
Livia Saaverdra /REA

une totale liberté d'action, se souvient Jean-Jacques Brot. Et la déclaration des deux ministres était suffisamment vague pour être d'interprétation généreuse. Je pensais qu'elle permettrait un large accueil des Yézidis." Mais aucun quota n'est alors fixé, et l'arrivée de réfugiés se heurte à l'administration française.

"La mission étant floue, elle laissait des interstices dans lesquels se sont engouffrés des fonctionnaires pro-accueil, mais aussi des anti, analyse le député Aurélien Taché, alors conseiller de la ministre du Logement, Sylvia Pinel. Le mouvement d'accueil n'était pas clairement assumé. Il fallait faire à bas bruit. Par exemple, j'avais la consigne de regarder les votes RN avant l'installation de réfugiés dans une commune." C'est donc en toute discrétion qu'au cours des mois suivants le préfet Brot parcourt la France à la recherche de structures d'accueil. "Une mission artisanale reposant essentiellement sur ses réseaux et dans laquelle on aidait", selon Sylvain Mathieu, le délégué interministériel à l'hébergement et à

l'accès au logement (Dihal). Le préfet ne dispose d'aucuns moyens financiers et de peu de moyens humains : un stagiaire et un assistant.

Ce qui aurait dû être une affaire d'État devient alors une affaire d'humains liés par de la confiance et de l'amitié

D'autres s'investissent aussi dans l'accueil des Yézidis. Pascal Brice, ancien directeur de l'Ofpra, en fait "un combat personnel", dit-il. À Erbil, le consul, Alain Guépratte, et son équipe consacrent l'essentiel de leur temps aux auditions. Des élus locaux et des associations s'engagent. "Ce qui aurait dû être une affaire d'État devient alors une affaire d'humains liés par de la confiance et de l'amitié", résume le préfet Brot, qui reconnaît avoir été particulièrement coulant pour accepter certains dossiers. C'est pourtant lui qui, en découvrant la nouvelle communauté yézidie de Forbach, demande à suspendre l'asile.

Pour arriver en Moselle, Saïd et sa famille reconnaissent avoir bénéficié du sésame grâce la ténacité de H.A. À l'hi-

ver 2015, elle passe nuit et jour devant son ordinateur à remplir des dossiers d'asile. "Au début, ça allait vite, assure-t-elle. Les dossiers étaient presque systématiquement acceptés." Elle va ainsi faire venir plus de 200 Yézidis en un an, avant que la procédure ne soit stoppée précipitamment.

Au cours de plusieurs visites à Forbach, M. Brot s'inquiète en effet d'une situation hors de contrôle face à des pouvoirs publics dépassés. "Nous avons découvert l'existence de cette communauté à la suite de sa visite", concède un fonctionnaire alors en poste à la sous-préfecture de Moselle. Au ministère de l'Intérieur, le haut fonctionnaire cité plus haut admet : "Il y a eu de vraies difficultés avec les Yézidis. Nous ne connaissions ni leurs traditions ni leur mode de vie. À Forbach, la communauté s'est formée spontanément, sans aucune maîtrise de notre part."

Dans une note transmise au ministère, Jean-Jacques Brot écrit : "275 personnes se sont agglutinées à Forbach [depuis le lancement de l'opéra-

tion d'accueil, un an auparavant]. Les services ont été remobilisés afin de prendre en compte les familles très éprouvées [...]. Seulement 13 adultes sur 168 sont inscrits à Pôle emploi. De même, l'enseignement du français est –balbutiant." Le préfet craint une –intégration difficile.

En outre, il émet de forts soupçons "quant à l'existence d'une filière non philanthropique". En clair, des passeurs. En 2015, rue Pierre-Adt et rue de la Gare, les boîtes aux lettres se multiplient au niveau de deux immeubles. C'est ici que Saïd a passé les premiers mois, "entassés à 10 par appartement, à dormir parfois par terre, en attendant de trouver mieux", dit-il aujourd'hui. Les autorités s'interrogent alors sur l'existence de marchands de sommeil, de travail non déclaré et de prestations payées au prix fort. Indirectement mise en cause, H.A. s'insurge : "J'ai monté mon association dans l'urgence sans aucune subvention ni ressource. Si certains Yézidis plus fortunés ont payé, c'était pour en aider d'autres."

103 femmes exfiltrées

Reste que le préfet préconise, dans un e-mail au ministère, "une suspension de la délivrance de visas d'asile aux familles qui indiquent vouloir s'établir à Forbach" puis "une suspension générale". Car certains fournissent une adresse dans une autre région avant de se fixer en Moselle. Des exfiltrations de Yézidis sont mêmes organisées, vers la Bretagne notamment. Aujourd'hui, le préfet maintient son jugement : "Il y avait objectivement peu de perspectives d'avenir pour ces familles."

Fin 2015, les dossiers de Yé-

zidis restent désormais sans réponse. Au total, quelques centaines de personnes ont été accueillies sur le sol français, selon un diplomate en poste en Irak à l'époque. Qui précise : "90 % des arrivées étaient des chrétiens d'Orient", avec lesquels les Yézidis ont parfois été confondus. Mais ces deux dernières années, une troisième vague va venir grossir la communauté.

Sevi et Hadia, deux cousines, font partie des dernières à s'être fixées à Forbach. En 2014, elles habitaient encore en Irak, dans le Sinjar. Elles échappent aux combats en se cachant dans les montagnes. Mais au cinquième jour, "les enfants avaient faim". Redescendus chercher des vivres, leurs maris ne reviendront jamais. Elles prennent alors la direction des camps, comme 400 000 des leurs. Leur amie Sawsan, elle, n'a pas le temps de se mettre à l'abri.

La France avait été une des premières nations à réagir en 2014. Mais elle s'est très vite fait doubler dans l'accueil des Yézidi

Dans son petit deux-pièces de la rue de Verdun, la trentenaire reste toute la journée prostrée devant la télé avec sa fille de 6 ans. Les murs sont vides, anonymes, comme si sa vie avait commencé il y a quelques mois, à son arrivée dans l'ancienne cité ouvrière. Sawsan rompt le silence avec difficulté pour évoquer son passé. En 2014, redoutant l'arrivée des djihadistes, elle se marie dans l'urgence, pensant ainsi se protéger. Mais son époux est tué et, comme toutes les femmes yézidies, Sawsan est réduite en esclavage. Remariée de force, violée, torturée et revendue

plusieurs fois, elle est finalement libérée grâce à son oncle. "Il a payé une rançon aux islamistes", témoigne-t-elle. Relâchée, elle rejoint les camps avec sa fille née pendant sa captivité.

Pour rejoindre la France, les trois femmes ont bénéficié d'un programme mis en place par l'État en 2018. Et pour lequel Nadia Murad, la Yézidie prix Nobel de la paix, a œuvré en coulisse. "La France avait été une des premières nations à réagir en 2014, analyse un diplomate. Mais elle s'est très vite fait doubler dans l'accueil des Yézidis." En Allemagne, en Australie ou au Canada, des politiques plus ambitieuses sont menées. L'élection d'Emmanuel Macron débloque la situation. "Le nouveau gouvernement s'est dit : "On n'a pas fait assez"", suggère ce diplomate. Le 25 octobre 2018, la Prix Nobel rencontre le Président. "Nadia Murad a demandé la mise à l'abri de 100 femmes en France", détaille Abid Shamdeen, son mari. Le chef de l'État accepte.

"Une fois l'objectif fixé, on a essayé de l'atteindre le plus vite possible", explique Mourad Derbak, de l'Ofpra. Des logements sont répertoriés en France. Sur le terrain, des associations locales identifient les mères seules : d'anciennes esclaves parfois rejetées par la communauté yézidie, comme Sawsan, des veuves qui ont perdu leur mari lors de l'avancée de l'EI, comme Sevi et Hadia. Toutes ont des enfants en bas âge. Le centre de crise du ministère des Affaires étrangères coordonne et organise les exfiltrations. Quarante cent soixante-six Yézidis – 103 femmes et leurs enfants – arrivent en France. Aucune famille n'est alors logée à Forbach.

J'ai peur que ma fille devienne orpheline

C'est pourtant ici qu'une dizaine d'entre elles ont décidé de se regrouper, quand 21 Yézidis sont repartis en Irak. "Au début, nous étions à Septfonds [Tarn-et-Garonne], explique Sevi. Une association nous aidait, mais après un an on nous a dit que c'était terminé. Nous avons donc décidé de venir à Forbach." Marquées, ces femmes peinent à se reconstruire. Il y a bien eu un accompagnement psychologique, mais celui-ci se faisait "par téléphone", assurent-elles. Alors, elles ont abandonné.

Au ministère de l'Intérieur, on assure être conscient de la situation. "J'ai constaté ce manque d'accompagnement mais je venais d'arriver en poste, se défend Marlène Schiappa, ministre déléguée à la Citoyenneté. Nous avons donc lancé fin mai un nouveau dispositif : Pour les Yézidies." Mandatée, la direction générale des étrangers en France (DGEF) préconise un renforcement de l'apprentissage de la langue, de l'appui psycho-médical et de l'accès à l'emploi.

Enfoncées dans un canapé rapiécé, Hadia et Sevi pointent un autre besoin : "Pour nous, ce n'est pas naturel de vivre sans homme." Toute la journée, leurs mains teintées de tatouages traditionnels pianotent sur leur téléphone. Elles discutent avec ceux qui sont restés dans les camps. Sawsan souhaite faire venir son frère. Il y a quelques semaines, la jeune femme s'est vu diagnostiquer un cancer. "J'ai peur que ma fille devienne orpheline", souffle-t-elle. À l'Ofpra, on indique que la procédure d'asile mise en place en 2014 existe toujours. Le début, peut-être, d'une quatrième vague.

Climat : Vers 3,1 milliards d'euros de prêts pour la Turquie après la ratification de l'accord de Paris, selon des sources

La Turquie devrait recevoir 3,1 milliards d'euros de prêts destinés à l'aider à remplir ses objectifs de réductions de gaz à effet de serre fixés par l'accord de Paris sur le climat dans le cadre d'un projet d'accord financé par la Banque mondiale, la France et l'Allemagne, selon des sources au fait des discussions.

La Turquie est devenue la semaine dernière le dernier pays du groupe des vingt plus grandes économies mondiales (G20) à ratifier l'accord de Paris de 2015, après avoir réclamé pendant de longues années d'être considérée comme un pays en développement, ce qui lui aurait permis de bénéficier d'aides financières et technologiques.

Selon une source diplomatique française, un mémorandum d'accord sera signé avant la 26e conférence de l'Onu sur le climat (COP26) qui s'ouvrira le 31 octobre à Glasgow.

Aux termes de ce protocole d'accord, Ankara bénéficiera de ces importants prêts internationaux même sans obtenir le changement de statut réclamé, ont précisé les sources.

Avec deux milliards d'euros, la Banque mondiale fournira la plus grande partie des fonds, la France contribuant à hauteur de moins d'un milliard d'euros et l'Allemagne avec un peu plus de 200 millions d'euros, selon trois sources.

Une source diplomatique française a précisé que la contribution française s'appuierait sur des



La Turquie devrait recevoir 3,1 milliards d'euros de prêts destinés à l'aider à remplir ses objectifs de réductions de gaz à effet de serre fixés par l'accord de Paris sur le climat dans le cadre d'un projet d'accord financé par la Banque mondiale, la France et l'Allemagne, selon des sources au fait des discussions. / Photo prise le 24 septembre 2021 /REUTERS/ Dilara Senkaya

prêts de l'Agence française de développement (AFD).

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Société financière internationale (IFC), bras armé de la Banque mondiale pour les investissements dans le secteur privé sont également impliqués afin de contribuer à stimuler le secteur privé à participer à la transition verte en Turquie.

"L'accord sur le montant et les modalités a déjà été conclu et c'est pour cette raison que la Turquie a ratifié l'accord de fait des discussions.

Quatre sources ayant requis l'anonymat du fait de la sensibilité des négociations en cours ont expliqué que l'intégralité du mémorandum devait encore être validée en prévenant que rien n'était certain tant que l'ensemble des parties impliquées ne l'avaient pas ratifié.

Ce projet de soutien financier à Ankara a été rapporté par Politico la semaine dernière mais le montant total et les détails des prêts n'avaient pas été révélés.

L'accord de Paris de 2015 sur le climat, juridiquement contrai-

gnant, vise à contenir le réchauffement climatique à la fin du siècle en deçà de deux degrés Celsius supplémentaires - et de préférence à 1,5 degré - par rapport à la moyenne de l'ère pré-industrielle, notamment via la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

(Reportage Jonathan Spicer à Ankara, Dominic Evans à Istanbul, John Irish et Elizabeth Pineau à Paris, Elizabeth Piper à Londres et Markus Wackett à Berlin ; version française Myriam Rivet, édité par Blandine Hénauld).

Challenge^s

19 octobre 2021
Par Ali Kucukgocmen

La Turquie convoque 10 ambassadeurs après un appel à la libération de Kavala

La Turquie a convoqué mardi les ambassadeurs de dix pays, dont les Etats-Unis, la France et l'Allemagne, à la suite d'un appel qu'elle a qualifié d'"irresponsable" à la libération immédiate de l'homme d'affaires et philanthrope Osman Kavala, détenu depuis quatre ans.

Un communiqué relayé lundi par plusieurs ambassades réclame un règlement équitable et rapide de "l'affaire Kavala" qui "jette une ombre sur le respect de la démocratie".

L'homme d'affaires turc est détenu sans condamnation depuis la fin 2017. Les organisations de défense des droits de l'Homme y voient un symbole de la répression de toute opposition par le régime du président Recep Tayyip Erdogan.

En 2019, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a estimé que la détention de l'homme d'affaires ne reposait sur aucune preuve et avait un caractère politique. Elle a réclamé sa libération immédiate, une décision ignorée par la Turquie.

Osman Kavala est accusé par la justice turque d'avoir financé des manifestations à l'échelle nationale en 2013 et d'être impliqué dans la tentative de coup d'Etat de juillet 2016, ce qu'il dément.

Il a été acquitté en février 2020 au sujet des manifestations de Gazi en 2013, mais le jugement a été annulé en appel en janvier dernier.

"Le retard persistant du procès (d'Osman Kavala) (...) jette une ombre sur le respect de la démocra-

tie, l'Etat de droit et la transparence du système judiciaire turc", ont déclaré les ambassades dans leur communiqué.

"Prenant note des décisions de la CEDH sur la question, nous appelons la Turquie à sa libération immédiate", ont-elles ajouté.

Outre les Etats-Unis, la France et l'Allemagne, le Canada, le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède, la Finlande et la Nouvelle-Zélande ont signé cette déclaration.

Le ministère turc des Affaires étrangères a informé les ambassadeurs convoqués qu'il rejetait ce communiqué "inacceptable" visant à faire pression sur la justice.

"Il a été souligné que la Turquie est un Etat de droit démocratique

respectueux des droits de l'Homme et il leur a été rappelé que la justice turque ne serait pas affectée par une telle déclaration irresponsable", a-t-il dit.

Le Conseil de l'Europe a annoncé il y a un mois son intention de lancer en novembre une procédure d'infraction contre la Turquie, l'un de ses pays membres, si Osman Kavala n'était pas libéré en application de la décision de la CEDH.

Une prochaine audience sur l'affaire est prévue en Turquie le 26 novembre.

(Reportage Ali Kucukgocmen, avec la contribution de Daren Butler; version française Jean Terzian et Jean-Stéphane Brosse, édité par Blandine Hénauld)



October 16 2021
By Mustafa Shilani

Iraq promises to resolve all 356 complaints of election fraud, irregularities in one week

Iraq's Independent High Electoral Commission (IHEC) said on Saturday that it had received 356 formal complaints about potential fraud or other irregularities in national elections held six days earlier.

State-run media quoted the head of the commission's Complaints and Appeals De-

partment, Hassanein Laith, as saying that the body had received 329 complaints for investigation regarding general voting that took place on Sunday and 27 complaints related to special voting, conducted the previous day to include security force members and prisoners.

Ali Saeed Jassim, the depart-

ment's legal director, said that decisions on each complaint will be issued within one week, saying, "The commission will announce the final results of the elections after the appeals are resolved, and those who object to the final results can file complaints as well."

On Thursday, the Electoral

Commission had announced the expiration of a three-day period for receiving complaints related to the early legislative elections.

Just over nine million out of the more than 25 million eligible voters participated in the elections, according to IHEC data.



October 17 2021
By Dler S. Mohammed

Iraq faces political deadlock as election results formally challenged

The Kurdistan Democratic Party (KDP) has emerged from Iraq's October parliamentary elections as the biggest party in Iraq following the Iraqi Independent High Election Commission's (IHEC) preliminary counting of all the votes.

The KDP participated in the elections as a single party, not as part of any coalition, and won the most seats as a single party, making it the biggest

single political party in all of Iraq.

The Shiite cleric Muqtada al-Sadr's list won 73 seats in the election, but that included a number of different parties and politicians.

The KDP Politburo intends to meet with other political parties in the Kurdistan Region to discuss the formation of the next Iraqi government and unity among them in Baghdad.

"Although the KDP is the

winner of the elections, it will continue seeking the unification of the Kurdish voice in Baghdad," Blend Ismail, KDP Leadership Council member, told Kurdistan 24 on Sunday. "The Kurdistan Region President Nechirvan Barzani is going to call up the political parties soon."

Ismail stressed that the Kurds will keep the Iraqi presidency. "The Kurdish political parties will compromise over which

one of them will get the position," he said.

In a related development, Khamsis al-Khanjar, the leader of the Sunni al-Azim alliance, visited KDP President Masoud Barzani in the Kurdistan Region capital in Erbil on Sunday. The two leaders discussed the post-election stage and expressed their hope that the election results will help stabilize the country and fix its troubled political process.



October 18 2021
By Mustafa Shilani

Some 5,000 observers to monitor Iraqi election, with special focus on disputed territories

The Iraqi High Independent Electoral Commission (IHEC) said on Friday that about five thousand local and international observers are preparing to monitor parliamentary elections that will be held across the embattled nation on Oct. 10.

This comes after multiple complaints claiming electoral fraud or other violations having been registered so far, particularly in territories disputed by the federal government in Baghdad and the autonomous Kurdistan Region.

The head of the legal department for elections of the Kurdistan Democratic Party (KDP), Hawar Mohammed, said that changes to Iraq's electoral system could be

beneficial in this respect. The country, according to Iraq's newly-amended electoral law, is divided into 80 voting districts, while previous elections have had less than 20.

Mohammed told Kurdistan 24 that the new system "does not leave enough opportunities for fraud" when compared to the last parliamentary elections in 2018, which were marred by charges of fraud and manipulation. Mohammed explained that more than 600 foreign observers will monitor the election process, stressing that "we can not only depend on foreign observers, but we have to depend on local observers, both independent and within the NGOs."

The elections will be monitored by at least 600 international observers, including teams sent from the United Nations and the European Union.

Mohammed explained that more than 600 foreign observers will take part, stressing, "We can not only depend on foreign observers, but we have to rely on local observers as well, both independent and within non-governmental organizations (NGOs)."

More than 3,000 candidates will participate in the elections, vying for 329 seats in the Iraqi parliament.

The coordinator of the Shams Network for Election Monitoring, Hogir Chato, told Kurdis-

tan 24 that running elections in the disputed territories requires "more caution and attention," pointing out the necessity of both foreign and local observers as they both serve different purposes.

On Friday, Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani and Iraqi President Barham Salih said that it was an absolute necessity that elections be "free and fair."

Barzani received Salih in Erbil, where the two discussed the latest political developments in the country, Erbil-Baghdad relations, and the upcoming parliamentary elections scheduled to be held next month.

After Iraqi elections, Iraq Kurdistan region in the spotlight - analysis

The Kurdistan Democratic Party came in either third or fourth place in Iraq's recent elections, if the vote tally remains consistent over the next days. That will give it around 32-33 seats, meaning it will play a key role in coalition politics of the next Iraqi government.

Other Kurdish parties also received seats, including the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) with 16 seats.

"So far there are no official agreements on such matter. Hoshiyar Zebari has been appointed as the negotiator for the KDP. There have been understandings before the elections, but the KDP does not do agreements with any side against another," Showan Mohammed, head of the KDP office in Baghdad, told Rudaw, a news channel.

For the Kurds this is important. However, low turnout has meant that it appears many are cynical or apathetic about what might come next. This is because the Kurdish region has suffered some setbacks.

Despite an impressive economy, security and relative stability, the region has been under pressure from Iran and Turkey in recent years. Turkey has built military bases in the Kurdish autonomous region, claiming to be fighting "terrorists" which Turkey alleges are present there. Iran also has carried out attacks against Ira-

nian Kurdish dissidents who live in northern Iraq.

Another problem is the divisions in Kurdish society. While Erbil and Dohuk generally vote strongly for the KDP, the governorate of Sulimaniyah is dominated by PUK. While many countries have regional political voting patterns, the Kurdish region has historic divisions that date back to a civil war in the 1990s. This means that neighboring countries and other parties in Iraq tend to try to play Kurds off against one another.

For instance, internal divisions undermined Kurdish resolve in 2017 to hold onto Kirkuk. A conspiracy by pro-Iranian militias and pressure by Qasem Soleimani helped create a fiasco in which Kirkuk, which had been controlled by Kurdish forces, was abandoned under the weight of Baghdad's pressure and Iran.

Similarly, an independence referendum in 2017 found the Kurdish region at odds with the US and others.

Things have changed a bit in recent years. The US has moved most of its forces to the Kurdish region because of safety concerns.

This came after 2019 tensions between the US and Iran and US president Donald Trump's bizarre decision to twice try to leave Syria and claims he would use Iraq to "watch Iran." Iraq rejected that use and

Iraq's pro-Iran parties want the US to leave. But those parties suffered dismally in the elections, most probably because they massacred Iraqis during the 2019 protests.

Muqtada al-Sadr once again holds the keys to power in Baghdad. He appears amenable to a small US presence. He might also work with Kurdish parties to secure a coalition.

According to Rudaw, PUK co-chair Bafel Talabani on election day told media that they look to keep the presidency and their candidate is Barham Salih, who will be serving a second term if he is approved. While Bafel played a controversial role in the 2017 Kirkuk events, he has now risen to seemingly push his cousin Lahur Talibani out of power in Sulimaniyah. This wouldn't matter that much except Lahur played a key role in relations with Kurds in Syria and also it means the PUK, already suffering in low vote turnout, is more divided.

Iranian media interviewed a member of the Kurdistan Islamic Union this week and affirmed that the low turnout appears to mean many are tired of the corruption in Iraq and pessimistic about the future. This is good news for Iran because it can use this to infiltrate a divided and weak Iraq. Iran, unlike the Saddam regime or the regimes of Assad and Turkey, has never sought to erase the Kurds or genocide

them. But Iran's close relationship with Kurds in Iraq doesn't mean it has the best interests of the autonomous region at heart. It wants the region divided.

Tasnim reports that "regarding the effects of the Iraqi parliamentary elections on the upcoming parliamentary elections in the Kurdistan Region, the member of the Islamic Union in the Kurdistan Regional Parliament said 'The Iraqi elections were seen, there may be changes in the regional parliamentary elections, but the essence of the matter in this region remains the same and the crises will continue.'"

The interview went on to note "corruption in Kurdistan region irreparable blows to national unity in the two ruling parties of the Kurdistan Region will continue to compete for party privileges and high positions in Baghdad, and the issue of uniting the Kurdish currents is not achievable, and this will affect the problems of the region and the central government."

For Iran, which saw a weakening of support for its militia-based Fatah Alliance in Baghdad, the Kurdish parties may be a welcome source of potential work for Tehran. This is because Iran sees them as potential allies in the broader context, despite the existence of Iranian Kurdish dissidents in Erbil and despite the close ties between KDP and the US.

Kurdistan au féminin

19 octobre 2021

Le Kurdistan à travers le regard féminin

Mutinerie dans la prison des femmes à Urmia

Il est rapporté que l'administration pénitentiaire a forcé les détenues à suivre les cours proposés par l'administration.

L'administration pénitentiaire a interdit les appels téléphoniques aux détenues qui refusaient de participer aux cours. De plus, les prisonnières n'étaient autorisées à prendre l'air qu'une heure.

Des menaces et des mauvais traitements à l'encontre des détenues ont également été signalés dans la prison. Il y a trois jours, des prisonnières se sont révoltées contre l'escalade de la répression et ont mis le feu aux couvertures.

Il est rapporté que des représentants de l'État iranien ont torturé et menacé des prison-

nières de les mettre en isolement.

Tandis que les femmes poursuivent leur résistance, elles ont appelé à la sensibilisation du public à travers leurs familles.

Il y a eu une augmentation des violations des droits par l'État iranien au Kurdistan de l'Est. Dans son rapport de septem-

bre, l'Association des droits de l'homme du Kurdistan (KMMK) s'est dite préoccupée par le nombre croissant d'exécutions, de meurtres, de suicides, de tortures et de détentions. Selon le rapport, 3 détenus sont morts de façon suspecte, une personne a été exécutée sans jugement, 8 kolbars ont été tués et 49 personnes ont été arrêtées le mois dernier.

LE FIGARO

19 octobre, 2021

Par Nithya Paquiry

Enfants français de Syrie : vingt-cinq personnalités se mobilisent

Je n'ai qu'une seule envie et qu'un seul intérêt, c'est que cet enfant rentre en France », annonce Sophia Aram, l'une des vingt-cinq personnalités qui ont décidé de « parrainer » un des enfants français de djihadistes détenus dans les camps kurdes de Syrie, avant d'interpeller, par une lettre personnelle, le président de la République.

Mardi 19 octobre, la comédienne et chroniqueuse de France Inter était accompagnée du psychiatre Serge Hefez et de la productrice Fabienne Servan-Schreiber pour présenter, à Paris, cette nouvelle action destinée à attirer l'attention sur le sort de ces enfants, imaginée par l'avocate Marie Dosé. « Une opération qui ne se veut pas humanitaire mais bien politique », a précisé Mme Servan-Schreiber.

Selon Marie Dosé, 180 à 190 enfants dans les camps d'Al-Hol et Roj sont concernés, pour une centaine de mères. Des enfants qui, dans leur grande majorité,

n'ont connu que la réalité des camps. « Certains ont à peine cinq ans et sont arrivés en janvier 2017. Si rien n'est fait, ils passeraient leur quatrième hiver en Syrie », alerte ainsi l'avocate.

Parmi les « parrains et marraines » impliqués figurent des personnalités du cinéma – Jacques Doillon, Mia Hansen-Love, Audrey Fleurot, Carole Bouquet, Charles Berling, Philippe Torreton –, ou encore les écrivains – Rachid Benzine, Dan Franck et Marie Desplechin.

L'attitude de la France, jugée moins humaine

Marie Dosé souhaite mettre le projecteur sur l'attitude de la France, jugée moins humaine que celle d'autres pays : « La Belgique, l'Allemagne et le Danemark ont récemment rapatrié un nombre considérable de leurs ressortissants, et ont affirmé leur volonté de poursuivre ces opérations, rappelle l'avocate. La

France, de plus en plus isolée, s'enferme dans sa politique du "cas par cas" pour sélectionner les enfants qu'elle consent à rapatrier. »

Quant à savoir s'il faudrait faire rentrer ces enfants sans leur mère, c'est pour elle une fausse question, car le seul pays où ces femmes sont judiciairisées est la France. « Les enfants pourraient ainsi rendre visite à leur mère placée en détention, ce qui est déjà difficile, alors imaginez dans les camps. Mais au moins là, on leur expliquerait leur histoire. »

Pour le psychiatre Serge Hefez, qui a suivi plusieurs jeunes rapatriés ces dernières années, le retard pris sur cette question est une absurdité : « C'est d'autant plus absurde que plus ces enfants vont rester sur place, plus leur risque d'étrangeté par rapport au sol français, par rapport à la politique française, sera grand. » Pour le psychiatre, le problème qui se pose est au-

tant humanitaire que sécuritaire. « Le risque de radicalité » aussi irait en grandissant.

D'après Marie Dosé, la prise de conscience existe, seulement elle est limitée par « un manque de courage politique », dû à l'opinion publique, rétive aux retours de ces enfants. Selon Sophia Aram, « l'idée, c'est de dire à ces enfants qu'il y a une autre France, et que Madame Michu, que l'on pense incarner aussi, s'inquiète du sort de ses enfants. »

Cette action est menée parallèlement à la saisine de la Cour européenne des droits de l'homme, amenée à statuer « dans quelques mois », selon Me Dosé. « Nous espérons ainsi que la France sera condamnée et contrainte », souligne-t-elle. Jusqu'à présent, trente-cinq enfants, majoritairement des orphelins, ont été rapatriés par la France.

Trois enfants britanniques de djihadistes remis à Londres depuis la Syrie

L'administration semi-autonome kurde en Syrie a annoncé mardi avoir remis à un émissaire britannique trois enfants d'une famille de jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

"Trois enfants britanniques de familles de l'EI ont été remis à une délégation du ministère britannique des Affaires étrangères le 18 octobre", a indiqué sur Twitter le responsable du département des Affaires étrangères des autorités kurdes, Abdel Karim Omar. Les enfants ont été remis à Jonathan Hargreaves, représentant spécial du Royaume-Uni pour la Syrie. Selon un responsable de l'administration kurde qui a requis l'anonymat, il s'agit de

trois frères et sœurs : une fillette de deux ans et deux garçons de sept et neuf ans. Leur mère est restée dans un campement sous l'autorité des Kurdes.

Depuis la chute en mars 2019 du "califat" de l'EI en Syrie, les Kurdes réclament le rapatriement des milliers de femmes étrangères et d'enfants de jihadistes qu'ils retiennent dans des camps surpeuplés. Malgré ces demandes répétées, la plupart des pays, notamment européens, rechignent à reprendre leurs citoyens. Certains ont rapatrié un nombre limité de mineurs, incluant des orphelins. Le 6 octobre, l'Allemagne et le Danemark avaient rapatrié de Syrie 11 femmes ayant rejoint l'EI et 37 enfants



Un drapeau du groupe Etat islamique. Photo d'archives AFP

dans une vaste opération humanitaire qui s'est soldée par l'arrestation d'au moins six femmes à leur arrivée.

L'ONU a maintes fois averti de la détérioration de la situation sanitaire et sécuritaire dans les camps du nord-est de la Syrie.

Turkey summons 10 ambassadors after call for philanthropist's release

Lawyers and supporters of the Gezi solidarity group gather in front of the Justice Palace, the Caglayan Courthouse, as a Turkish court began the re-trial of philanthropist Osman Kavala and 15 others over their role in nationwide protests in 2013, in Istanbul, Turkey, May 21, 2021. REUTERS/Dilara Senkaya/File Photo

ISTANBUL, Oct 19 (Reuters) - Turkey's foreign ministry summoned the ambassadors of 10

countries, including the United States, Germany and France, on Tuesday over what it said was an "irresponsible" statement that called for the urgent release of philanthropist Osman Kavala.

The statement, shared by some of the embassies on Monday, called for a just and speedy resolution to Kavala's case, four years after he was jailed, saying the case "cast a shadow over respect for democracy."

The Turkish businessman has been in prison since late 2017 without being convicted, in what rights groups say is symbolic of a crackdown on dissent under President Tayyip Erdogan.

The European Court of Human Rights (ECHR) called for Kavala's immediate release in late 2019 over a lack of reasonable suspicion that he committed an offence, ruling that his detention served to silence him. read more

He was acquitted last year of charges related to nationwide protests in 2013, but the ruling was overturned this year and combined with charges in another case related to a coup attempt in 2016. read more

"The continuing delays in (Kavala's) trial, including by merging different cases and creating new ones after a previous acquittal, cast a shadow over respect for democracy, the rule of law and transparency in the Turkish judiciary system," the

embassies said in the statement.

"Noting the rulings of the European Court of Human Rights on the matter, we call for Turkey to secure his urgent release," it said.

The other parties to the statement were Canada, Denmark, the Netherlands, Norway, Sweden, Finland and New Zealand.

STATE OF LAW

The foreign ministry said it told ambassadors on Tuesday that it rejected the "unacceptable" statement aimed to pressure Turkey's judiciary and also politicise judicial processes.

"It was emphasised that Turkey is a democratic state of law that is respectful towards human rights and they were reminded that the Turkish judiciary would not be affected by

such an irresponsible statement," it said.

The diplomats were warned that they should remain within their responsibilities as part of international agreements, the foreign ministry added.

Responding to the statement on Monday, Interior Minister Suleyman Soylu said Turkey is a democratic and lawful state. "Your recommendation and suggestion cast a shadow on your under-

standing of law and democracy," he said on Twitter.

The Council of Europe has said it will begin infringement proceedings against Turkey if Kavala is not released. Turkey would be the second country against which infringement proceedings have been launched.

The next hearing in the case against Kavala, who has denied all charges, and others will be held on Nov. 26.



October 19 2021
By Khazan Jangiz

Non-contract teachers demand permanent employment in Sulaimani protest

Dozens of teachers protested in Sulaimani city on Tuesday, calling for permanent employment contracts and to be given the same rights as permanent-contract teachers.

"We want to become officially recognised like other teachers, because we have the same duties," Hazhin Aziz, a non-contract teacher for four years, told Rudaw's Horvan Rafat.

"We have teachers who have been non-contract for 13 years, which is a lifetime to be in a school, and then a contract [teacher] will show up and they will get kicked out, without any rights," she added.

The cash-strapped Kurdistan Regional Government (KRG) imposed a freeze on new, permanent hires as it struggled to pay civil servant salaries in full and on time for more than seven years due to the war against the Islamic State (ISIS), disputes with Baghdad, and a drop in oil prices.

The Ministry of Finance and Economy said in a statement on Sunday that they had "solved" the issue in a meeting with the Ministry of Education, but did not go into detail.

On Monday, Education Minister Alan Hama Saeed told Rudaw that the ministry has decided to allocate salaries for the 2021–2022 school year, but did not give further details.

According to Aziz, "The amount of money is unspecified, and we want to receive salaries during the holidays as well. We have the same duties as contract teachers, so we should be given the same salaries as them." Across the Kurdistan Region, non-contract teachers have protested and gone on strike multiple times this year to demand equal benefits and employment contracts.

"What non-contract teachers are asking for is their most basic right ... they've talked about 300,000 and 400,000 [Iraqi di-



Teachers protests to demand full-contract employment in Sulaimani city on October 19, 2021 Photo: Rûdaw/ screenshot

nars, about \$270] to provide for the non-contract teachers. It's important to care about their salaries," Abdulkhaliq Mawati, a contract teacher protesting in solidarity said, noting that they hadn't received their April benefits.

"I have been a [non-contract] teacher for five years, it's enough. The rights I am asking for from the government should

have been given to me five years ago, but they were put on hold due to the ISIS war, the economic crises, the pandemic... Now oil is \$84. It's enough! How long should we wait?" Ako Mohammed told Rudaw.

Earlier in May, scores of health employees and teachers rallied in front of the Sulaimani governor's building, calling for permanent employment.



October 19 2021
By Peshawa Bakhtyar

COVID hospitals beyond capacity in Sulaimani's Raparin

C COVID-19 infections have increased in Sulaimani's Raparin administration, with hospital beds reaching capacity.

According to the Health Directorate, COVID-19 cases have risen in the area by 70% over the past two months, and the situation has seen patients lying on the floors of COVID-19 centers, with some in critical condition being sent to Erbil and Sulaimani.

Ranya has two COVID-19 centers with a capacity of 83 beds, which are currently treating 100 patients. Zhyan Hospital is treating 63 patients, 25 of whom are in critical condition.

On Tuesday, the Minister of Health Saman Barzinji told Rudaw's Sangar Abdulrahman that hospitalization has increased in recent weeks. The health minister warned against false propaganda about the vaccine and stressed the importance of getting vaccinated.

"Many people are still unvaccinated. They are not visiting vaccination centers as enthusiastically as they were before. We are seeing a decline in the vaccination rate, caused by false propaganda regarding the adverse effects of the vaccine," he said.

"More than one million doses of the COVID-19 vaccine have been administered. Over 627,000 of these were the first shots. Another 410,000 got the second dose too," he added.

The Kurdistan Regional Government (KRG)'s target is to vaccinate 3,255,980 people over 18. According to Barzinji, "13% of the



Filmed on October 18, 2021

over-18s have received both doses. Twenty-one percent have taken only one dose. Our goal is to increase these percentages by the end of the year."

The Kurdistan Region has 171 vaccination centers. This week, mobile teams will begin a vaccination campaign across health directorates with the help of the World Health Organisation (WHO), offering the vaccine to more people in marketplaces, universities, schools and malls.

"We have nearly 900,000 doses of the various vaccines, all of them safe and allowed. We receive the Pfizer, AstraZeneca, and Sino-Pharm vaccines every week," Barzinji continued, encouraging all those who are offered the vaccine to take it.

In response to the rising cases, Raparin's General Director of Health, Dyari Ibrahim, has warned that they may have to impose a lockdown, especially now that the new school year has begun.

When discussing the importance of vaccinating teachers, Barzinji told Rudaw that, "We have not yet thought about closing schools, the alternative is vaccination."

According to the Ministry of Education, there are 120,000 teachers. Over 45,000 of them have received their first shot of the vaccine, and 27,000 have received their second shot. Including other education employees, that number approaches 150,000 - and this does not include staff at universities and colleges.

Barzinji instructed that they should either provide a negative PCR test result every week or get vaccinated. "We've also suggested this to other public and private sector employees."

On Monday, six people died in Ranya, and 332 people have died in Raparin since the pandemic began.

The number of new cases across the Kurdistan Region has been declining since they peaked in late July, but there are still more than 1,000 new infections daily.

Since the start of the pandemic, the Kurdistan Region has reported a total of 350,987 cases and 6,159 deaths.



Kurdistan's Weekly Brief October 19, 2021

Iraq

Iraq's Independent High Electoral Commission (IHEC) finally announced the preliminary results of the nation's October 10 parliamentary elections. The election's official turnout rate was 43 percent, and its major winners were Muqtada al Sadr's Sairoon Alliance, which won 73 seats, the Sunni-led Taqqadum (Progress), which won 37, and former Iraqi Prime Minister Nouri al Maliki's State of Law Coalition, which took 34. On the other hand, the election's biggest loser was the Iranian-backed Fateh Alliance, which went from winning 48 seats in 2018 to 15 in 2021. Former Prime Minister Haider al Abadi's National State Coalition also fared poorly and lost 36 of the 40 seats it won in 2018 to end up with four. Iranian-backed militias responded to the Fateh Alliance's poor showing by making threats and accusations of voter fraud, but the Iraqi government deployed thousands of troops across Baghdad and closed the entrance to the Green Zone to prevent attacks or riots. On the other hand, the election's winners, including al Sadr, accepted the results and vowed to form "coalitions based on nationalism" instead of "sect or ethnicity." Concomitantly, Iraq's Kurdish parties won a total of 62 seats, with the Kurdistan Democratic Party (KDP) winning 32, the Kurdistan Alliance consisting of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Change Party (Gorran) 16, the New Generation Movement nine, Islamic Union four, and the Kurdistan Justice Group one. The PUK and KDP began negotiations on Monday and are expected to ally with the Sairoon Alliance in the upcoming cabinet, though it remains unclear if Prime Minister Mustafa al Kadhim will receive a second term.

Gorran's entire leadership, including its general secretary, Omar Saed Ali, resigned after the party lost all five parliamentary seats it won in 2018. Gorran defected from the PUK in 2009 and gained some

support in Iraqi Kurdistan before losing all its seats and most of its support to the New Generation Movement.

Syria

The Turkish military and its Islamist proxies began acting on repeated threats to launch additional incursions into Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) territories by building up forces along the Syrian-Turkish border. Initial reports indicate Turkey intends to occupy Tal Rifaat, Ain Essa, Tal Tamer, and Kobani. Turkish forces are also likely to seize additional portions of the M4 Motorway to cut the AANES's lines of communication. While it remains unclear what the US and Russia's positions are regarding another Turkish invasion, northeastern Syria's Kurds fear a replay of the 2017 Astana agreement between Russia and Turkey that paved the way for the latter's occupation of Afrin. Tal Rifaat hosts thousands of displaced Kurds from Afrin who have vowed to resist Turkish occupation. Meanwhile, the Syrian Democratic Forces (SDF) announced Turkey and its proxies shelled Ain Essa and caused damage to civilian homes and property.

The SDF announced the arrest of two ISIS (Da'esh) terrorists, including a financier. Despite the SDF's success, however, Da'esh intensified its attacks on the Syrian Arab Army (SAA) in the desert areas near Resafa, southwest of Raqqa. While Da'esh inflicted numerous casualties on the SAA during the assault, its forces eventually withdrew in the face of several Russian airstrikes.

A pro-Kurdish media outlet accused Turkey's National Intelligence Organization (MIT) of torturing a pregnant Kurdish woman named Nemaat Shikho to death. Shikho and her husband, Khalil Na'asan, were arrested on unknown charges in Turkish-occupied Afrin last week. Meanwhile,

the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported Turkish proxies engaged in a new round of infighting over stolen Kurdish olives.

Turkey

The Turkish government issued a new wave of prison sentences against several Kurdish politicians and the Pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP). In Edirne, a criminal court sentenced the Kurdish singer Hozan Canê to three years and six weeks in prison for "supporting" the Kurdistan Workers' Party (PKK) based on social media posts. The sentence was issued in absentia since the singer resided in Germany. Further, the Diyarbakir (Amed) court sentenced HDP assembly member Mehmet Mamedoğlu to seven years and six months for "membership" of the PKK. Mamedoğlu and his lawyers rejected the charges since it was based on a "secret witness." Meanwhile, a court in Van added twenty months of prison to former HDP lawmaker Aysel Tuğluk who is already serving ten years of prison time based on charges related to "membership" and "propaganda" of the PKK. Separately, on Monday, Ankara's court resumed the fifth hearing of the "Kobani Trial" against 108 politicians of the Pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP). The HDP defendants rejected the hearing as the appointed judge was absent due to illness.

The HDP continued efforts to rally more support in preparation for the 2023 elections. On Friday, the HDP Co-chair Mithat Sancar met with nine Kurdish parties in Amed as part of the "Kurdistan Alliance." After the meeting, Sancar said: "We hope to forge a companionship, a unity of struggle, and a broad alliance in both the Kurdish region and Turkey as a whole." In an exclusive interview, the jailed Kurdish politician, former lawmaker Selahatin Demirtas, told Kisadalga news that Turkey's

President Recep Tayyip Erdogan controlled everything during the peace process in 2013. "We have worked hard to get the CHP involved and bring the matter to Parliament. But we have always faced obstacles, barriers. For example, Erdogan wanted everything under his control. Imagine that as co-leaders of the HDP, we have never once met Erdogan face-to-face during the Peace Process." said Demirtas. In the interview, Demirtas warned about economic collapse, opposition parties, and election transparency.

Iran

Iranian border guards ambushed a group of Kurdish border porters (kolbars), seized hundreds of cattle, and killed a kolbar named Zhyar Alipour. Iranian border guards also injured a kolbar named Sarkawat Mirzaee near Baneh on Saturday. Concurrently, Iranian security forces shot and severely wounded a 28-year-old Kurdish man named Adib Saedpanah in Sanandaj. Lastly, a mine from the Iran-Iraq War exploded and severely injured a Kurdish man named Rasol Rahmani near Nowsud.

Marivan's Islamic Revolutionary Court sentenced a Kurdish man, Hassan Faraji, to ten months in prison for "propaganda against the Islamic Republic." At the same time, Saqqez's Islamic Revolutionary Court sentenced a Kurdish activist named Ibrahim Shoriani to seven months in prison on the same charge for social media posts. Furthermore, a court in Naqadeh sentenced Mohammed Hussein to 15 months in prison for participation in a protest and "membership of a Kurdish opposition party." Simultaneously, Iranian security forces arrested a female Kurdish activist in Ilham named Khadejia Medhipour, a female Kurd in Piranshahr named Suda Khederzadeh, and two Kurdish men from Baneh named Saman Mohammadi and Sharif Khabat.

Comment le pouvoir iranien étouffe les cas de violences contre les femmes

La police d'Ispahan a fait pression cet été sur les proches de plusieurs femmes blessées par balle pour qu'elles ne déposent pas une plainte.

En Iran, plusieurs affaires jettent une lumière crue sur les efforts déployés par la République islamique pour étouffer les cas de violences faites aux femmes. Le quotidien réformateur iranien Shargh a révélé le 13 octobre que, à la mi-août, au moins six femmes ont été blessées par des tirs de fusil à pompe dans la ville d'Ispahan. Le suspect arrêté par la police iranienne a été relâché au bout de vingt jours de détention. Selon la mère d'une des victimes, citée par Shargh, les services de sécurité ont conseillé aux familles de ne pas médiatiser l'affaire pour qu'ils puissent rapidement arrêter le coupable.

A la sortie de l'hôpital, les proches des victimes se sont vu dire : « Si vous voulez que les frais médicaux soient couverts par l'État, vous devriez certifier que vous n'entendez pas déposer plainte ». C'est la libération du suspect sous caution, laissée sans explication par la police et la justice, qui a incité les familles à prendre la parole, soulevant une vague d'inquiétude à Ispahan. Toujours selon Shargh, les cibles du tireur, bien que rétablies, « se débattent toujours avec la peur de sortir de leur maison ».

Série d'agressions

Cette affaire ranime le souvenir d'une autre série d'agressions, survenues elles aussi à Ispahan, et jamais élucidées. En 2014, après que les religieux de cette ville avaient appelé à sévir contre les femmes mal voilées, de mystérieux motards avaient jeté de l'acide sur plusieurs passantes. L'avocat des victimes, Hossein Abbas Alizadeh, avait révélé, quatre ans plus tard, que le dossier avait été classé sans suite.

En Iran, les femmes sont tenues de se couvrir la tête et tout le corps, sauf le visage. La police des mœurs, chargée du bon respect de cette loi, a le droit d'arrêter les contrevenantes. Les vidéos de ces interventions, souvent émaillées de violences, causent des tollés à intervalles réguliers.

Ces dernières semaines, deux autres affaires du même genre ont émergé dans la presse et sur le Web. La première concerne Farahnaz Khalili, une photographe de 25 ans qui s'est suicidée fin août. La jeune femme avait été violée alors qu'elle prenait des photos d'un mariage, dans le sud de l'Iran.

En plus de ne pas pouvoir

parler de ce traumatisme avec sa famille, conservatisme oblige, elle a dû endurer les insultes du juge chargé de son dossier. « Tu es sûrement une mauvaise femme, aux mœurs légères, pour être allée dans cet endroit », lui aurait-il dit, selon la sœur de la défunte. Dans une note, Farahnaz Khalili a demandé à sa famille d'« obtenir justice », ce qu'elle n'a pas pu faire de son vivant.

Une pression qui ne cesse de croître

La nouvelle de sa mort n'a été rendue publique que le 14 octobre, après que les membres de sa famille ont alerté des médias. Les autorités judiciaires ont nié tout comportement inapproprié du magistrat instructeur. Cette affaire est emblématique des difficultés rencontrées par les Iraniennes victimes de viol et obtenir réparation.

Un autre incident, survenu dans le Kurdistan iranien (ouest), témoigne également des risques qu'encourent ceux qui médiatisent les cas de violences contre les femmes. Le 3 octobre, le chirurgien Iman Navabi a évoqué sur sa page Instagram la mort d'une fille de 22 ans, Faezeh Malekinia, brûlée

vive par son père parce qu'elle fréquentait un jeune homme hors mariage.

Le lendemain, le procureur général de la province a annoncé que le médecin serait traduit en justice pour avoir rendu publique une affaire « non vérifiée ». Le chirurgien s'était indigné du fait que, en Iran, la loi prémunit un père ayant assassiné sa fille contre toute poursuite judiciaire, au motif qu'il est « propriétaire du sang » de sa progéniture.

En Iran, les « crimes d'honneur » ne font pas l'objet d'un recensement officiel, mais, dans la littérature académique, leur nombre oscille entre 375 et 450 par an. Ces dernières années, la pression du pouvoir et des religieux sur les femmes n'a cessé de croître. Par exemple, malgré les pressions de la FIFA, les Iraniennes n'ont toujours pas la possibilité d'assister à un match de football dans un stade – à une exception près, en octobre 2019. L'arrivée au pouvoir du président ultra-conservateur Ebrahim Raïssi, en août, est peu susceptible d'inverser la tendance. Les femmes n'ont rien à attendre non plus du Parlement, qui est aux mains des conservateurs.

Education et coopération militaire : la stratégie de la Turquie pour s'imposer en Ethiopie

Les exportations turques en Ethiopie dans les domaines de la défense et de l'armement ont explosé cette année et sont passées de 203 000 dollars à 51 millions de dollars.

Lorsque la police éthiopienne a fait irruption aux portes de l'Intellectual School d'Addis-Abeba ce matin du 10 août, Aslan (prénom modifié), l'un des professeurs, a d'abord pensé à une « énième tentative d'intimidation ». Mais le ton ne souffrait, ce jour-là, aucune objection. « Allez-vous-en tout de suite !, ordonnèrent les policiers fédéraux, les armes à la main, l'école est désormais sous notre responsabilité. » En une journée, les autorités éthiopiennes ont suspendu les activités de l'Intellectual School et de dix autres établissements affiliés au mouvement Hizmet : le vaste réseau éducatif et humanitaire du prédicateur turc Fethullah Gülen ne compte désormais plus aucune école en Ethiopie.

Cet ancien allié de Recep Tayyip Erdogan, devenu ennemi juré du président turc, est accusé d'avoir fomenté la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016 en Turquie. Depuis, le pouvoir turc cherche par tous les moyens à démanteler le réseau Hizmet dans le monde. En Ethiopie, cela aura pris un peu plus de deux ans. Après leur saisie, les onze établissements ont été transférés à la Fondation Maarif, mise en place par Ankara pour se substituer à la confrérie de Fethullah Gülen.

Une semaine plus tard, le 18 août, le premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, se rendait dans la capitale turque. Recep

Tayyip Erdogan s'y félicitait du transfert des établissements et remerciait son homologue pour son « combat contre le terrorisme ». Les deux hommes en profitaient pour signer un important accord de coopération militaire, dont les détails n'ont pas été rendus publics.

Investisseur important

Aslan voit dans ces dates rapprochées le signe d'une entente plus large entre Addis-Abeba et Ankara. « L'enfant du vice-premier ministre éthiopien était scolarisé dans notre établissement et d'un jour à l'autre le gouvernement nous qualifie d'organisation terroriste, s'étonne-t-il. Cela montre bien qu'il y avait plus important sur la table des négociations. »

Plusieurs sources diplomatiques évoquent l'existence d'un contrat de livraison de drones à l'Ethiopie. Ce que les gouvernements turc et éthiopien ont pour l'instant systématiquement démenti. Abiy Ahmed, englué dans la guerre civile au Tigré depuis presque un an, ne cache pourtant pas son besoin d'acquiescer des drones. De leur côté, les rebelles tigréens du Front populaire de libération du Tigré (FPLT) signalent l'utilisation intensive de ces aéronefs depuis plusieurs semaines.

L'agence de presse Reuters indique que le montant des ventes d'armes entre la Turquie et l'Ethiopie a explosé cette an-

née : les exportations dans les domaines de la défense et de l'armement sont passées de 203 000 dollars (environ 175 000 euros) à 51 millions de dollars. Le 20 août, un inhabituel avion-cargo en provenance de Turquie s'est posé sur la base militaire éthiopienne d'Harar Meda pour y décharger sa cargaison.

« La suspension de nos écoles est évidemment politique », dénonce Solomon (prénom modifié), un autre professeur de l'Intellectual School pour qui « cette fermeture n'était qu'une monnaie d'échange au moment de récupérer de l'armement ». L'existence d'un tel accord est « tout à fait crédible », estime Aurélien Denizeau, docteur en relations internationales et spécialiste de la Turquie. « C'est une occasion en or pour Ankara : cela lui permet d'exporter des drones, d'étendre son influence et de fermer les écoles appartenant à Fethullah Gülen », poursuit-il.

Déjà omniprésente en Somalie et proche des militaires à Khartoum, la Turquie « essaye de stabiliser la Corne de l'Afrique pour sécuriser ses propres investissements », précise le chercheur. En outre, l'Ethiopie n'a rien d'une terre nouvelle pour Ankara, qui y est le deuxième investisseur le plus important derrière la Chine.

Un marché à haut potentiel

« Nous percevons l'Ethiopie en

quelque sorte comme le prolongement du Moyen-Orient, explique l'ambassadrice de Turquie à Addis-Abeba, Yaprak Alp. Pour nous, c'est une porte d'entrée en Afrique. » La taille de l'Ethiopie et ses 110 millions d'habitants en font un marché à haut potentiel. Deux cent vingt-cinq sociétés turques y sont présentes et « nous recevons presque chaque jour des requêtes d'entreprises qui font des études de marché en vue de peut-être s'y installer. Et ce malgré le Covid-19 et la situation intérieure », précise Yaprak Alp.

En effet, depuis le début de la guerre du Tigré, l'Ethiopie ne fait pas seulement face à une insécurité grandissante. Une inflation de 35 % mine également l'économie. Le surendettement a provoqué des dégradations successives du pays par les agences de notation, si bien que le Fonds monétaire international (FMI) s'est abstenu d'émettre des projections du produit intérieur brut éthiopien pour 2022 « en raison d'un haut degré d'incertitude ».

M. Erdogan a, lui, promis d'augmenter ses échanges commerciaux avec l'Ethiopie de plus d'un milliard de dollars d'ici à 2023. Une façon de rassurer son partenaire et d'œuvrer « pour la paix, la tranquillité et l'unité de l'Ethiopie », selon ses mots.



20 octobre 2021

La politicienne kurde Ayşe Gökkan a été condamnée à trente ans de prison à Amed

La politicienne kurde Ayşe Gökkan a été condamnée à trente ans de prison à Amed. Le mouvement des femmes (TJA) a annoncé que même cette sentence ne peut pas arrêter la lutte pour la liberté des femmes.

Selon le tribunal, la porte-parole du Mouvement des femmes libres (Tevgera Jinên Azad, TJA) Ayşe Gökkan, occuperait un poste de direction au sein d'une « organisation terroriste » – soit le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Ayşe Gökkan a été placée en détention en fin janvier 2021 à la suite d'un mandat d'arrêt qui a été émis dans l'une des plus de 200 procédures judiciaires qui lui sont intentés (dont au moins 167 pour affaires individuelles). Ce n'est pas sa première incarcération ; elle a également été placée en détention provisoire pendant cinq mois en 2017. Elle a également été placée en garde à vue des dizaines de reprises.



Ayşe Gökkan, porte parole du Mouvement des femmes libres (TJA)

Le procès à qui s'est tenu a la 9e chambre de la Cour d'assise de Diyarbakır a été suivi par de nombreuses femmes, dont les députées du HDP Remziye Tosun et Nuran İmir. En entrant dans la salle d'audience, Gökkan a salué les observatrices du procès avec un signe de victoire.

Après l'annonce du verdict, les observatrices ont fait une déclaration devant le palais de justice dans laquelle elles ont évalué le verdict comme une

tentative de réduire au silence le mouvement des femmes. « Cette tentative échouera, la lutte pour la liberté des femmes se poursuivra sans interruption », a déclaré Saliha Aydeniz, coprésidente du Parti démocratique des régions (DBP), en remerciant les femmes qui s'étaient rendues au procès depuis différentes villes de Turquie en guise de soutien.

Ayşe Gökkan : Journaliste, Maire, Féministe

Ayşe Gökkan est née dans le quartier de Suruç à Urfa et a fait des études de journalisme. Elle a été arrêtée plus de 80 fois, et les procédures préliminaires à son encontre étaient généralement fondées sur de prétendues accusations de terrorisme. En 2009, Mme Gökkan a été élue maire du district de Nusaybin, à Mardin, avec 83 % des voix. La plupart des enquêtes menées contre elle ont eu lieu pendant son mandat. Gökkan a été élue porte-parole du TJA en février 2020. En décembre de la même année, elle a été condamnée à dix-huit mois de prison à Mardin. Lors du procès, elle a été accusée de se trouver dans une zone militaire à accès restreint et de causer des dommages à la propriété. À l'époque, Gökkan était maire de Nusaybin et protestait contre la construction d'un mur par une grève de la faim à la frontière avec la Syrie.



21 octobre 2021

Dans une ville du Kurdistan irakien, les femmes aux manettes malgré les obstacles

A Halabja, la directrice de la municipalité Kwestan Faraj se souvient du jour où être une femme lui a peut-être sauvé la vie. En Irak la parité demeure un rêve lointain,

mais dans cette ville du Kurdistan les femmes gravissent les échelons du pouvoir local. Maire, présidente d'université, directrice du département vétérinaire, porte-parole du départe-

ment de la Santé: près d'une dizaine de femmes occupent des postes élevés dans l'administration locale de Halabja, ville d'environ 115.000 habitants, dans le nord-est de l'Irak.

De quoi surprendre, quand on sait qu'au Kurdistan irakien seule une poignée d'hommes et leurs clans ont la haute main sur les affaires publiques. Et que les femmes souffrent toujours de

discriminations et des valeurs conservatrices d'une société patriarcale les cantonnant à la sphère privée.

"Quand on est une femme, gravir les échelons se fait au prix de sacrifices", reconnaît Mme Faraj, 55 ans.

Adjointe au chef de la municipalité pendant 15 ans, Mme Faraj s'est lancée en politique alors qu'elle était encore étudiante, distribuant des tracts contre le régime de Saddam Hussein.

Elle se souvient d'un homme armé venu un jour pour des démarches administratives illégales. Il s'est mis en colère quand elle a refusé de signer.

"J'ai cru qu'il allait sortir son pistolet et tirer. Il s'est levé et il m'a dit +si tu n'étais pas une femme, tu sais ce que j'aurais fait?+", raconte-t-elle.

Ici, l'impulsion paritaire est portée par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), un des deux partis historiques Kurdes, explique la responsable. Des habitants dénoncent, eux, des mesures cosmétiques, visant à masquer les manquements des autorités locales.

- "Barrières" -

Minoritaire à Erbil, la capitale du Kurdistan, l'UPK tient le poste de président du Parlement de la région autonome. Et c'est une femme, Rewaz Faiq, membre de la direction de l'UPK, qui a été nommée.

Le parti "croit en l'égalité homme-femme dans tous les domaines", assure Mme Faraj, vêtue d'une traditionnelle robe longue décorée de fines rayures dorées.

"Cela nous a permis de réaliser un équilibre des genres au sein des postes administratifs à Halabja", ajoute la responsable qui occupe le sien depuis 2016.

Aujourd'hui, Halabja se targue d'avoir la première présidente d'université du Kurdistan irakien, Mahabad Kamil Abdullah, qui rappelle qu'au début du XXème siècle, une femme, la célèbre Adela Khanum, était maire de Halabja.

"Les partis islamistes étaient parmi les premiers à me féliciter", se souvient la présidente.

Une exception au Kurdistan? Ici, seuls 14% des femmes en

âge de travailler sont sur le marché du travail --pour les trois-quarts dans le secteur public-- selon un rapport du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA).

"Les traditions sociétales cantonnent les femmes au rôle de mère. Les heures de travail (...) qui peuvent les garder hors de la maison jusqu'à tard le soir, ou les positions qui les obligent à travailler avec des hommes, sont des barrières qui contribuent au fait que les femmes du Kurdistan irakien ne travaillent pas", résume le rapport.

- Améliorer leur image -

Aux législatives organisées le 10 octobre dans tout l'Irak, plus de 90 femmes ont été élues, selon des résultats préliminaires, surpassant le quota de 83 imposé pour le Parlement de 329 députés.

Si le Kurdistan autonome cultive une image de stabilité et de tolérance, les militants des droits des femmes dénoncent pêle-mêle excision, mariages forcés ainsi que le poids des traditions.

"Ce n'est pas suffisant d'avoir

des femmes à des postes élevés, il devrait y avoir plus de femmes aux bas échelons", plaide Gulistan Ahmed, à la tête de la commission gouvernementale des droits humains de Halabja.

Dans les ruelles du souk, plus que la parité des sexes, ce sont les manquements des autorités locales qui préoccupent la population.

"Il n'y a pas eu de changements notables dans la ville durant leur mandat, que ce soit au niveau des services publics ou avec le lancement de nouveaux projets", déplore Wshyar Abdulkarim, marchand de 45 ans qui tient une boutique d'épices.

"Pendant six ans j'ai travaillé au marché, personne n'a jamais construit ici de toilettes publiques pour les femmes", regrette Mujda Ahmed.

Saluant la présence de femmes à des postes de responsabilités, elle reste circonspecte. "J'ai l'impression qu'elles sont utilisées par leurs partis qui veulent améliorer leur image sur le dossier de la parité, rien de plus".



21 octobre 2021
Par par Zafer Sivrikaya

Turquie : Erdogan, un leader de plus en plus imprévisible

Crise diplomatique avec ses partenaires occidentaux, décisions économiques erratiques... Aux abois, le Président turc, multiplie les erreurs stratégiques. Ça promet pour le G20.

Tel un amoureux éconduit mais insistant, Recep Tayyip Erdogan poursuit Joe Biden de ses ardeurs sur plusieurs continents. A New York, où il se trouvait en septembre pour

l'Assemblée générale de l'ONU, il a trouvé porte close. À Rome, rien n'était prévu. Mais Erdogan devrait finalement, à force d'insistances, s'entretenir avec le président américain ce 31 octobre.

Sujets en souffrance

Le Reis a beaucoup de sujets à aborder avec son homologue américain, à commencer par un contrat militaire visant à se procurer 40

avions F-16V. Un contrat capital pour l'avenir des forces aériennes turques, alors que le pays a été exclu du programme d'avions américains de cinquième génération F-35 après avoir commis un

péché capital : acheter aux Russes des missiles de défense anti-aériens S400. Si le contrat sur les F16 n'a pas lieu, la Turquie pourrait acheter aux Russes de nouvelles batteries de S-400, voire se procurer des chasseurs Su-35 ou Su-57, comme le menace Ankara.

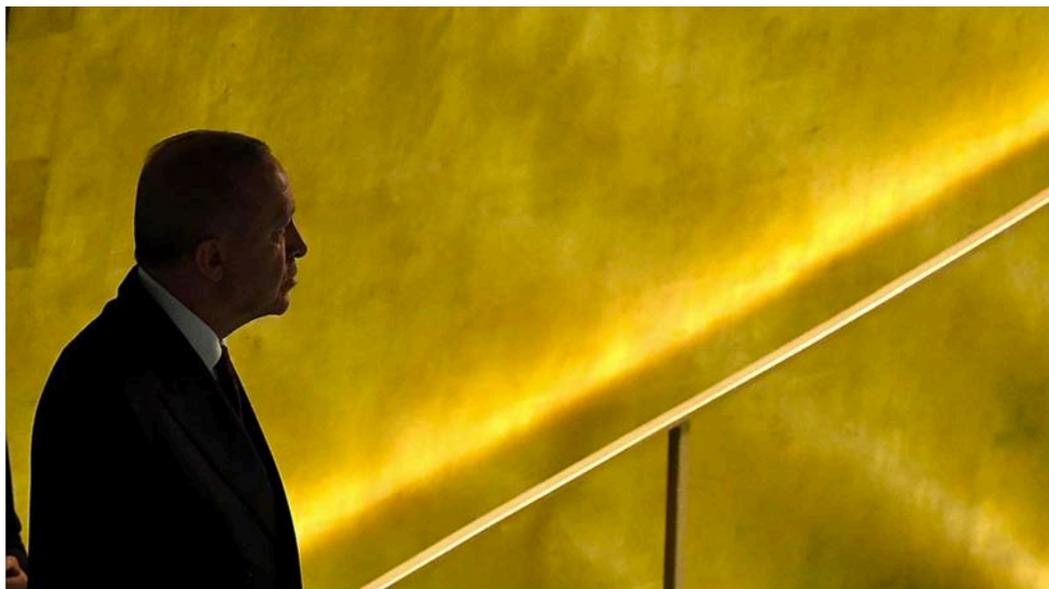
Sauf que ce chantage, auquel le président turc a eu plusieurs fois recours par le passé, semble avoir trouvé ses limites. "Au fur et à mesure qu'Erdogan perd du crédit dans les capitales européennes et auprès de l'administration Biden, il perd aussi de son intérêt aux yeux de Moscou", analyse İlhan Üzgel, politologue et spécialiste des relations internationales.

Jeu risqué

Et le récent coup de sang du président turc, qui a menacé à deux reprises d'expulser 10 ambassadeurs occidentaux, dont le représentant américain, pourrait compromettre définitivement ses tentatives de rapprochement avec Washington. "Ce genre de crise peut servir Erdogan dans son pays, en renforçant son image d'homme qui tient tête à l'Europe et aux États-Unis, mais c'est un jeu très risqué, puisque les pays en question sont ses principaux partenaires économiques, diplomatiques et militaires", commente İlhan Üzgel.

Economie chancelante

Esseulé sur la scène internationale, le leader turc est aussi ébranlé sur la scène intérieure. La politique monétaire peu orthodoxe qu'il continue de déployer, en enjoignant à la Banque centrale de baisser les taux d'intérêt pour doper la croissance, emmène par le fond la livre turque. Et la décision du Groupe d'action Financière, puissante institution inter-



Recep Tayyip Erdogan, le 21 septembre 2021, à l'ONU, New York.

nationale de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, de placer la Turquie sur sa liste grise fragilise un peu plus une économie chancelante. "Cela va rendre les banques internationales beaucoup plus tatillonnes pour prêter de l'argent à la Turquie, s'inquiète l'économiste Atilla Yesillada. C'est un message qui risque d'effrayer les grands groupes internationaux d'investissements et de les détourner du pays." Inflation bien supérieure aux 20% affichés par les chiffres officiels, chômage en hausse, déficit commercial important, chute accélérée de la monnaie nationale...

Dette privée dans le rouge

Les indicateurs passent au rouge, mais c'est surtout la dette privée, d'un montant de 430 milliards de dollars, qui inquiète l'économiste. "De très nombreuses entreprises ne sont plus en mesure de payer les intérêts des emprunts qu'elles ont contractés, ce qui fait peser un risque sur le système bancaire. La Turquie pourrait s'en sortir en faisant appel au

Fonds Monétaire International, mais Erdogan refuse catégoriquement cette option, car elle supposerait que le FMI entame un contrôle de l'économie nationale, émette des préconisations et, in fine, le prive de son contrôle absolu sur la politique économique", estime le consultant, qui redoute que le pays ne perde, à terme, toute son attractivité. "Sa gestion de la politique monétaire et des relations diplomatiques, de plus en plus illisible, est un drapeau rouge pour les investisseurs qui sont prêt à accepter un certain niveau de risque, mais pas une telle imprévisibilité", poursuit-il. Alors que sa cote chute dans les sondages au même rythme que le pouvoir d'achat des Turcs, l'opposition accuse le Président d'avoir provoqué une crise avec les ambassadeurs pour faire diversion. Elle a servi "à créer de fausses explications à l'effondrement de l'économie", s'est alarmé Kemal Kılıçdaroglu, le leader du parti kémaliste CHP.

Bruits de bottes à la frontière syrienne

Après un vote au Parlement turc, le 26 octobre, prolongeant de deux ans la durée du déploiement des soldats turcs en Syrie, Erdogan pourrait être tenté par une autre diversion, en s'attaquant une nouvelle fois aux Kurdes intégrés dans les forces démocratiques syriennes, dans le nord du pays - les bêtes noires d'Erdogan, qui les considèrent comme la version syrienne de la guérilla kurde du PKK, contre laquelle la Turquie se bat actuellement en Irak. "Il peut envisager une opération militaire en Syrie, à l'ouest de l'Euphrate, d'une ampleur plus réduite que les précédentes, pour tenter de redorer son blason dans l'opinion publique", anticipe İlhan Üzgel. Dans le nord syrien, les bruits de bottes se font en effet plus insistants ces derniers jours, alors que l'armée turque envoie ses drones dans les zones tenues par les combattants kurdes, organise des frappes aériennes, déploie ses forces spéciales le long de la frontière et bat le rappel des milices islamistes et des mercenaires syriens, soit près de 35 000 hommes.



October 21 2021

KDP in talks with Iraqi, Kurdish parties ahead of government formation

The Kurdistan Region's ruling party, which is among the top leading parties in Iraq's parliamentary elections, has a plan for uniting Kurds in the legislative body ahead of new government formation, a senior politburo member told Rudaw on Wednesday.

The Kurdistan Democratic Party's (KDP) plan includes engaging in intense talks with other Kurdish parties to present a united front in Baghdad and better serve the interests of the Region, Hoshiyar Zebari told Rudaw's Sangar Abdulrahman in an interview aired on Thursday.

This includes a meeting between Kurdistan Region President Nechirvan Barzani and the Kurdish parties so "we agree and try as Kurds to have one delegation that negotiates with the other winning parties whether Sunni, Shiites or Iraqis as representatives of the Kurdistan Region," Zebari added.

Iraqis voted in an early election earlier this month under a new electoral law. The KDP achieved a massive victory, tying for third place with 33 seats and once again taking the position of largest Kurdish party in the Iraqi parliament, according to preliminary results.

A KDP delegation on Monday visited Sulaimani where they met with the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), Change



From left Senior KDP official Hoshiyar Zebari, Rudaw's Sangar Abdulrahman. Phot: Screenshot

Movement (Gorran), and the Kurdistan Socialist Democratic Party in separate meetings.

"We will visit all political parties regardless if they have a presence in Baghdad or not, and we will be visiting all those parties who have expressed their will to give strength to the Kurdish side in the Iraqi parliament," KDP spokesperson Mahmood Mohammed said following the visits.

The preliminary results handed victory to Shiite cleric Muqtada al-Sadr whose bloc won over 70 seats. Sadr has already formed a negotiating committee to hold talks with other parties in order to form the government. The KDP is believed to be one of the parties Sadrists want to work with.

Zebari said there are agreements with the Sadr bloc and several other parties including independents, but nothing has been finalized yet.

"It's a little early for the formation of the Iraqi government ... because there are some temporal, political, and constitutional contexts," he said.

The preliminary results also show some of the strongest Iran-backed parties had their seats in parliament slashed. The parties rejected the results and their supporters on Tuesday took to the streets of Baghdad to protest the results of the elections, calling for a recount or a new vote. This could complicate the process of government formation, according to Zebari who noted that peaceful protests are "natural right."

Zebari, also led the party's election campaign, revealing a strategy that his team drafted in light of the new electoral law after the vote.

The new system expanded the number of constituencies from

18 to 83. If a candidate gained more votes than needed to win a seat, the rest of the votes will not be given to another candidate from the same party but be wasted - unlike the previous system.

"This system was different, it was a little difficult. One of the things that Iraq and the electoral commission didn't succeed at was educating the people on how to adapt to the [new] system," Zebari stated.

The KDP won 25 seats in the 2018 elections in Iraq. Their win in the recent election was unexpected to many as the Kurdistan Region has been suffering from a financial crisis and the KDP-dominated Kurdistan Regional Government (KRG) has failed to pay its civil servants in full and on time for years.

The number of votes the party received had significantly decreased compared to the previous elections but it still managed to gain seven more seats as the party chose to make telephone calls and house visits to constituents based on an internal zoning system, asking registered voters from each zone to vote for a specific candidate.

Pundits believe that the low election turnout was one of the main factors behind the remarkable victory of the KDP in the vote.



21 october 2021
By Loyal Shakir

Kurdish child run over by armored vehicle in Turkey, severely injured

A five-year-old Kurdish child was badly injured after being run over by a Turkish armored vehicle on Wednesday in southeastern Turkey, according to local media. This comes despite warnings from human rights organizations and Kurdish politicians that the conduct of security forces in the area endangers civilian lives.

Nine children have died and 13 others have been injured since 2018 in accidents involving Turkish security forces armored vehicles in Kurdish areas of Turkey. Nure Dikce, 5, became the 14th child injured when she was hit by an armored vehicle.

The incident was captured on video and shows a fast-approaching vehicle driving down a residential street in the Kurdish-populated town of Viransehir in Urfa province also known as Sanliurfa, hitting the girl. Around two dozen people are seen in the video running to help

the child, whose lower body was run over.

The accident drew the ire of people and members of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) on social media.

"Are cities with high populations of Kurds a security problem for you?" Urfa deputy Ayse Surucu tweeted, expressing her anger at Turkey's security forces.

Urfa Bar Association, which has previously warned of the threat armed vehicles possess, is investigating Dikce's case, according to its president Mehmet Velat.

Last month, a seven-year-old child was killed by an armored vehicle in Sirnak. The HDP described his death as a part of a "massacre," saying "death involving security forces and the vehicles they use in Kurdish provinces are not accidents."

Armored cars have injured and killed several children in the Kurdish areas in Turkey in the past three years, according to the country's Human Rights Foundation.

There is a long history of animosity and conflict over Kurdish issues and rights in Turkey. The state has at times denied the very existence of Kurds. The word "Kurdistan" is banned from parliament, Kurdish private media and Kurdish political parties have repeatedly been shut down, and the HDP is under immense pressure with hundreds of its members thrown in jail.

In a string of attacks on Kurds and the HDP, a family of seven members was brutally killed in Konya province on July 30. A 43-year-old Kurd was also killed in the same district on July 21. Deniz Poyraz, the daughter of an HDP official, was killed when the party's office in Izmir came under attack in mid-June.

Kurdish tourists from the Kurdistan Region have also been attacked in Turkey. A family from Erbil was assaulted in Mersin province in mid-May and claimed that the perpetrators cursed at them for being Kurds.

The US State Department's annual human rights report from 2020 painted a bleak picture of the human rights situation in the country.

"Significant human rights issues included: reports of arbitrary killings; suspicious deaths of persons in custody; forced disappearances; torture; arbitrary arrest and continued detention of tens of thousands of persons, including opposition politicians and former members of parliament, lawyers, journalists, human rights activists, and employees of the U.S. Mission..." the report said.

Kurdistan au féminin

23 octobre 2021

Le Kurdistan à travers le regard féminin

Des imams du régime turc prennent d'assaut les régions kurdes

Le régime turc nomme un nombre anormalement élevé d'imams et d'instructeurs de Coran dans les régions kurdes, en espérant contrecarrer la lutte du Kurde colonisé avec son discours de « fraternité dans l'Islam » qui rendrait caduque l'idée d'un Kurdistan libre. Avec la nomination d'adminis-

trateurs d'État aux municipalités HDP d'Hakkari et de Van, les communautés religieuses, en particulier la Direction des affaires religieuses (Diyanet), ont accru leur activité dans ces régions kurdes. La Direction des affaires religieuses, les établissements d'enseignement public liés à la Direction de l'éducation nationale et les

communautés ont ouvert des centaines de cours coraniques et d'organisations coraniques dans pratiquement toutes les rues, avenues, quartiers et hameaux du Kurdistan du Nord.

Des villes telles que Van, Urfa, Amed et Erzurum ont le plus grand nombre d'imams en 2020. À Van, il y a 422 mos-

quées desservant une population de 1 million 200 000 personnes, et à Hakkari, il y a 487 mosquées desservant une population de 280. mille personnes. À Van et Hakkari, il y a une mosquée dans pratiquement chaque rue et avenue, et chaque mosquée a plusieurs imams et un muezzin qui enseigne les cours du Coran. Il

est à noter que les imams nommés, les muezzins et les cours du Coran sont principalement originaires des régions de la mer Noire et de l'Anatolie centrale.

Les mosquées emploient des imams, des muezzins et des instructeurs de Coran qui convertissent certaines mosquées en salles de classe et dispensent une éducation religieuse aux enfants. Ces fonctionnaires vont de maison en maison, demandant aux familles d'inscrire leurs enfants aux cours coraniques.

À Hakkari, l'administration

AKP-MHP a créé de nombreux lycées, clubs et cours de Coran d'imam-hatip. Au centre de Hakkari, il y a 7 lycées imam-hatip et de nombreux lycées imam-hatip ; dans les districts de Gever, Şemdinli et Derecek, il existe 6 lycées imam-hatip. Dans le quartier central de Van et ses environs, il existe 37 lycées religieux imam-hatip. À Van et Hakkari, il existe des centaines d'écoles et de cours Diyanet, de communautés et de fondations.

QUATRE IMAMS DANS UN VILLAGE

Il est également à noter que davantage d'imams ont été nommés dans les districts et villages du centre de Hakkari et Van. Malgré le fait que le village de Tingi (Büyükağaç) dans le district de Van's Çatak possède une mosquée, quatre imams sont de service. D'autres imams servent dans des dizaines de villages, dont le village de Büyükağaç.

ACTIVITÉS POUR LES FEMMES

En plus des dizaines de cours sur le Coran offerts dans chaque communauté, des

cours sur les valeurs religieuses sont proposés avec un accent particulier sur les femmes. Les cours sont dispensés par des étudiants diplômés des lycées religieux imam-hatip et des étudiants en master d'enseignement public dans les Centres d'Accompagnement Familial implantés dans les quartiers dans le cadre de l'Éducation Nationale et de l'Éducation Publique. De même, des appartements vides sont loués où des cours sont dispensés à des dizaines de femmes.

Le Monde

23 octobre 2021

Dans son bras de fer avec l'Occident, Erdogan veut expulser dix ambassadeurs

Les diplomates concernés, notamment français, allemand et américain, avaient apporté, lundi, dans un communiqué, leur soutien à l'opposant Osman Kavala, emprisonné par le régime.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a annoncé, samedi 23 octobre, avoir ordonné l'expulsion, « au plus vite », des dix ambassadeurs, dont ceux de la France, de l'Allemagne et des Etats-Unis, qui ont réclamé la libération de l'opposant Osman Kavala.

« J'ai ordonné à notre ministre des affaires étrangères de déclarer au plus vite ces dix ambassadeurs persona non grata », a affirmé le chef de l'Etat lors d'un déplacement dans le centre de la Turquie, sans préciser la date à laquelle les diplomates devront partir. Ces diplomates « doivent connaître

et comprendre la Turquie », a poursuivi M. Erdogan en les taxant d'« indécence ». « Ils devront quitter » le pays « s'ils ne le connaissent plus », a-t-il ajouté.

Ces ambassadeurs avaient appelé cette semaine à la libération immédiate de l'opposant. Cet homme d'affaires et mécène turc, devenu la bête noire du régime turc, est emprisonné depuis quatre ans sans jugement. Dans un communiqué publié lundi soir, le Canada, la France, la Finlande, le Danemark, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suède et les

Etats-Unis avaient appelé à un « règlement juste et rapide de l'affaire » Osman Kavala.

Dès le lendemain, les ambassadeurs de ces dix pays avaient été convoqués par le ministre des affaires étrangères turc, Mevlüt Çavusoglu, qui jugeait « inacceptable » leur appel en faveur de M. Kavala. Le chef de l'Etat turc avait menacé jeudi d'expulser ces ambassadeurs.

« Du matin au soir, [les diplomates] répètent "Kavala, Kavala"... Mais celui dont vous parlez, Kavala, c'est l'agent de Soros en Turquie », a affirmé le

président durant une réunion publique, faisant une nouvelle fois référence au milliardaire américain d'origine hongroise George Soros, auquel il compare régulièrement l'opposant.

« Rien qui puisse justifier l'expulsion »

Mesure rare dans les relations internationales, déclarer « persona non grata » un diplomate ouvre la voie à son expulsion ou son rappel par son propre pays. L'article 9 de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961, complétée en 1963 par celle sur les relations consulaires, prévoit qu'un membre du corps

diplomatique en mission peut être déclaré, sans motivation et instamment, « persona non grata », amenant son rappel par le pays accréditant ou mettant fin à ses fonctions auprès de la mission.

Parmi les premiers pays à réagir, samedi soir, la Suède, la Norvège, le Danemark et les Pays-Bas ainsi que l'Allemagne ont fait savoir qu'ils n'avaient reçu aucune notification officielle concernant leurs ambassadeurs respectifs à ce stade. Un peu plus tard, les Etats-Unis ont fait de même. « Nous sommes au courant de ces informations et cherchons à en savoir plus auprès du ministère des affaires étrangères turc », a fait savoir samedi un porte-parole du département d'Etat américain.

« Notre ambassadeur n'a rien fait qui puisse justifier l'expulsion », a affirmé un porte-parole du ministère des affaires étrangères norvégien, Trude Maseide, citée par l'agence de presse NTB, ajoutant que son pays « continuera d'exhorter la Turquie à adhérer aux normes démocratiques ». « Nous sommes actuellement en consultation intensive avec les neuf autres pays concernés », a de son côté annoncé le ministère allemand des affaires étrangères. Plusieurs parlementaires néerlandais ont également réagi sur les réseaux sociaux. « A juste titre, l'ambassadrice néerlandaise en Turquie a entre



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, le 20 octobre 2021. AFOLABI SOTUNDE / REUTERS

autres appelé à mettre en œuvre les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme. Désormais, les vingt-sept pays de l'UE doivent se rallier à cela », a tweeté la parlementaire travailliste Kati Piri.

Ankara sous le coup de menaces de sanctions

En décembre 2019, la Cour européenne des droits de l'homme avait ordonné la « libération immédiate » de M. Kavala – en vain. Osman Kavala, opposant de 64 ans, figure majeure de la société civile, est accusé depuis 2013 par le régime du président Erdogan de chercher à déstabiliser la Turquie. Il est notamment dans sa ligne de mire pour avoir soutenu en 2013 les manifestations

antigouvernementales connues sous le nom de « mouvement de Gezi ». Puis il a été accusé d'avoir cherché à « renverser le gouvernement » dans le cadre de la tentative de coup d'Etat de 2016.

M. Kavala, qui a toujours nié les charges pesant contre lui, risque la prison à vie. Il comparaitra de nouveau le 26 novembre, malgré les menaces européennes de sanctions contre Ankara. Le Conseil de l'Europe a récemment menacé la Turquie de sanctions, qui pourraient être adoptées lors de sa prochaine session (du 30 novembre au 2 décembre) si l'opposant n'est pas libéré d'ici là.

La décision d'Ankara coïncide avec l'annonce,

quelques jours auparavant, du placement sous surveillance de l'Etat turc par le GAFI, le Groupe d'action financière, un organisme international. Le pays a rejoint la liste grise de ce dernier pour ses manquements dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Elle y retrouve des pays comme le Panama, la Syrie, le Pakistan ou le Zimbabwe. Malgré « un certain nombre de progrès » dans ces domaines depuis 2019, a souligné l'organisation, « de sérieux problèmes demeurent ». La décision a été qualifiée d'« injuste » par le ministère des finances turc. La mise sur liste grise du GAFI peut avoir des conséquences sur les investissements étrangers et aggraver la situation économique dans le pays.

Patrice Franceschi: «Allons-nous laisser Erdogan mener la “guerre de l’eau” contre les Kurdes?»

Avec l’eau, Erdogan utilise une arme terrifiante et oubliée qu’il avait jusque-là gardée en réserve.

L’écrivain voyageur, soutien de longue date de la cause kurde, alerte sur la situation de nos anciens alliés dans le nord de la Syrie et de l’Irak où, à cause d’une politique délibérée organisée par la Turquie qui contrôle les barrages, l’eau manque. Il en appelle à la communauté internationale, et en particulier à la France, pour agir contre cette pratique barbare d’assèchement.

Assoiffer et affamer les populations ennemies pour les anéantir est une méthode de guerre aussi vieille que la guerre elle-même. On croyait cependant cette façon de faire reléguée aux temps barbares d’avant les lois internationales modernes destinées à réguler les conflits - et surtout à protéger les civils - sous la vigilance attentive des Nations unies. Face aux Kurdes, la Turquie démontre aujourd’hui qu’il n’en est rien. Elle se comporte comme on se comportait jadis. Dans sa volonté obsessionnelle d’en finir avec ces Kurdes qu’il méprise, Erdogan utilise une arme terrifiante et oubliée qu’il avait jusque-là gardée en réserve - et dont la plupart des responsables occidentaux n’ont pas pris la mesure : l’eau. Avec cette arme à l’énoncé anodin, Erdogan peut mener à bas bruit une guerre d’usure contre les civils kurdes, insidieuse, sans sensationnalisme et sans tirer un seul coup de fusil. Une guerre aussi silencieuse que dévastatrice par ses effets à long terme. Au sein du monde carnivore qui s’installe, la Turquie démontre ainsi qu’elle ne s’embarrasse d’aucun scrupule, ne respecte aucune règle commune, et joue la politique du fait accompli chaque fois que son intérêt l’y pousse, persuadée que seuls comptent les rapports de force.

Mais qu’est-ce que la « guerre de l’eau » au juste ? La situation est la suivante : par les hasards de la

géographie, les montagnes turques sont le « château d’eau » de cette région du Moyen-Orient. Le Tigre et l’Euphrate y naissent avant de s’en aller irriguer la Syrie et l’Irak - pays dans le nord desquels vivent les Kurdes. Sur ces deux fleuves mythiques et gigantesques, Ankara a bâti depuis longtemps toutes une série de barrages permettant de contrôler leurs débits. Ce sont ces « robinets » que les Turcs ferment graduellement depuis des mois. À 80 % en ce moment même. Conséquence première : une terrible sécheresse artificielle s’est installée dans les plaines arables où vivent les Kurdes - ce fameux grenier à blé du Croissant fertile - et plus aucune irrigation correcte des cultures vivrières ne peut s’y faire. Conséquence seconde : les prix des denrées alimentaires ne cessent de grimper, la société se fracture progressivement dans une compétition nouvelle pour l’accès au peu d’eau disponible, la disette va menacer quand les récoltes ne seront plus que l’ombre d’elles-mêmes, et de plus en plus de Kurdes songent à immigrer massivement dans un désespoir inexistant il y a encore quelques mois. Conséquence troisième : le sinistre MIT, les services secrets turcs, dispose enfin d’éléments concrets pour attiser en sous-main la situation afin de dresser le peuple contre ses dirigeants puisque ces derniers sont de moins en moins capables de faire face à la situation, faute de moyens. On ne compte plus les manifestations de rues comme les attaques dans la presse locale. Soit dit en passant, nos diplomates, toujours aussi tournés vers Ankara, se limitent à faire remonter vers nos responsables le discrédit progressif de l’administration kurde en se gardant bien d’en mentionner la cause. Ils feraient mieux de constater que cette dégradation de la situation permet une résurgence accrue des mouvements is-

lamistes anti-occidentaux que les Kurdes ne pourront bientôt plus contenir comme auparavant. Daech ne cesse de reprendre du poil de la bête en profitant de la situation. À l’heure du procès des attentats du Bataclan, nous ferions bien de prendre acte de cette situation pour réagir avant qu’il ne soit trop tard, une fois de plus. Car nos intérêts sécuritaires sont en jeu au Kurdistan face au terrorisme international.

Mais ce n’est pas tout. Dans le même temps qu’ils ferment les robinets des grands fleuves, les Turcs réduisent de moitié le débit des stations de pompage d’eau douce dont ils se sont emparés sur le territoire syrien en octobre 2019. On se souvient qu’à cette époque, de par la volonté aussi sottise qu’incompréhensible de Trump, nous avons abandonné nos alliés kurdes entre les mains d’Ankara et de ses djihadistes après les avoir utilisés avec succès dans notre guerre commune contre l’État islamique. Quoi qu’il en soit de cette faute politique autant que morale, l’eau manque aujourd’hui aux Kurdes pour simplement boire et pas seulement irriguer. Le rationnement est une réalité dans plusieurs villes et les organisations humanitaires présentes sur place doivent ravitailler de nombreuses régions à l’aide de norias de camions-citernes. Cette pénurie provoque aussi un accroissement de toutes les maladies liées aux eaux insalubres.

Je rentre du Kurdistan syrien. J’ai constaté tout ce que je viens d’écrire. Le désarroi est grand chez nos anciens alliés. Comme il ne l’a jamais été. Un désarroi proportionnel au silence absolu de la communauté internationale - si tant est qu’elle existe. Aucun pays ne fait pression sur Erdogan pour l’obliger à lâcher prise et à ne plus

s’en prendre aux civils de cette manière. Mais pourquoi s’en étonner ? Que s’est-il passé l’année dernière quand, après enquête dûment documentée, les Nations unies ont officiellement condamné la Turquie et les djihadistes sous son obédience pour le nettoyage ethnique de la région kurde d’Afrine qu’ils occupent militairement depuis janvier 2018 en violation de toutes les lois internationales ? Une page dans les journaux le lendemain et puis plus rien. Que s’est-il passé quelque temps plus tard quand les mêmes Nations unies ont condamné tout aussi officiellement les islamistes de Daech - soutenus par la Turquie quand ça l’arrangeait - pour leur tentative de génocide des yazidis en 2014 ? Une page dans les journaux le lendemain et puis plus rien. Comment être surpris, dès lors, qu’Erdogan se sente pousser des ailes, encouragé, par nos renoncements successifs, à aller toujours plus loin ?

Nos intérêts sécuritaires face au terrorisme islamique sont en jeu dans cette guerre de l’eau, par-delà son aspect moral. Pour tenter de servir à quelque chose, cette tribune doit se transformer ici en lettre ouverte au président de la République pour l’exhorter à agir. Son tropisme pour les Kurdes est connu. Emmanuel Macron a été le seul chef d’État à les recevoir à plusieurs reprises à l’Élysée pour appuyer leur combat. C’est tout à son honneur. Il faut lui demander aujourd’hui de poursuivre son opposition aux visées expansionnistes d’Erdogan et de ses djihadistes en portant cette « guerre de l’eau » devant les instances internationales compétentes afin d’y mettre fin.

Ce qui est en jeu pour nous Français est tout aussi essentiel que pour les Kurdes.

The New York Times

October 23 2021
By Carlotta Gall

Turkish Opposition Begins Joining Ranks Against Erdogan

Turkish opposition parties are presenting an increasingly united and organized front aimed at replacing President Recep Tayyip Erdogan and even forcing early elections in the coming year to challenge his 19-year rule.

As they negotiate a broad alliance among themselves, the leaders of six opposition parties appear to have agreed on turning the next election into a kind of referendum on the presidential system that Mr. Erdogan introduced four years ago and considers one of his proudest achievements.

His opponents say that presidential system has allowed Mr. Erdogan to concentrate nearly authoritarian power — fueling corruption and allowing him to rule by decree, dictate monetary policy, control the courts and jail tens of thousands of political opponents.

By making the change back to a parliamentary system a centerpiece of its agenda, Mr. Erdogan's opposition hopes to shift debate to the fundamental question of the deteriorating health of Turkey's democracy.

The forming of a broad opposition alliance is a strategy being employed in an increasing number of countries where leaders with authoritarian tendencies — whether President Vladimir V. Putin of Russia or Prime Minister Viktor Orban of Hungary — have enhanced their powers by exploiting fissures among their opponents. Most recently, the approach worked in elections in the Czech Republic, where a broad coalition of center-right



Mr. Erdogan and Chancellor Angela Merkel of Germany after a news conference this month in Istanbul. Credit...Ozan Kose/Agence France-Presse — Getty Images

parties came together to defeat Prime Minister Andrej Babis. Now it may be Turkey's turn.

"Today, Turkey is facing a systemic problem. Not just one person can solve it," said Ahmet Davutoglu, Mr. Erdogan's former prime minister and one of the members of the opposition alliance. "The more important question is: 'How do you solve this systemic earthquake, and how do you re-establish democratic principles based on human rights?'"

Mr. Erdogan has long planned a year of celebrations for 2023, the 100-year anniversary of the founding of the Turkish Republic in 1923 from the ashes of the Ottoman Empire and allied occupation after World War I.

Political analysts suggest that not only is he determined to secure another presidential term in elections that are due before

June 2023, but also to secure his legacy as modern Turkey's longest-serving leader, longer even than the founder of the republic, Mustafa Kemal Ataturk.

Yet Mr. Erdogan, who has always prided himself on winning at the ballot box, has been sliding steadily in the opinion polls, battered by an economic crisis, persistent allegations of corruption and entitlement and a youthful population chafing for change.

For the first time in several years of asking, more respondents in a recent poll said Mr. Erdogan would lose than said he would win, Ozer Sencar, the head of Metropoll, one of the most reliable polling organizations, said in a Twitter post this week.

"The opposition seems to have the momentum on their side," said Asli Aydintasbas, a senior fellow with the European

Council on Foreign Relations. "One way or another, they convinced a large section of society that Erdogan is not a lifetime president and could be gone in 2023. That Turks are now discussing the possibility of a post-Erdogan Turkey is quite remarkable."

No one is counting Mr. Erdogan out yet. He remains a popular politician and sits at the helm of an effective state apparatus, Ms. Aydintasbas added. An improvement in the economy and a maneuver to split the opposition could be enough for him to hold on.

Mr. Erdogan dismissed the polls as lies and carried on doing what he knows best: a flurry of high-level meetings and some saber-rattling that keeps him at the top of the news at home. One recent weekend, he pushed a shopping cart around a low-cost su-

permarket and promised more such stores to keep prices down for shoppers.

This week, he set off on a four-country tour of West Africa after hosting the departing German chancellor, Angela Merkel, for her farewell visit to Turkey over the weekend. He is presenting Turkey as an indispensable mediator with Afghanistan, and his foreign minister received a delegation of the Taliban from Kabul last week. For good measure, Mr. Erdogan threatened another military operation against Kurdish fighters in Syria.

But at home, his opponents are getting organized.

Among those lining up to do battle are Mr. Davutoglu and a former finance minister, Ali Babacan, both former members of Mr. Erdogan's conservative Justice and Development Party, or A.K.P., who have set up new parties.

Emerging from five years in the cold after falling out with Mr. Erdogan and resigning as prime minister and leader of the party, Mr. Davutoglu is hoping to chip away at the president's loyal support base and help bring down his onetime friend and ally.

Alongside them, the strongest players in the six-party alliance are the center-left Republican People's Party and the nationalist Good Party, headed by Turkey's leading female politician, Meral Aksener.

The largest pro-Kurdish party, the Democratic People's Party, or H.D.P. — whose charismatic former leader, Selahattin Demirtas, is in prison — is not part of the alliance, nor are smaller left-wing parties.

But all of the parties share a mutual aim: to offer the electorate an alternative to Mr. Erdogan in 2023.



Selahattin Demirtas, the former leader of the People's Democratic Party, in 2014 in his office in Ankara. He remains a powerful voice for the party from a prison cell. Credit...Monique Jaques for The New York Times

Despite their gaping political and ideological differences, the opposition is hoping to replicate its success in local elections in 2019 when it wrested the biggest cities, including Istanbul, from the ruling A.K.P.

"It is a good start for the opposition," Mr. Demirtas said from prison in an interview with a Turkish reporter. "What is important is the development of a deliberative, pluralistic, courageous and pro-solidarity understanding of politics that will contribute to the development of a culture of democracy."

Mr. Erdogan spent the past six months trying to drive a wedge into their loose alliance without success, said Ozgur Unluhisarcikli, the director of the Ankara office of the German Marshall Fund of the United States.

Opposition leaders steered through that and have come closer to settling on a candidate who could defeat Mr. Erdogan and whom they can all support. Kemal Kilicdaroglu, the leader of largest opposition party, the Republican People's Party, has emerged as the front-runner for now.

"They have closed ranks, solved their problems and raised the stakes," Mr. Unluhisarcikli said.

For their part, Mr. Davutoglu and Mr. Babacan represent little challenge to Mr. Erdogan as vote-getters — Mr. Davutoglu's Future Party polls at barely 1 or 2 percent — but they bring considerable weight of government experience to the opposition.

Both still have ties to many officials in the bureaucracy, Mr. Unluhisarcikli said, and could help the opposition convince the electorate that it is capable of running the country and of lifting it out of its current dysfunction.

Mr. Davutoglu was the first to publish his plan for returning to a parliamentary system. In the document, he blamed the presidential system for creating a personalized and arbitrary administration that became inaccessible to citizens even as their problems were mounting.

He proposed that the president become a symbolic head of state, divested of powers to rule by decree, veto laws and

approve the budget, and the judiciary be made independent. Mr. Davutoglu has suggested that Mr. Erdogan, who instituted the presidential system with a narrowly won referendum in 2017, could choose to revert to a parliamentary system with a two-thirds majority in Parliament, or the opposition would seek to do so after an election.

For the opposition, he said, reaching an agreement on reconstituting a democratic system is more important than finding a candidate. Just in the past year of touring the country meeting voters, he said he has seen a shift in attitudes even in A.K.P. strongholds.

"A significant portion of Turkish voters have left the A.K.P. but don't know where to go," Ms. Aydintasbas said. "Davutoglu and Babacan may be small in numbers, but they speak to a very critical community — disgruntled conservatives and conservative Kurds who no longer trust Erdogan but are worried about a revanchist return of the secularists. Their role is indispensable.



October 24 2021

French diplomat fills travel bag with Halabja Pomegranates to take back to Paris

French Consul General in Erbil Olivier Decottignies returned to Paris with a travel bag filled with pomegranates from Halabja, Kurdistan Region.

Decottignies posted a picture of the bag. He had been to Halabja and the Hawraman region last week, before his return trip to France. Halabja is famous for the quality of its pomegranates.

Farmers harvest pomegranates annually in early October based on expert recommendations to preserve the fruit's quality and nutritional value. Pomegranates are to be stored in cool and dry areas to prevent them from spoiling in preparation for export.

The first batch of Kurdish pomegranates locally produced in the Kurdistan Region's Halabja province arrived in Munich, Germany, on Dec. 12, 2020.



Pomegranates are displayed at a booth in Halabja's seventh autumn festival, Oct. 14, 2021. (Photo: Dana Hama Gharib/Kurdistan24)



24 October 2021
By Hunar Hamid

Low water, toxic heavy metals in Garmiyan dam

The water level in Bawashaswar dam in the Kurdistan Region's southern Garmiyan administration is the lowest it has even been since the dam was completed a decade ago. Farmers are worried about losing their crops and an expert is warning about toxic levels of heavy metals in the water.

"We're going to lose everything if the dam dries out. We'll have nothing left," said farmer Fetah Hama Gharib.

Last year, he lost his wheat crop because of lack of rain. This year, he decided to plant vegetables, depending on

water from the dam to irrigate the land, but he risks losing that too because there is less than a million cubic meters of water in the dam, down from 3.5 million cubic meters a year ago.

"We release 24 inches of water every day. Even less than half of that water flows into the dam," said dam manager Aziz Mohammed.

It has been a dry year across Iraq and neighbouring countries. Aid agencies said the wheat harvest is down by half in the Kurdistan Region and the Iraqi government announced plans to slash the

area they will irrigate for winter crops.

As the volume drops in Bawashaswar dam, the color of the water has changed and an expert warned that the concentration of minerals poses a threat to people and livestock.

"We discovered that in the water there is an excess of heavy metals such as lead, arsenic, aluminum, and some others that have direct effects on the health of humans," said Abdulmutalib Rafaat, a geologist at the University of Garmian. "People should refrain from using the water. People should not use it for drinking or,

to a certain extent, farming." Iraq is heavily dependent on water that comes from outside its borders and both Turkey and Iran are building dams on shared rivers. Baghdad recently signed an agreement with Ankara over sharing water that includes "a fair and equitable quota for Iraq across the Tigris and Euphrates Rivers," Water Resources Minister Mehdi al-Hamdani told state media earlier this month.

According to the United Nations, Iraq is the fifth most vulnerable country in the world to the effects of climate change, including rising temperatures and water shortages.

ROJAVA. La Turquie et ses gangs ont tué 84 femmes et kidnappé plus d'un millier à Afrin

Les organisations de la société civile d'Afrin ont déclaré que 84 femmes ont été tuées et plus d'un millier de femmes ont été kidnappées dans le canton kurde envahi par la Turquie en 2018 où des crimes de guerre et crimes contre l'humanité sont monnaie courante depuis.

Les organisations non gouvernementales d'Afrin ont annoncé le bilan des crimes commis par l'État turc envahisseur et ses mercenaires contre les femmes à Afrin.

Le communiqué de presse auquel ont assisté des dizaines de femmes a eu lieu à Shehba. Wefa Mihemed, membre d'Afrin Human Rights Organi-



zation, a lu la version arabe du texte de la déclaration, tandis que Gulê Cafer, directrice des ONG, a lu la version kurde.

Attirant l'attention sur la situation des femmes dans les ré-

gions occupées, le communiqué indique que ce qui s'est passé à Afrin a dépassé les crimes de guerre. L'État turc essaie de se venger des femmes qui mènent la lutte. Les femmes sont attaquées par l'État turc, pour avoir détruit

le terrorisme à Afrin, Serêkaniyê et Girê Spî.

Selon le bilan, 84 femmes ont été tuées à Afrin depuis le 18 mars 2018, lorsque la Turquie et ses mercenaires l'ont envahie. Six de ces femmes ont mis fin à leurs jours parce qu'elles ne pouvaient pas faire face à ce qu'elles avaient vécu. Plus d'un millier de femmes ont été enlevées par des mercenaires à différentes dates. Le sort de nombreuses femmes reste inconnu. 71 femmes ont été victimes de viol.

Le communiqué condamne ces violences et demande à l'ONU et aux autres organisations internationales de prendre des mesures contre ces crimes.

En Turquie, les milieux d'affaires critiquent la politique économique d'Erdogan

L'économie turque est entrée dans une nouvelle zone de turbulences. La chute de la livre et la mainmise du pouvoir sur la Banque centrale inquiètent.

L'économie turque est entrée dans une nouvelle zone de turbulences. Jeudi 21 octobre, le Groupe d'action financière (GAFI) a ajouté le pays à sa liste des nations à la traîne dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Cette décision risque d'être lourde de consé-

quences pour une économie, qui peine d'ores et déjà à attirer les investissements étrangers. Figurer sur la liste « grise » signifie que le secteur bancaire du pays en question n'est pas fiable, ce qui expose les investisseurs à un risque de financement illicite.

L'annonce, jeudi 21 octobre, par la Banque centrale (BCT) d'une nouvelle baisse de 200 points de base de son taux directeur, passé de 18 % à 16 %, et le plongeon de la devise turque à des niveaux histori-

quement bas (elle s'échangeait, vendredi, à 9,61 livres – environ 0,86 euro – pour un dollar, contre 1,86 dix ans plus tôt), n'est pas non plus de nature à rassurer. Depuis le début de l'année, la livre turque a perdu près de 20 % de sa valeur. D'ailleurs, les investissements étrangers directs sont tombés à leur plus bas niveau, 5,7 milliards de dollars (environ 4,8 milliards d'euros) en 2020, contre 19 milliards de dollars en 2007, quand l'économie turque était à son zénith.

Favoriser les exportations

Cette baisse des taux était voulue par le président Recep Tayyip Erdogan, qui, depuis 2018, revendique un contrôle total sur la BCT, foulant aux pieds l'autonomie et la crédibilité de l'institution. Soutenir la croissance grâce au crédit est sa principale priorité. A rebours d'un consensus économique largement partagé, il prétend que des taux bas permettent de juguler l'inflation, laquelle, en Turquie, est l'une des plus élevées au monde, 19,6 % en septembre, soit près de quatre fois plus que l'objectif fixé à

moyen terme par la BCT. La dernière réduction des taux, décidée en septembre, s'était déjà traduite par une chute de plus de 6 % de la devise turque. A la mi-octobre, le président Erdogan, ulcéré par la baisse continue de la monnaie – malgré les mesures prises pour tenter de la soutenir – a limogé deux gouverneurs adjoints de la Banque centrale ainsi qu'un responsable du comité monétaire.

Si une monnaie faible est susceptible de favoriser les exportations et donc de profiter aux

entrepreneurs conservateurs qui forment le socle du Parti de la justice et du développement (AKP) d'Erdogan, cela a aussi un impact négatif, la Turquie étant très dépendante des matières premières qu'elle importe – gaz, pétrole, charbon.

Gestion peu orthodoxe

« La situation est insoutenable, car la Turquie importe plus qu'elle exporte. L'énergie dont elle a besoin mais aussi des produits intermédiaires. Il ne faut pas oublier sa grande intégration dans les chaînes de

production européennes dont elle est dépendante. Elle produit sans parvenir à dégager de valeur ajoutée qui lui soit propre », explique Deniz Ünal, économiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii).

Les grands patrons se sont émus de cette situation. Tuncay Özlhan, le président du conseil consultatif de la Tüsiad, l'équivalent du Medef, a rappelé que l'indépendance de la banque centrale « devait être incontestable ». Ömer Koç, le grand patron de la holding du même

nom, un navire amiral de l'économie turque, a plaidé pour le retour « au programme de réformes fondamentales » des années fastes.

Ces commentaires d'industriels d'ordinaire discrets ont sonné comme une critique, la première du genre, envers le président Erdogan, dont la gestion peu orthodoxe décourage les investisseurs et attise le mécontentement de larges pans de la population. Le PIB par tête est tombé à 8 610 dollars par personne en 2020, contre 12 489 en 2013;



26 octobre, 2021

Iran: plus de 464.700 décès dus au coronavirus

Nader Tavakoli, n°2 du centre de lutte contre le coronavirus pour la province de Téhéran : Dans les prochains jours, avec la tendance actuelle, nous verrons une augmentation du nombre de cas positifs. (Agence Isna, 26 octobre 2021)

· Un membre du comité scientifique du coronavirus : Il y a toujours la possibilité d'une sixième vague. Dans certaines villes, on constate l'augmentation des malades. (Agence Isna, 26 octobre 2021)

La faculté de médecine du Kurdistan : Nous assistons à un nombre élevé de malades du Covid-19. Il y a actuellement 839 malades hospitalisés et 87 en USI. (Agence Mehr, 26 octobre 2021)

· La faculté de médecine de Machad : l'alarme du début de la sixième vague corona a été donnée à Machad. (Agence Irna, 26 octobre 2021)

· Le centre de lutte contre le



Iran: plus de 464.700 décès dus au coronavirus

coronavirus à Kermanschah : nous sommes confrontés à une augmentation significative des décès et la nuit dernière, nous avons eu 15 décès dus sans aucun doute au coronavirus. (Agence Isna, 26 octobre 2021)

· Province de Golestan : Avec l'augmentation du nombre de patients hospitalisés, une nou-

velle vague de la maladie s'est formée dans la province.

L'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI/MEK) a annoncé le 26 octobre 2021 que le nombre de décès dus aux coronavirus dans 547 villes iraniennes est de plus de 464.700.

Le bilan effroyable des morts

dans les provinces est le suivant : Téhéran 108.865, Khorassan Razavi 38.015, Ispahan 31.620, Khouzistan 28.485, Azerbaïdjan occidentale 17.143, Mazandaran 17.090, Fars 16.960, Guilan 16.210, Alborz 13.703, Qom 12.705, Golestan 10.265, Hamedan 8678, Kermanschah 8539, Markazi 8493, Kurdistan 7462 et Semnan 6230.

La restauration du Tombeau de Nahum, la résurrection du passé juif du Kurdistan

Avec l'armée de l'État islamique à proximité, deux ingénieurs et la cheffe d'une organisation ont audacieusement reconstruit l'ancien sanctuaire du prophète biblique

Une journée de printemps, au mois d'avril 2017, deux jeeps, aux vitres teintées, avaient parcouru une route sablonneuse du Kurdistan irakien, dans la direction du village chrétien d'Alqosh.

Dans les véhicules, deux ingénieurs israéliens – un par voiture pour des raisons de sécurité. Ils étaient entrés dans le pays en possession du seul passeport qu'ils détenaient, le passeport israélien, pour prendre part à une mission de restauration extraordinaire.

Les deux hommes, Yaakov Schaffer et Meir Ronen, avaient regardé au bord de la route, à travers les fenêtres opaques, les ruines issues des destructions entraînées par presque deux décennies de guerre. A 25 kilomètres environ, les combattants de l'État islamique étaient en train d'affronter l'armée irakienne.

Les jeeps s'étaient arrêtées en approchant du village et Schaffer et Ronen en étaient sortis, accompagnés par leurs gardes du corps kurdes. A pied, ils étaient allés jusqu'à la petite localité et ils s'étaient dirigés directement vers le site antique qui était situé au nord de la vieille ville, ce site qui, selon la tradition, accueille le tombeau de Nahum, le prophète de l'Ancien testament.

Pendant des décennies, la population d'Alqosh, composée de chrétiens de l'église catholique chaldéenne, ont protégé



Le tombeau de Nahum avant sa reconstruction en 2017. (Autorisation : Adam Tiffen)

ce tombeau qui était autrefois vénéré par les Juifs locaux en tant que sépulture de Nahum d'Elkosh. Mais ce jour-là, le regard des ingénieurs s'était posé sur une structure croulante. Le toit s'était aussi effondré.

« Les murs et les piliers étaient cassés, tout s'effondrait. On avait l'impression que tout le bâtiment allait tomber d'une minute à l'autre », se souvient Adam Tiffen, un entrepreneur américain et administrateur de projet qui s'était rendu sur le site un an auparavant, et qui se trouvait ce jour-là en compagnie des Israéliens.

Les trois hommes étaient entrés. Commencant à examiner la structure, ils avaient envisagé les options possibles pour sauver ce tombeau antique. Schaffer et Ronen sont des experts de la restauration des sy-

nagogues, fussent-elles de l'antiquité. Schaffer a occupé des postes à responsabilité au sein de l'Autorité israélienne des antiquités et il s'est associé dorénavant à Ronen pour trouver des solutions d'ingénierie pour restaurer au mieux les anciens lieux de culte juifs.

Tiffen, de son côté, avait été là en tant que bénévole pour l'organisation ARCH (Alliance pour la restauration du patrimoine culturel). Tiffen et la présidente de l'ARCH, sa patronne, étaient venus sur le site en 2016 et ils avaient pris la décision de restaurer le Tombeau de Nahum et une synagogue adjacente, dans ce secteur situé au cœur d'un Irak ravagé par la guerre.

« Pendant des milliers d'années, l'histoire du peuple juif a été intrinsèquement mêlée au tissu culturel de la région. Au

cours des dernières décennies, ce lien fondamental a été effacé par le biais de destructions complètement délibérées ou par négligence pure et simple », explique Tiffen au Tol.

« Et c'est arrivé à un tel point que même si l'exode des Juifs fait partie de la mémoire vivante, il ne reste presque aucune trace de la vie vibrante et pérenne de l'histoire juive dans la région. Si nous n'avions rien fait pour préserver ce qui reste, cette histoire, la connaissance de la vie juive dans la région auraient complètement disparu ».

En Irak et encore en Israël

Seize ans plus tôt, Tiffen, qui était alors un jeune avocat de 25 ans et un cadet du Corps de formation d'officiers de réserve (ROTC), avait observé ces 19 terroristes qui avaient planté un poignard dans le cœur de l'Amérique – ce qui l'avait décidé à se porter volontaire pour des missions de combat au sein de la Garde nationale du Maryland. Officier, il avait dirigé 40 soldats stationnés à Saba al-Bor, une petite ville située aux abords de Bagdad.

Quand il se trouvait en Irak, Tiffen avait décidé de raconter son expérience sur un blog – un média qui, à ce moment-là, était presque inconnu. Ses récits provenant du cœur de la guerre en Irak avaient attiré l'attention – le Washington Post lui avait même consacré un portrait. En 2007, alors qu'il

était un officier juif avec des dizaines de soldats placés sous son commandement, il avait accordé une interview au journaliste que je suis – j'étais alors correspondant à Washington du journal israélien Maariv.

Après, il devait retourner en Irak pour des déplacements de six mois à un certain nombre de reprises. Là-bas, tout en esquivant les mines explosives qui avaient rendu ces années si dangereuses, il avait assisté à la destruction implacable du pays.

En 2018 à Tel Aviv, Tiffen avait confié à ce journaliste, qui lui avait promis le secret, la manière dont il tentait de lancer un projet de restauration d'un tombeau en Irak qui, avait-il noté, était le lieu de sépulture du prophète Nahum.

« Pas un mot là-dessus jusqu'à la fin du projet », m'avait-il dit. Voilà aujourd'hui cette histoire, racontée pour la toute première fois. C'est notamment l'histoire d'Israéliens entrés en douce en Irak pour évaluer les dégâts essuyés par le toit du tombeau et pour déterminer la meilleure façon de le restaurer. C'est aussi l'histoire d'un appel à l'aide lancé en direction de la communauté juive kurde et de ses connaissances profondes, avec l'implication du doyen informel de la communauté, Mordechai Zaken, érudit et déterminant quand il a fallu planifier la restauration du tombeau. Il s'est éteint il y a quelques mois.

Il y a également les habitants d'Alqosh, qui avaient protégé la tombe après que les Juifs de la région ont fui les pogroms qui ont suivi la création de l'État d'Israël, ainsi que les bienfaiteurs modernes du sanctuaire : un petit groupe de donateurs, dont des sociétés pétrolières et énergétiques de Norvège, le gouvernement kurde local, l'ambassade américaine en Irak et quelques donateurs privés qui ont levé 2 millions de dollars.

Derrière tout cela se trouvait ARCH, une organisation à but non lucratif créée par Cheryl



Yaacov Schaffer, à gauche et Meir Ronen à Alqosh, en Irak, en 2017. (Autorisation: Yaacov Schaffer)

Benard, une experte en sécurité nationale et en efforts de reconstruction d'après-guerre. Benard, dont le mari Zalmay Khalilzad a pris la tête des initiatives diplomatiques américaines en Afghanistan et en Irak, a toujours été impressionnée lors de ses voyages à travers le monde par la résilience et la créativité des individus et des groupes essayant de sauvegarder leurs trésors nationaux, même dans les circonstances les plus difficiles.

L'implication de Tiffen aux côtés de l'ARCH s'était faite naturellement lors de son séjour en Irak. Et lorsque le groupe avait décidé d'entreprendre la restauration, il était devenu la personnalité déterminante pour le projet.

Sa première rencontre avec la

tombe, en 2016, avait été un mélange de surprise et de crève-cœur. « J'ai été ébloui par sa beauté et ses dizaines d'inscriptions en hébreu sur les murs », a-t-il rappelé plus tard à Tol. « J'ai également été choqué par son état épouvantable, avec plusieurs parties du toit effondrées et les monticules de décombres qui entouraient la tombe. »

L'un des défis était de trouver des fonds, ce qui était particulièrement difficile compte tenu du fait qu'il s'agissait d'un projet sensible et qu'il ne pouvait pas être rendu public. ARCH n'avait jamais entrepris un projet de cette ampleur. Ses déclarations de revenus des années précédant le projet de restauration de cette tombe montrent des revenus et des dépenses annuels de dizaines de milliers



Adam Tiffen aux abords du tombeau de Nahum à Alqosh, en Irak, en janvier 2018. (Autorisation : Ihsan Totency)

de dollars.

« Nous avons contacté sans succès la communauté juive, notamment plusieurs Juifs d'origine irakienne et kurde. Nous n'avons pas été en mesure de collecter des fonds nécessaires auprès de cette communauté », a déclaré Tiffen. « Pour la plupart, tous les gens à qui nous nous sommes adressés pensaient que nous étions un peu fous. »

« Nous essayions de restaurer une ancienne synagogue juive, dans une ville chrétienne, sous un gouvernement islamique, dans un territoire contesté, à 15 kilomètres des lignes de front avec ISIS. D'autant plus que l'État islamique avait récemment tenté d'attaquer la ville. La plupart des gens nous souhaitaient bonne chance mais n'étaient pas très enthousiastes à l'idée de soutenir le projet », a-t-il ajouté.

Finalement, le gouvernement américain avait injecté un milliard de dollars dans le projet et d'autres avaient suivi, dont les gouvernements kurde et tchèque. Parmi ces soutiens, le président kurde Nechirvan Barzani.

Il avait aussi fallu résoudre une autre difficulté : celle de trouver des personnes qui seraient à la fois expertes dans la restauration d'œuvres d'art, comme la compagnie tchèque GEMA ART qui avait finalement obtenu le contrat pour mener l'ouvrage à bien, mais aussi des spécialistes du patrimoine et des antiquités juives et qui accepteraient de venir sur le site.

Et qui accepteraient, bien sûr – ce qui n'était pas une mince affaire – d'entreprendre un projet de restauration d'un sanctuaire juif dans un pays d'où les Juifs sont pratiquement absents, un pays anéanti par des décennies de guerre et placé sous la menace d'un groupe terroriste assoiffé de sang qui avait déjà dévasté tout le territoire, anéantissant allègrement tous les trésors culturels de l'Irak – des pertes pour l'Humanité toute entière.

Mais, selon Tiffen, le tombeau était particulier. Pendant des générations, il était parvenu à ne pas être transformé en église ou en mosquée et, à une période plus récente, il avait été également épargné par l'État islamique – qui n'avait pas montré autant de tact à l'égard du tombeau voisin de Nabi Younus, où, selon la tradition, reposait la dépouille du prophète Jonas, ou d'un tombeau de Mossoul vénéré par certains comme étant la sépulture du Daniel de la bible.

« La synagogue était un rappel à la fois beau et concret du lien entretenu entre le peuple juif avec cette terre et de la coexistence qui a prévalu dans la région entre les chrétiens, les musulmans et les yézidis pendant plus d'un millénaire », explique Tiffen.

« En voyant les récentes violences sectaires et les attaques de l'État islamique contre les minorités religieuses comme les chrétiens et les yézidis, nous avons également été amenés à considérer ce travail de restauration comme un symbole d'espoir, un souvenir de l'histoire partagée et des croyances qui nous sont communes », ajouta-t-il. « Les Juifs, les chrétiens et les musulmans ont coexisté dans cette région pendant des centaines ou des milliers d'années. Peut-être pas de manière parfaite, mais en affichant un certain niveau de tolérance et d'acceptation qu'il ne faut pas oublier ».

Depuis Israël, avec des bénédictions

Pendant un voyage au sein de l'État juif, en 2017, Tiffen avait rencontré par le biais d'un ami Yaacov Schaffer, expert de la restauration des synagogues antiques.

Tiffen – qui s'était relaxé après sa première visite en Irak en séjournant brièvement dans une yeshiva de Jérusalem – avait alors pensé qu'il était important que le projet bénéficie d'une contribution juive et rabbinique. Il devait plus tard re-



Photo montage du tombeau de Nahum avant/après sa reconstruction. (Autorisation : Adam Tiffen)

cevoir la bénédiction de l'ancien Grand rabbin séfaraite d'Israël, Rabbi Shlomo Amar, qui devait lui donner, ainsi qu'aux ingénieurs, des conseils halakhiques – relatifs à la loi juive – concernant les travaux menés sur un lieu saint.

« C'était important d'obtenir la bénédiction d'une autorité rabbinique significative pour cette initiative de restauration que nous avons prévue », s'exclame Tiffen. « Après avoir présenté le projet à Rabbi Amar, il nous a donné sa bénédiction et des conseils – notamment celui que nous ne devons pas toucher ou bouger le tombeau lui-même ».

Schaffer qui, à l'époque, avait été dans sa carrière à la tête du département de conservation au sein de l'Autorité israélienne des antiquités, avait immédiatement fait part de son enthousiasme à l'idée de rejoindre le projet, émettant néanmoins une

réserve : « Je leur ai dit d'emblée que j'étais prêt à aller en Irak, à une seule condition : celle que mon partenaire, Meir Ronen, vienne avec nous ».

« Certaines personnes ont pu me demander si mon épouse avait pu tenter d'utiliser son droit de veto contre ce voyage mais, en fait, elle a voulu se joindre à nous », confie Schaffer récemment au Times of Israel. « Il nous est apparu clairement qu'il fallait qu'on le fasse et on l'a fait totalement bénévolement, sans rien toucher pour le voyage ou pour le travail que nous avons abattu là-bas ».

Si la volonté était bien là, restait le problème de parvenir à pénétrer sur le territoire irakien. Tandis que certains Israéliens peuvent se rendre au Kurdistan, entrer en Irak nécessite habituellement de présenter un passeport d'un autre pays.

Les autorités kurdes avaient

accepté de faire venir les Israéliens qui avaient aussi profité du soutien enthousiaste et d'une autorisation spéciale délivrée par le ministre de l'Intérieur de l'époque, Aryeh Deri (l'État juif interdit à ses citoyens d'aller en Irak, pays ennemi d'Israël). Si Schaffer raconte le voyage en Irak avec moult détails, Tiffen demande qu'aucune précision ne soit publiée sur la manière dont le groupe est entré dans le pays et dont l'équipe s'est rendue à Alqosh, craignant de mettre en péril de futures opérations.

Une fois arrivés à Alqosh, les deux ingénieurs avaient visité le sanctuaire en ruines et ils s'étaient mis au travail en établissant d'abord un plan de restauration, ce qui leur avait pris plusieurs jours. Pendant ce temps, ils avaient été hébergés par un prêtre chaldéen dans une chambre d'hôtes affiliée au monastère Rabban Hermizd, l'hôtel le plus proche se situant à plus d'une heure de voiture.

Le deuxième jour, le groupe était allé visiter la ville et ses environs, se rapprochant de Mossoul où venait de se terminer une importante bataille pour reprendre la ville qui se trouvait aux mains de l'État islamique. Sheryl Benard, devant, au centre, avec des bénévoles de l'ARCH, des Irakiens et des peshmergas kurdes à Batnaya, en Irak, peu après la reprise de la ville de l'État islamique, en avril 2017. Derrière se trouvent, de droite à gauche, Yaakov Schaffer, Meir Ronen et Adam Tiffen. (Autorisation : Cheryl Benard)

« Je ne vais pas vous dire que je n'avais pas peur mais j'ai su dépasser cette crainte. C'était effrayant de voir toutes ces villes en ruines autour de nous. Elles avaient été détruites par l'État islamique ou par les bombes américaines », se souvient Schaffer. « Ce secteur était important pour les yézidis et pour les catholiques chaldéens ».

Il était également important pour les Juifs.



Rabbi Shlomo Amar, à droite, donne sa bénédiction à Adam Tiffen en Israël, en mai 2018. (Autorisation : Yehuda Ben-Yosef)

Dévasté

« PROCLAMATION sur Ninive », dit la première phrase du livre de Nahum. « Livre de la vision de Nahoum, du village d'Elkosh ». Le livre de Nahum, septième des douze livres des petits prophètes dans la Bible, raconte la destruction de la grande capitale assyrienne de Ninive, située aux abords de la Mossoul contemporaine, un événement probablement survenu aux abords de l'an 612 avant l'ère commune. « Tous ceux qui te verront s'enfuiront en disant : 'Ninive est dévastée ! Qui la plaindra ? Où donc te trouver des consolateurs ? »

Peu de choses sont connues au sujet de Nahum qui aurait vécu au 7^e siècle avant l'ère commune et dont la famille pourrait être venue depuis l'Assyrie avec les tribus israélites en exil.

Tandis que certains spécialistes placent la ville d'Elkosh de Nahum en Galilée, d'autres désignent plutôt la ville assyrienne d'Alqosh. Pendant des siècles, sinon des millénaires, les Juifs du secteur ont considéré le sanctuaire d'Alqosh comme étant le tombeau de Nahum et ils ont construit une synagogue autour pour accueillir les nombreux pèlerins venus se recueillir.

« Ce qui est important ici, c'est cette croyance de très longue date, depuis plus de 2 000 ans, que c'est le tombeau de Nahum. Si pendant 2 000 ans les gens ont pensé, les gens ont cru que c'est là que le prophète avait été inhumé, c'est que cette structure était d'une grande importance », explique Schaffer.

Personne ne sait quand la synagogue a été construite mais Schaffer note que le bâtiment rappelle la période du roi Hérode, et il la compare à une version miniature du Second Temple de Jérusalem. Mais l'architecture présente également des indices révélateurs.

« Toute ma vie, j'ai été impliqué dans les antiquités, dans l'histoire et dans la Bible », indique Schaffer. « C'est une synagogue qui

se trouve ici depuis le Moyen-Âge au moins. Je peux le voir par sa structure, avec ses voûtes et la forme du dôme ».

« Sur les piliers environnants, nous avons vu des inscriptions en hébreu », ajoute-t-il. « Certaines sont en hébreu, d'autres en lettres d'imprimerie dans une langue qui s'inspire de l'arabe et de l'hébreu. »

Dans les années 1950, alors que les familles juives fuyaient l'Irak, les Juifs d'Alqosh avaient demandé à la famille Shajah de sauvegarder le tombeau. Ce qu'elle a fait jusqu'à présent, nettoyant et préservant le bâtiment en plus d'en contrôler l'accès.

Quand l'État islamique avait lancé sa campagne de terreur et de destruction dans la région,

aux destructions irréversibles qui ont été infligées à d'autres tombeaux vénérés par les Juifs en Irak.

Les forces irakiennes soutenues par des membres des Hashed al-Shaabi (unités de mobilisation populaire) dans le désert occidental de la région d'al-Hadar, dans le nord du pays, à 105 kilomètres de Mossoul, le 23 novembre 2017. (Crédit : AFP/Stringer)

Mais ce que les terroristes de l'État islamique ont été dans l'incapacité de faire, le temps et la négligence l'avaient déjà fait.

Au moment où le groupe était arrivé là, en 2017, un grand nombre des salles de la synagogue étaient déjà complètement détruites et un toit qui



Sheryl Benard, devant, au centre, avec des bénévoles de l'ARCH, des Irakiens et des peshmergas kurdes à Batnaya, en Irak, peu après la reprise de la ville de l'État islamique, en avril 2017. Derrière se trouvent, de droite à gauche, Yaakov Schaffer, Meir Ronen et Adam Tiffen. (Auto-risation : Cheryl Benard)

un grand nombre de personnes avaient eu peur que cela ne soit qu'une question de temps avant que l'organisation terroriste ne vienne à Alqosh, détruisant le sanctuaire et le monastère Rabban Hormizd, vieux de 1 400 ans.

Mais le groupe n'était jamais arrivé jusqu'à la ville qui est nichée aux contreforts des montagnes de Zagros, à environ 40 kilomètres au nord de Mossoul, et le sanctuaire a échappé

avait été construit dans les années 1970 pour protéger la structure s'était effondré, causant encore davantage de dommages.

« Il n'y a pas eu de dégâts commis par l'État islamique mais le sanctuaire était complètement négligé, à l'abandon, l'endroit était dans un sale état », se souvient Ronen, l'autre ingénieur israélien. « La première étape, ça a été de se convaincre que l'ensemble

pourrait être effectivement restauré ».

Le rapport établi par Schaffer et Ronen l'établissait clairement : Si aucun travail n'était pas immédiatement effectué dans le but de stabiliser la structure, le vent et la pluie entraînerait son effondrement complet dans les mois suivants.

« Nous avons recommandé de construire une structure carrée au-dessus du tombeau, dominée par un dôme », raconte Schaffer.

Et au cours des six mois suivants, les équipes ont œuvré à stabiliser la structure et à empêcher le toit de s'effondrer avant de se lancer dans le projet plus large de restauration de tout le bâtiment qui accueillait la synagogue – un ouvrage confié à la firme tchèque GEMA ART International. Cette entreprise, spécialiste de la reconstruction des sites religieux et antiques, avait d'ores et déjà été impliquée dans un certain nombre de projets au Kurdistan et notamment dans la restauration de la citadelle d'Erbil, en 2017.

Ronen note que le travail de reconstruction devait être planifié sans recourir au béton et à l'acier. « La structure devait être avant tout stabilisée avant d'être reconstruite en utilisant la langue de la structure existante », dit-il.

« Le travail de restauration en lui-même a été planifié en fonction de l'endroit où se trouvaient les arches, qui suivaient la structure des fondations », ajoute-t-il. « Ce n'était finalement pas très compliqué parce que c'est un type de construction qu'on voit souvent ; il est familier. Il a été facile de reconstituer intellectuellement ce qu'était la structure originale, ce site n'ayant connu aucun travail de restauration depuis des siècles ».

Tiffen remarque qu'il a fait découvrir les travaux de restauration à l'ambassadeur américain en Irak au mois de janvier

2020, prévoyant de terminer l'ouvrage à la fin du printemps, à temps pour la fête juive qui est traditionnellement associée aux importants pèlerinages réalisés dans les tombeaux.

« Nous étions sur le point de terminer les travaux à temps pour Shavuot en 2020, mais tout s'est arrêté à cause de la pandémie », déclare-t-il. « C'est déjà complètement incroyable de savoir que cette initiative toute entière, malgré les défis qui se présentaient, aurait pu se terminer à temps et sans dépassement du budget s'il n'y avait pas eu la COVID-19 ».

Finalement, les travaux de restauration se sont terminés au printemps 2021.

Benard explique que ce projet a été « le plus satisfaisant » qu'elle n'ait jamais fait parce qu'il a pu bénéficier à la communauté au sens large en plus de préserver le patrimoine juif. Elle note que l'ARCH travaille actuellement sur d'autres projets en Irak et même en Afghanistan.

« C'était dur pour eux d'aller voir ces ruines d'un bâtiment si ancien chaque jour, un bâtiment qui a fait partie de l'identité de la ville pendant des centaines d'années, placé au beau milieu de la ville », dit-elle. « Quand nous avons commencé, ils ont pensé qu'on ne ferait que passer et qu'ils ne nous reverraient plus. Mais les travaux ont été menés à bien ».

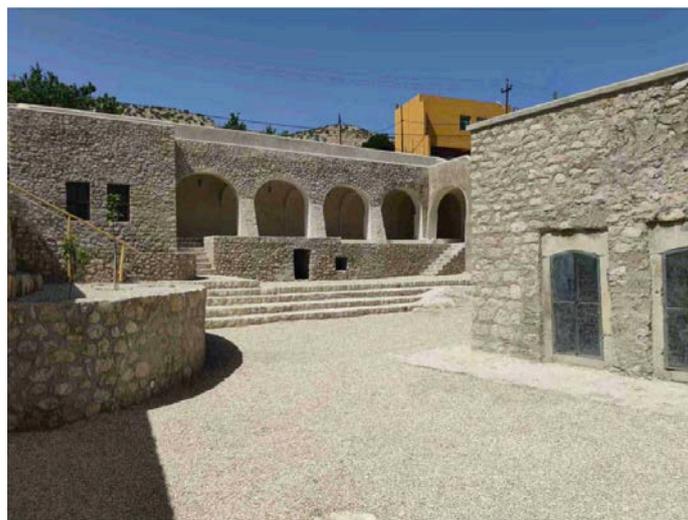
« Un rappel tangible »

En étudiant le sanctuaire, Schaffer a remarqué une opportunité de peut-être dissiper un mystère de longue haleine.

En 1891, le géographe français Vital Quint avait affirmé que huit ans auparavant, les ossements du prophète Nahum avaient été déplacés dans une église chrétienne sans que les Juifs ne le remarquent. Il avait

déclaré que ces derniers priaient devant une tombe vide et, bien que son récit ait été hautement contesté, le mythe avait, d'une certaine manière, persisté.

« Les chrétiens disent qu'il y avait eu des craintes, à un moment donné, que les Juifs qui quittaient l'endroit n'emportent avec eux les ossements de Nahum et les chrétiens les auraient donc pris et ils les auraient enterrés dans l'église », indique



Le tombeau reconstruit de Nahum (Autorisation : Adam Tiffen)

Schaffer.

Si Schaffer n'a pas ouvert l'ancien tombeau pour y chercher des ossements, il a réfléchi toutefois à ramasser un éclat de bois du tombeau pour le soumettre à un test ADN.

« Mon objectif était d'analyser le morceau de bois et de donner une date approximative », dit-il, notant des similarités avec d'autres sanctuaires en Irak qui auraient appartenu à des prophètes bibliques et qui ont été depuis détruits par l'EI.

Finalement, Schaffer n'a pas fait ce qu'il avait prévu de faire et GEMA a construit une cage en bois à placer sur le tombeau pour le protéger pendant les travaux de restauration.

« Je me soumetts à la loi », s'exclame-t-il. « Même si cela n'aurait en aucun cas porté

préjudice à la structure si j'avais prélevé un morceau, j'ai eu peur que cela soit considéré comme un vol d'antiquités – ce qui est strictement interdit. Ronen était d'accord avec moi là-dessus ».

« L'importance de l'endroit ici, est culturelle. Et il est important non seulement pour les Juifs mais aussi pour les chrétiens », renchérit Ronen. « Nous avons été étonnés de voir comment les chrétiens locaux

visite le tombeau de Nahum dans le nord de l'Irak, le 26 avril 2019. (Autorisation/US Consulate General in Erbil)

Même si la communauté juive d'origine kurde en Israël ne devrait pas repartir pour Alqosh, un grand nombre de ses membres entretient encore un lien fort avec la ville.

En préparant les travaux de reconstruction, Tiffen et Benard ont fait plusieurs voyages au sein de l'État juif pour y rencontrer des membres de la communauté, notamment ses leaders comme Yehuda Ben Yosef et Zaken, le spécialiste.

« Nous avons voulu capturer ce patrimoine culturel intangible – les histoires et les légendes des membres de la communauté et, dans l'idéal, nous avons voulu aussi rencontrer des personnes qui se souvenaient d'avoir visité la synagogue quand elles étaient jeunes », note-t-il.

« Pour les Juifs, ce tombeau restauré est un rappel tangible de leur lien à cette terre, et la synagogue qui a été reconstruite pourra aider à éduquer les générations futures sur les diversités historique, culturelle et religieuse de la région », ajoute-t-il.

Aujourd'hui, le tombeau est ouvert aux visiteurs – même s'il est difficile de dire si les Israéliens y sont les bienvenus.

« Je ne peux pas vous dire si cela va pouvoir se faire aujourd'hui. Le secteur est dangereux pour les Israéliens », répond Tiffen alors qu'il lui est demandé si les Israéliens pourront se rendre au sanctuaire en pèlerinage. « Notre espoir, c'est que la synagogue restaurée puisse devenir un symbole d'espoir dans la région et un rappel non pas de ce qui a été seulement, mais aussi de ce qui pourrait encore être à l'avenir ».

ont gardé le tombeau pendant des générations ».

Benard, la dirigeante de l'ARCH, se souvient que pendant les travaux de restauration, les locaux qui se souvenaient des Juifs de la ville demandaient s'ils reviendraient ici pour reconstruire le sanctuaire – sans appréhension aucune et même avec une certaine impatience.

« Ils nous ont parlé de ça avec amitié, de manière positive et accueillante », déclare-t-elle. « C'est important de comprendre que dans certaines communautés, ces Juifs qu'ils côtoyaient leur manquent et qu'ils s'en rappellent avec affection, en espérant qu'ils reviennent un jour. »

Le chargé d'affaires américain en Irak Joey Hood, au centre,

Iraq's Elections: Gloomy but Promising Outcomes

BulleWith the lowest voter turnout since 2003, Iranian and Turkish proxies lost, and the country will get into a darker era if election winners don't work together, mainly Baghdad and Erbil.

Two years ago in the month of October, thousands of Iraqi youth across the country, mainly in Baghdad, rose against the political system that had created poor living conditions, unemployment, lack of primary services, and above all, maintained the most corrupt government worldwide. The far majority of the protesters were non-partisan and unsupported by any political party; nor did they accept adoption by any party. But they were faced with brutal attacks by various forces. Many young demonstrators were killed and shot by Iranian-backed militias; ideological Iraqi Shia proxies created by Iran and funded by the Iraqi government known as "Popular Mobilization Units" or "PMUs." However, the powerful presence of the protestors led to some concessions and change in the government, including the resignation of the cabinet in 2019, reforming election laws, and holding snap elections. But little had changed since the interim government led by Mustafa al Kadhimi, who is not part of Iran's circle but faced regional and internal challenges and was not efficient enough to heed the entire demands of the protestors. After two years of a status quo, inclusive government, the snap election took place on October 10, 2021. The results were announced by the Independent High Electoral Commission (IHEC), but the outcome was both disappointing and promising.



According to the IHEC, the voter turnout was 43 percent, which is the lowest since Iraq's liberation from the dictatorship of Saddam Hussien in 2003. The disappointment and the loss of confidence in both the political elite and the government since 2003 have significantly laid their shadows in the recent election turnout. Major issues facing Iraq include essential services such as electricity, water, unemployment, infrastructure, and above all, the security threats by both ISIS (Da'esh) and some factions of the Iranian-backed PMUs. The results somewhat mirrored constituents' frustrations toward the Iranian militias, political entities, and politicians for the destruction they caused to the country. For example, the Iranian-backed blocs lost dramatically in the elections, a sign of punishment by voters for the violent behaviors they practiced across the country since their official formation in 2014.

Among the biggest losers from the election is the Fateh bloc led by Hadi al Ameri, the Iranian-backed successor of Abu Mahdi al Muhandis, who was killed alongside Iranian General Qasem Soleimani. The Fateh bloc lost two-thirds of parliamentary seats, from 48 seats in 2018 to 15 in 2021. Ameri has long been accused of assassinating Sunnis since 2003, and his faction is frequently accused of destroying Sunni areas after the liberation from Da'esh, as well as oil smuggling. The Fateh bloc also includes Qais al-Khazali, an infamous extremist leader involved in numerous attacks, including attacks against civilians. Moreover, significant losers included Falih al-Fayyadh, the most senior Iraqi government official that was sanctioned by the US for human rights abuses. Al-Fayyadh was sacked by Prime Minister al Kadhimi and could only win four seats in the elections. Former Prime Minister Haider al Abadi, who was

backed by the US from 2016 to 2018, was also among the losers with his new partner, the Shia clerk Ammar al Hakim. The two leaders won four seats in comparison to the 60 seats they had in 2018.

Likewise, Turkish-backed blocs also performed poorly, including the Turkmen Front, which used to enjoy the support of Turkmen minorities, especially in Kirkuk. Instead, The Turkmen Front decreased in votes and lost a seat in Kirkuk. Ankara also supported a Sunni bloc backed by Khamis al Khanjar, a controversial businessman involved in corruption and close ties with Turkey's authoritarian President Recep Tayyip Erdogan. Al Khanjar could only win 13 seats in the Sunni region and significantly lost to his Sunni opponent Mohamed Al-Halbousi, who is the current parliament speaker and won most of the Sunni votes at 37 seats. Despite the low turnout, the winners had unsurprisingly good

results due to the discipline among their constituents, with the Shia Cleric Muqtada al Sadr winning 72 seats, and the Democratic Party of Kurdistan (KDP) winning 33 seats in the Kurdistan Region. Both KDP and Sadr supporters remain loyal to their ideologies, helping them to be non-competitive. For example, in the second Shia bloc, the unexpected winner was the former Iraqi Prime Minister, Noori al Maliki. Maliki won 35 seats, which is two seats less than half of what Sadr had won. The KDP won more than half of what the second place winner, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), won with 16 seats. Additionally, the Amtidad (Expansion) bloc, which enjoyed support from the 2019 protestors, gained 9 seats, which is a good performance for a newly established political party. The Amtidad movement also announced “understandings” with many of the independent winners, who are mostly secular Shias and are not backed by any political entity.

The majority of the Iraqis celebrated the loss of Iranian proxies since suffering the atrocities by the Iran-backed militias. However, the losers of the election, under the pact “Coordinating Framework”, rejected the

results. They held protests across the country on October 18, accusing “foreign powers” of intervening and rigging the election. The “Coordinating Framework” parties are mainly Iranian-backed groups, armed factions, and includes al Maliki, despite their surprising gain of 37 seats. Although al Maliki won the second most seats among the Shia powers, he has no hope in facing al Sadr to gain a majority control in the next cabinet election or to be selected as prime minister. Instead, communicating with the Iranian-backed blocs will grant him a better chance to be a “compromise” candidate between al Sadr’s nominee and the Iranian-backed candidate. The third option for Maliki is to stay as an opposition power and attack the next cabinet’s performance until a future election.

Will we see the same people running the country?

Though real dialogue has yet to form, the next government has not started its term, as the IHEC needs to confirm the results. The competition, as always, will primarily be on the prime ministership, the speaker, and the presidency. The current Prime Minister al Kadhim, enjoys western and regional back-

ing, and aims to be reelected to the post, especially after not running in the elections due to promises by al Sadr to retain him for another four years. But al Sadr’s position on al Kadhim is not clear, and he might change his opinion as he has done with others in the past. The current Speaker, al Halbusi, is also aiming to stay in his position after his de facto win in the Sunni region. Meanwhile, the President Barham Saleh, a Kurd of the PUK, has less of a chance to retain his position despite western backing for many reasons, including KDP’s major wins in the election and the party’s aim to win the presidency, especially after failing in that regard in 2018.

Logical questions have been circulating among activists: if al Kadhim, al Halbusi, and Saleh all remain in power, then why did Iraq hold elections in the first place, and what has changed? How far can the same people push against Iranian proxies, especially after being tested and failing in that regard? Additionally, can Sadr be trusted to stand against Iranian proxies given that he has vacillated on the issue so many times in the past?

The election results are indeed gloomy given its low voter turn-

out, but it could be promising if the winners deliver on what the people have demanded. But for the Kurds, it will be the same question, will the new Iraqi Government be the same old story? The answer is most likely yes, unless the Kurds demand their constitutional rights as a united front. Those rights include liberating and normalizing the disputed territories from material laws imposed by Baghdad, delivering the allocated budgets for the Kurdistan Region, and solving the outstanding issues outlined in the constitution that every elected cabinet has failed to do since 2005.

The threats against the US by Iranian proxies and the uncertainty of Sadr should only make the US support the Kurdistan region more in the upcoming talks to form the elected government. The US policymakers should make up for the failed policies on the Kurds, including the October 16, 2017 betrayal, when Washington turned a blind eye to Baghdad, Tehran, and Ankara attacking the Kurds. The change of US policy toward the Kurds would be quite easy, given that the US support of all previous prime ministers has backfired, including support for Abdi and al Maliki.

Kurdistan au féminin 26 octobre, 2021

La Rédaction a consulté le registre judiciaire

Un soldat turc arrêté à Van pour le viol de deux lycéennes

Le sergent turc Talip K. a été arrêté pour le viol de deux lycéennes dans la province kurde de Van.

Un nouveau cas de viol s’est rajouté à la liste de harcèlements, viols et agressions sexuelles dans les villes du Kurdistan du Nord, perpétrés

par des militaires, des policiers et des gardes villageois qui ciblent les femmes et enfants kurdes.

Talip K., un sergent spécialisé, a été envoyé en prison. Il est accusé d’avoir violé deux lycéennes qu’il avait emmenées en voiture chez lui. Le sergent

leur aurait fait boire de l’alcool puis les aurait frappées et violées.

Les élèves ont raconté ce qui leur était arrivé à leur conseiller d’orientation, signalent qu’elles avaient été menacées par le sergent pour qu’elles ne racontent pas ce qui c’était passé.

Le sergent spécialisé Talip K., détenu après les déclarations des victimes, a été envoyé en prison pour « privation de liberté » et « abus sexuel qualifié d’enfant ».

L’une des mineures qui a subi cette horreur a été placée dans un foyer d’État.

Kurdistan's Weekly Brief October 26, 2021

Iran

The Kurdistan Democratic Party of Iran (KDP-I) released three reports claiming the Iranian regime is attempting to change the demography of Iranian Kurdistan. Among other things, the reports outlined the resettlement of dozens of Turkish families in Mehabad. At the same time, the KDP-I reported Azeris have recently purchased large amounts of agricultural land from Kurds for above-market prices in Bokeran and Piranshahr, which raised fears among residents of a regime-funded project to dilute the area's Kurdish majority.

Iranian security forces arrested several Kurdish activists and citizens last week, including 66-year-old Abdullah Shadab in Shinno (Oshnavieh), a labor activist named Osman Ismaeli in Saqqez, a female activist named Marim Sadeqi in Sanandaj, and two Kurds from Piranshahr and Bokeran named Salah Alizadeh and Diako Lutfi. Moreover, the Hengaw Organization for Human Rights reported the fate of a female Kurd named Metra Taqi and her four-year-old son, Mehirsam Rasouli, remains unknown after they were arrested one month ago after returning to Iran from Iraqi Kurdistan. Lastly, Sanandaj's Islamic Revolutionary Court imposed a suspended sentence of two years in prison on a female activist named Roya Jalali for "membership in the Kurdistan Free Life Party (PJAK)."

Three Kurdish border porters (kolbars) were killed, and three were injured when their vehicle flipped over between Nowdeshah and Marivan on Saturday. Separately, two mines from the Iran-Iraq War injured two Kurdish civilians outside of Mehabad

and Harsin. Many of the mines from that conflict were planted by the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC), who, unlike the Iranian Army (Artesh), made little effort to recover the mines or record their locations.

Iraq

Iraq's Iranian-backed parties continued to dispute the election results announced by the Independent High Electoral Commission (IHEC) and held protests in Baghdad and several other governorates last week. On Sunday, Iraqi security forces prevented hundreds of pro-Iran protesters from assaulting the Green Zone. Concomitantly, the Iranian-backed Fatah Coalition, along with former prime ministers Haider al Abadi and Noori al Maliki, Shi'a cleric Ammar al Hakim, and former head of the Iranian-backed Popular Mobilization Forces (PMF) Falih al Fayyad, formed the Coordination Framework to organize efforts to dispute the election results and plan future political campaigns. Maliki, who sided with the Iranian-backed parties because his chances of becoming prime minister again are very small, hosted a meeting of the Framework's members at his home on Sunday. That said, the meeting was not attended by any of Iraq's Kurdish parties, and disputes remain between the Kurdish parties, primarily the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Democratic Party of Kurdistan (KDP), and the Iraqi government regarding who will serve as Iraq's president and governor of Kirkuk.

Turkey claimed its National Intelligence Organization (MIT) assassinated three Kurdistan Workers' Party (PKK) members in Kirkuk. Moreover, the PKK

accused Turkey of using chemical weapons 323 times during the past six months of its incursion into Iraqi Kurdistan. Turkish airstrikes also struck several locations near Peshmerga positions in Erbil Governorate's Soran District.

US Senators Chris Van Hollen (D-MD) and Marco Rubio (R-FL) introduced a concurrent resolution commemorating the 30th anniversary of Operation Provide Comfort, which implemented a no-fly zone in 1991 that protected Iraq's Kurds from Saddam Hussein's regime. The resolution reaffirms "the strong partnership between the United States and the Iraqi Kurds" and "the enduring respect and support of Congress for America's Kurdish friends."

Iraqi Prime Minister Mustafa al Kadhimi gave in to pressure from the Kurdistan Regional Government (KRG) and annulled a plan to establish an Iraqi military base on a site used by the former regime to massacre Kurds in Kirkuk Governorate's Tobzawa. Iraq's Ba'athist government held 55,000 Kurdish detainees at the Tobzawa camp who were later killed or buried alive in mass graves in southern Iraq.

Syria

The latest round of talks aimed at drafting a new Syrian constitution failed after four days of negotiations between the Assad regime and the Turkish-backed opposition in Geneva. The UN's chief mediator and Special Envoy of the Secretary-General for Syria, Geir O. Pedersen, described the most recent round of talks as a "big disappointment." The Kurdish-led Autonomous Administration of North and East Syria

(AANES) was excluded from the latest round of talks and prior summits due to Turkey's veto.

Turkish forces acted on President Recep Tayyip Erdogan's most recent threats to initiate a new military campaign in northeastern Syria by launching several probing attacks on AANES-controlled territories. Simultaneously, the US-backed Syrian Democratic Forces (SDF) announced a Turkish drone strike killed three SDF personnel, Huzan Qamishli, Kali Halab, and Amed Afrin, who were returning to Sarin from Kobani after receiving medical treatment on Saturday for wounds suffered in previous clashes with Turkish forces. The SDF also rejected Turkey's claim it killed nine SDF personnel near Afrin. That said, Turkish proxies shelled two Christian villages northwest of al Hasakah and an area near Tal Rifaat. Finally, Kurdish activists in Amuda protested Russia's ongoing failure to enforce a ceasefire it agreed to with Turkey in northeastern Syria.

The UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported Turkish proxies imposed new taxes on residents in occupied Afrin's Kurdish-majority Soho District. The "new levies" are for protection and will be imposed on local farmers and every vehicle that passes through the town. Meanwhile, another SOHR report claimed at least one fighter from the Turkish-backed al Sham Corps was killed in clashes with another Turkish-backed group known as the al Sharqia faction.

Turkey

On Thursday, the Turkish police

arrested 17 Peoples' Democratic Party (HDP) members in Izmir for criticizing the government in social media posts. The Turkish government continues to put immense pressure on the HDP and its supporters, resulting in thousands of arrests alone in 2021.

After the demand of ten embassies in Turkey to release

the Turkish philanthropist Osman Kavala from prison, President Erdogan bashed the appeal and declared the ambassadors as persona non grata. On Monday, the US embassy in Ankara said "the United States notes that it maintains compliance with Article 41 of the Vienna Convention on Diplomatic relations," a sign of withdrawing their appeal in regards to Kavala's case. Erdoğan's reaction was criticized by the HDP leaders Pervin Buldan and Mithat Sançar. "For a country that conflicts with all its neighboring states, whose currency is constantly losing value, whose foreign debt has exceeded 400 billion, and an important part of whose resources goes to war and armaments, new enemies are what it least needs." read the HDP statement. Further, the European

Commission also released a report about Turkey's "democratic backsliding" and "very worrying" situation in the Kurdish region. The report criticized the government for jailing 4,000 HDP members and the crackdown on the elected mayors. Additionally, the report covered Turkey's domestic issues, including corruption, which the government failed to counter, and civil society's challenges.

nice-matin

27 octobre, 2021

Pourquoi votre pot de Nutella est à l'origine d'une énorme grogne sociale en Turquie

Les producteurs de noisettes de Turquie, premier exportateur mondial, dénoncent la mainmise sur leurs récoltes de l'italien Ferrero, accusé de casser les prix.

"Ils ont le monopole, donc les mains libres. Mais ils achètent encore plus bas que l'an dernier. Cette année, je ne leur vendrai rien", prévient Aydin Simsek, 43 ans, surveillant du coin de l'œil la douzaine de ramasseurs kurdes accroupis qui enfourment à pleines poignées les noisettes dans de grands sacs de toile

Emmitouffée dans son épais gilet et son châle fleuri, Serife Koyu passe ainsi une douzaine d'heures par jour à Akyazi (nord-est), à genoux dans les feuillages malgré sa grossesse déjà bien visible.

Une journée de travail payée 12 euros pour cette femme venue en famille de Diyarbakir (sud-est) pour les six semaines de récolte.

Pour Mehmet Sirin, 25 ans, la capuche relevée sur sa casquette pour se garder de la bruine, "c'est de l'exploitation: les noisettes nous reviennent sous forme de Nutella, mais nous, on en tire bien moins de profit qu'eux".

"Une injustice pure", ajoute-t-il en se remettant à l'ouvrage.

Selon la FAO, le Fonds pour l'agri-

culture des Nations unies, la Turquie assure environ 70% de la production mondiale et 82% des exportations, très loin devant l'Italie (20%) et quelques pays qui se partagent les miettes, dont l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Iran.

Sur les 600 à 700.000 tonnes de noisettes ramassées, environ 300.000 partent à l'export: "Comment se fait-il que seuls les étrangers en tirent profit?", s'insurge le président de la chambre de commerce d'Istanbul, Omer Demir.

"Bon sang, ils nous les achètent 22 à 23 livres [environ 2 euros] le kilo et les revendent 23 dollars [20 euros]: comment on en arrive là? Il faut leur barrer la route."

Surtout qu'en fournissant outils et engrais aux paysans et en prépayant leur récolte à un prix fixé à l'avance, les principaux grossistes, comme ceux qui fournissent le groupe italien, "ne laissent aucune chance aux autres", regrette-t-il.

Car c'est vrai, personne ne peut s'aligner. Cabbar Saka le reconnaît, il n'a pas eu le choix: "Que pouvais-je faire? j'avais besoin d'argent pour le mariage de ma fille... J'ai vendu mes 1.600 kg de noisettes au grossiste".

Il a reçu l'argent tout de suite

quand le Bureau agricole (TMO, l'autorité publique de régulation) paie, lui, à tempérament.

"Pas à ce prix"

Le district d'Akyazi compte 5.500 producteurs déclarés. Devant les maisons, la récolte sèche en plein air sur des bâches, quelques jours pas plus, en surveillant constamment le ciel pour éviter les pluies.

"Ferrero et les grands acteurs du marché tirent les prix à la baisse", dénonce Sener Bayraktar, le président de la Chambre de commerce locale, qui accuse le géant italien de gonfler les estimations de récoltes pour peser sur les cours.

"Mais la crainte des producteurs, s'ils se plaignent, c'est de ne plus pouvoir vendre", relève-t-il.

"Ferrero a mis en place un système qui ne laisse aucune chance" aux acteurs locaux, assure M. Bayraktar, qui appelle les autorités à soutenir plus franchement les acteurs indépendants et ces derniers à relever leurs prix, pour inciter les producteurs à leur réserver leurs noisettes.

Sollicité par l'AFP, le géant italien se défend: "Nous n'achetons pas directement aux producteurs, nous passons par un réseau

d'acheteurs et de fournisseurs spécialisés (...) en respectant les lois du marché et sa dynamique", explique un porte-parole du siège, qui rappelle que Ferrero est présent en Turquie depuis plus de 35 ans.

L'approvisionnement turc en matière première étant indispensable à la production du Nutella et des rochers, le groupe a créé en 2014 une filiale locale, Ferrero Findik (noisettes, en turc) qui gère six usines de traitement (lavage, décoquillage et torréfaction) et un site de production de Nutella.

En 2014, le groupe a aussi racheté le roi de la noisette, Oltan, ce qui a fini de lui assurer le contrôle du marché et des cours.

Pour soutenir les producteurs de noisettes - 76.500 enregistrés - le ministère de l'Agriculture les pousse à se lancer eux-mêmes dans la transformation du produit au lieu de vendre seulement leur matière première, ce qui leur assurerait un meilleur revenu.

L'an dernier, Aydin Simsek avait vendu toute sa récolte à Ferrero. Cette année, il prévoit de la réserver intégralement, 15 tonnes espère-t-il, au TMO. "Quand Ferrero agira de bonne foi, je serai ravi moi aussi de manger du Nutella. Mais pas à ce prix."

The New York Times

October 27, 2021
By Vivian Yee

Iran Will Rejoin Nuclear Talks, Top Negotiator Says

Negotiations on reviving the 2015 nuclear accord are to resume in November, but it is unclear if the United States will take part in them.

Iran will rejoin international talks on limiting its nuclear program before the end of November, its deputy foreign minister and chief negotiator said Wednesday, raising hopes that negotiations stalled since June by the election of a hard-line Iranian president can be revived.

The official, Ali Bagheri Kani, said on Twitter that Iran had agreed to restart talks on reviving the 2015 nuclear deal after “very serious & constructive dialogue” with Enrique Mora, a European Union negotiator. Mr. Bagheri Kani met with Mr. Mora in Brussels this week to seek a path back to the negotiating table.

The exact date for the new talks will be announced within a week, Mr. Bagheri Kani wrote. But he did not say who would attend — leaving open the question of whether the United States, which is at odds with Tehran over the terms of negotiations, would be participating.

There was no immediate reaction from the Biden administration, which has tried to re-engage with Iran on its nuclear program.

The negotiations stopped after Iran’s presidential election in June, won by an ultraconser-



Credit...Arash Khamooshi for The New York Times

vative, Ebrahim Raisi, after his most potent opponents, including more moderate contenders, were barred from running. He replaced the president who had negotiated the 2015 deal with the United States and European powers.

Negotiated by the Obama administration, the agreement called for Iran to limit its enrichment of uranium for 15 years, to prevent it from developing a nuclear weapon, in exchange for the lifting of crippling economic sanctions. President Donald J. Trump reimposed sanctions in 2018 in hopes that choking Iran’s economy again would force it to negotiate more restrictive terms.

Iran’s previous president, Hassan Rouhani, had been elected amid hopes that a deal could open up Iran’s economy, offering new opportunities and better lives for a population that has lived under some form of Western sanctions for decades. But after Mr. Trump reneged on the deal, Mr. Rouhani’s approach was widely discredited, even among moderate Iranians who had supported accommodation with the West.

When the Biden administration tried to restart talks this year, prospects for a new deal were already in doubt. Iran had already enriched uranium far beyond the limits set in 2015, and experts said it had made

irreversible advances in nuclear technology.

In addition, the new government has an acute distrust of the United States and its European partners, and Iranian officials have questioned whether their American counterparts can be trusted not to back out of any new deal, as they did with the original.

“The new government is stocked with officials extremely skeptical about Washington and dubious that the original agreement was worth it, let alone a revived version of it,” said Henry Rome, an analyst at the Eurasia Group.

Mr. Raisi, who took office in August, ran for the presidency promising a far tougher stance toward the West. He has said he would move forward with nuclear talks only if the United States first returned to upholding its end of the bargain by canceling Mr. Trump’s sanctions.

In a previous Twitter post, Mr. Bagheri Kani said, “Iran is determined to engage in negotiations that would remove unlawful and cruel sanctions in a full & effective manner, secure normalization of trade & economic relations w/ Iran, and provide credible guarantee for no further reneging.”



Laura Pitel in Ankara
27-10-2021

Will the ailing Turkish economy bring Erdogan down?

When one brave soul from Recep Tayyip Erdogan's ruling party decided to confront him about mounting public discontent over the economy, he was met with short shrift.

"You are lying. I know the street better than you do," Erdogan replied angrily, according to the Turkish president's interlocutor, who remains a party member: "He is convinced that some in the party and in government are exaggerating the problems."

Erdoğan is facing growing warning signals that his idiosyncratic approach to running Turkey's \$765bn economy is not working. While economic growth looks good on paper, it has not translated into jobs. Inflation reached almost 20 per cent in September, and the currency is losing value. A decade ago it cost around 1.8 lira to buy a single dollar; today that figure is almost 10.

Most crucially for the president, who on Wednesday marks the 19th anniversary of his ascent to national power, support for his Justice and Development party (AKP) has fallen around 10 percentage points from parliamentary elections in 2018 to hit historic lows of between 30 and 33 per cent.

"The main and most important reason is the economy," says Ozer Sencar, head of the polling company Metropoll. "Right now there is a large group of people who cannot meet their basic needs. About 30 per cent of the electorate cannot get by. This is the fundamental reason why people are leaving the AKP."

Turkey's opposition has never been so bullish. Even if others accuse them of wishful thinking, they are convinced that the failing economy is going to help them bring Erdogan down. The



Kemal Kilicdaroglu, leader of the Republican People's party, at the Turkish Grand National Assembly in Ankara in October © Adem Altan/AFP/Getty Images

next round of elections is scheduled for 2023, the centenary of the founding of the modern Turkish republic, but some analysts predict that a snap vote could be held as early as the first half of next year.

"There is not long left," Kemal Kilicdaroglu, the leader of the country's opposition Republican People's party (CHP), told the country in October. "Be patient. You might be hungry. Your electricity might get cut off. You might get arrested, thrown into prison and even tortured and strip-searched. But be patient. There is not long left."

Yet the Turkish president, surrounded by sycophants and dogged by rumours about his

health, appears either unable or unwilling to listen to those urging him to change course.

In October, he stunned the markets again when his central bank slashed interest rates amid soaring inflation, and at a time when central banks around the world are raising rates. The risky move triggered a fresh plunge in the lira, widely viewed as a barometer of the country's economic health. Days later, he risked the worst diplomatic crisis in decades by ordering the expulsion of 10 western ambassadors who had called for the release of a jailed philanthropist, before backing down from the threat.

"Domestic policy, foreign policy,

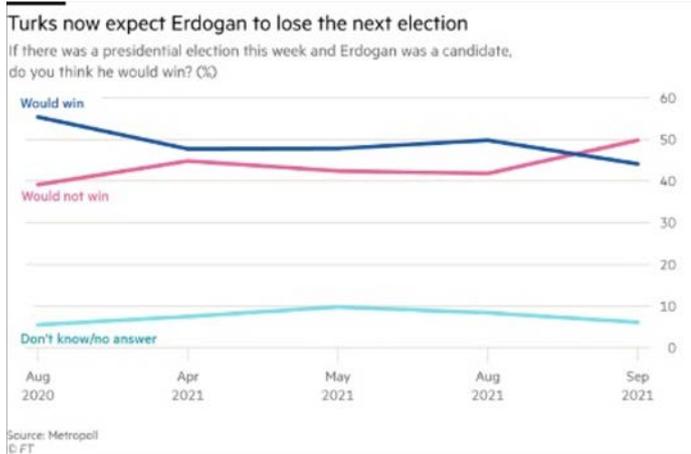
the economy, it's all going from bad to worse, says one former minister who is unhappy with the direction of travel but has chosen to remain inside the AKP. "There is still a chance to turn the situation around, to change the atmosphere. But there's only one man who can do that. It's up to him."

Erdogan's critics say that is nonsense, arguing that the president has run out of energy, ideas and time. Upbeat opposition officials say there are already signs that the winds are changing. Bureaucrats are looking over their shoulder, they say, amid warnings from Kilicdaroglu that they will be held to account for decisions they make now.

Prominent company bosses, including some notorious for their links to the AKP, have begun to make tentative approaches to the centre right IYI party, says Umit Ozlale, one of its vice-presidents. "Either they are hedging their political risk or they perfectly see that everything is going wrong and they are ready to show their support."

'Growth at any cost'

Though still a formidable politician, today Erdogan often looks tired and gaunt. The president momentarily appeared to



fall asleep during a video message to party officials in July. Amid mounting rumours about the state of his health, his aides produced a video last month on social media showing the 67-year-old president, dressed in a baseball cap and fluorescent tabard, playing basketball. Government officials say the president still draws energy from getting out on to the streets, but his encounters with the public have increasingly been marred by missteps. Last year, on a visit to the eastern city of Malatya, he told one voter who said he was struggling to feed his family that he was exaggerating. Over the summer he was widely mocked when, during a visit to a region ravaged by wildfires, he sought to console residents by tossing bags of tea from his presidential bus.

Ozlele, whose IYI party has been soaring in the polls and which could form a government with the CHP if the opposition were to win power, says the highly centralised executive presidency put in place by the Turkish leader three years ago is not capable of dealing with the country's growing problems. "Erdogan is the only decision maker," he says. "He does not have a good information network. He's getting older, more tired."

The president, who for years won elections on the back of ushering in greater prosperity for millions, continues to trumpet the country's impressive headline growth figures. The IMF projects that Turkey's gross do-

mestic product will expand by 9 per cent this year — a rate that puts it ahead of China and just behind India. But even the country's largest business association, Tusiad, which is often



Central bank governor Sahap Kavcioglu began cutting rates in September © Turkish Central Bank/Reuters

reticent about criticising Erdogan's policies, has warned that the government's obsessive focus on growth at any cost is damaging the country.

Wage growth has failed to keep pace with rampant inflation. Low-income households have been hit hardest by the accompanying decline in living standards. The poverty rate, which fell dramatically during the AKP's first decade and a half in power, began to rise again in 2019 in the aftermath of a severe currency crisis that triggered a recession and caused the loss of 1m jobs.

"This translated into nearly 1.5m additional poor, a total of 8.4m nationally, erasing almost all the gains achieved in the three years preceding the economic turmoil," warned a World Bank

report this year that predicted the trend would be exacerbated by the Covid pandemic.

Refet Gurkaynak, professor of economics at Ankara's Bilkent University, says it feels "insulting" to the public to be told that the economy is booming against this backdrop. "In their daily lives they see unemployment, rampant inflation and eroding purchasing power and their lives are clearly not getting any better — in fact they're being made much worse."

Despite this, Erdogan has relied on using cheap credit to stoke consumption and construction even as that model has caused chronic inflation and a weak currency and made the country

peatedly demanding and getting lower interest rates — which he believes, contrary to economic orthodoxy, help combat inflation. The combination of loose monetary policy and runaway price rises has caused the country to lurch through a succession of sharp currency depreciations.

International investors, whose money is needed to finance Turkey's \$450bn external debt burden, were briefly cheered last year when Erdogan in effect fired his son-in-law, Berat Albayrak, after a disastrous two-year stint as finance minister. At the same time, they welcomed the appointment of Naci Agbal, a respected technocrat, to the helm of the central bank. But Agbal lasted just four months before he too was sacked by the president — the third firing of a central bank governor in less than two years. His successor, Sahap Kavcioglu, is a former state bank official who in September began cutting rates.

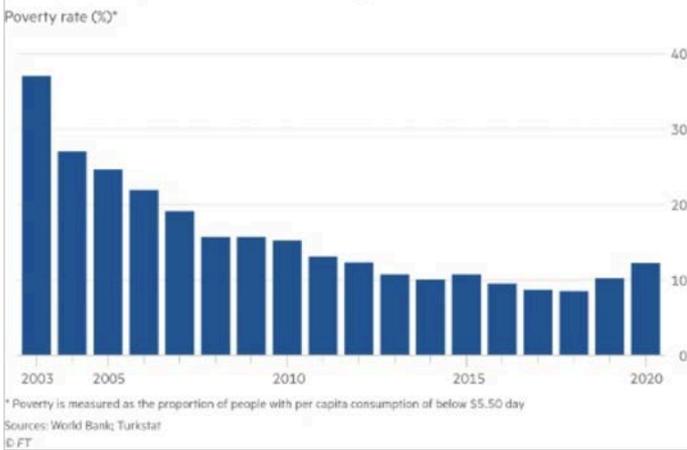
"It seems to be groundhog day," says Joseph Mouawad, a portfolio manager at the asset manager Carmignac. "We keep having these cycles: the Turkish central bank hikes rates, Erdogan gets upset, changes the staff, they cut rates and then when it is really bad it changes again and they hike rates."

Mouawad warns that, this time around, the experiment is "more dangerous" due to rising energy prices that will add to Turkey's import bill and a shift towards



Wage growth has failed to keep pace with rampant inflation, hitting low-income households © Moe Zoyari/Bloomberg

Turkey's poverty rate has reached its highest level since 2012



rate hikes by global central banks that could divert capital from emerging markets. “You could end up with a low growth and high inflation-type situation, which is the worst of all worlds.”

willing to tell him. “The president doesn’t like strong people around him. Everyone knows that,” says one government official. “So no one is willing to speak the truth.”



The central bank’s decision to cut interest rates again triggered a fresh plunge in the lira in October © Moe Zoyari/Bloomberg

Reluctance to speak the truth

Exasperated members of the government and the business community claim that Erdogan, who has sidelined internal critics, has a tenuous grasp of economics and is rarely challenged even by members of his own cabinet.

“The ministers tell us: ‘you need to talk to the president so that he understands the situation’,” says an executive at a major Turkish conglomerate. “But why should we? This is their job.”

Party insiders say some senior advisers in Erdogan’s entourage privately oppose his obsession with cutting rates but are un-

Others believe that the president’s approach is more calculated than ignorant. Burak Bilgehan Ozpek, a political scientist at Ankara’s TOBB University, says low interest rates

and a cheap currency benefit the network of cronies, especially those in the construction and tourism sectors, who have helped prop up Erdogan’s government.

He adds: “The correct term here is survival...He doesn’t want to have a dynamic economy, he doesn’t want to make the Turkish economy great but he wants an economy that is sufficient for him to win the next election.”

Ozpek is doubtful that the strategy will work in light of the opposition’s tactical shift away from identity politics based on religious, cultural and ethnic divides that alienated AKP supporters, and on to what they say is the ruling party’s inability to govern. Erdogan’s opponents are “raising questions about the ability of the AKP elite rather than its ideology and identity”, he says. “And this strategy is working under such economic conditions.”

While there is dismay within the AKP at the direction of travel, there is no obvious internal challenger to the Turkish president.

Albayrak, who is married to Erdogan’s daughter and was once seen as his chosen successor, has disappeared from public view. Suleyman Soylu, the charismatic and ambitious interior minister, was damaged by a series of recent corruption allegations made by an exiled mafia boss. Soylu denies the allegations. Despite everything,

Wages have not kept pace with Turkey's double-digit inflation



the brand of Erdogan — whose tough guy image and tub-thumping rhetoric still inspires a hardcore of supporters — remains, according to polling, more popular than that of the AKP itself.

How many autocrats step down?

While the opposition is fizzing with optimism that the end of the Erdogan era is in sight, many foreign observers are much more downbeat. “They’re dreaming,” says one European diplomat. “How many autocrats can you think of who have just stepped down?”

Buoyant opposition officials say their stunning defeat of the AKP in municipal elections in Istanbul and Ankara in 2019, when they banded together behind a unity candidate in each city, show that Erdogan can be defeated when they join forces.

They brush away concerns that elements of Turkey’s deep state — which includes the intelligence service, police, military and criminal elements, and has links to Erdogan’s ultranationalist coalition partner — could move to prop up an ailing president. “When it is clear the ship is sinking, everyone will jump off,” says a senior member of one opposition party. “I don’t just mean in the AKP, I also mean in the bureaucracy, the military. Do you think the military will stand up for him if he’s going down? They will not.”

Others counter that the Turkish leader was so fearful of losing Istanbul that, after the narrow victory of opposition candidate Ekrem Imamoglu in 2019, he declared the results fraudulent and forced a rerun of the contest, only to lose that vote too.

“It shows how far Erdogan is willing to go to win an election,” says Asli Aydintasbas, a senior fellow at the European Council on Foreign Relations. “This tells us that it’s not just going to be what happens at the ballot, it’s not just a numbers game, but

there will also be all kinds of political pressures and resistance from Erdogan and his coalition partners.”

Some worry that he could seek to cancel elections altogether, or that the country could descend into a wave of violence such as the one that followed a June 2015 election, when the AKP lost its parliamentary majority for the first time.

An equally salient concern is the capacity of the opposition, which first joined forces for national elections in 2018, to waste the opportunity. So far, their unlikely alliance of the leftist CHP, rightwing IYI, Kurds and several other smaller parties has managed to stay united



Members of the Confederation of Public Employees' Unions hold banners as they protest over wages and working conditions in August © Adem Altan/AFP/Getty Images

despite Erdogan's persistent attempts to break it up. But there could be a messy showdown over the choice of a unity

candidate to run against the Turkish president. Worryingly for the members of the opposition bloc, polling sug-

gests that a large number of undecided voters, many of them disillusioned AKP supporters, still do not trust them. “They are leaving the AKP but they don't see any opposition party as their home,” says Sencar, the pollster. “If the opposition does not field a strong enough candidate then Tayyip Erdogan still has the chance to win.”

The stakes could not be higher for Turkey's 83m inhabitants. “When a government has been around for 20 years I think there is an unmistakable track record of what they're going to deliver,” says Gurkaynak, the Bilkent University professor. “I don't think this country — or any other country — can take many more years of that.”

l'express

Par Corentin Pennarguear
le 28 octobre

Turquie : les très chers caprices diplomatiques d'Erdogan

Empêtré dans une crise monétaire, le président turc a finalement renoncé à expulser dix ambassadeurs occidentaux.

Recep Tayyip Erdogan a le sens du timing. Le 23 octobre, une semaine exactement avant le G20, le président turc s'en est pris à dix ambassadeurs occidentaux, dont ceux de la France, de l'Allemagne et des Etats-Unis. Coupables d'avoir défendu Osman Kavala, philanthrope turc emprisonné depuis quatre ans sans jugement, ces diplomates sont désormais *personæ non grææ* Turquie, mais ne seront pas expulsés. Et pour cause, Ankara n'a pas les moyens d'une opposition frontale avec l'Occident. La livre turque, qui

a perdu un quart de sa valeur depuis le début de l'année, a plongé à son plus bas niveau historique au lendemain des sanctions, et les investisseurs étrangers fuient le pays, alors que les caisses sonnent creux et que l'inflation atteint 19,5%. « Par peur de perdre le pouvoir, le président entraîne tous les Turcs dans sa chute », s'inquiète un député de l'opposition.

Avec ses diatribes anti-occidentales, Erdogan espère remobiliser sa base électorale, composée d'islamistes et d'ul-

tranationalistes, et cacher l'état déplorable de l'économie. Une recette populiste éculée, tous les instituts de sondages le donnant perdant pour les prochaines élections, en 2023. « Quand Erdogan perd du pouvoir, son côté autoritaire et agressif prend le dessus, presque malgré lui, observe Kerem Oktem, spécialiste de la Turquie à l'université Ca' Foscari de Venise. Et plus le scrutin approche, plus il sera dangereux. » Pour ses « alliés » de l'Otan, mais plus encore pour ses 84 millions de concitoyens.

En Iran, les stations-service paralysées à la suite d'une attaque informatique

La panne affectant le système de paiement de l'essence subventionnée est un nouvel épisode de la cyberguerre opposant Israël à la République islamique.

Des stations d'essence fermées, des files d'attente qui s'allongent et un parfum de cyberguerre. Mardi 26 octobre, le système de paiement par carte numérique utilisé par les automobilistes iraniens pour l'achat de leur quota d'essence subventionnée – trois fois moins chère que les prix du marché – a été paralysé par ce que les autorités iraniennes ont qualifié de « cyberattaque ».

Une attaque qui « pourrait être l'œuvre d'un pays étranger », a affirmé Abolhassan Firouzabadi, le secrétaire du Conseil suprême du cyberspace. Si la République islamique n'a pas désigné nommément le coupable, les regards, en Iran, se portent une nouvelle fois sur Israël.

Le lendemain, mercredi, seules 5 % des 4 300 stations-service du pays avaient été reconnectées au réseau, selon la compagnie nationale de distribution de produits pétroliers, qui s'activait à rétablir la situation jeudi. Dans certaines villes, comme à Ispahan, le piratage s'est étendu aux panneaux de signalisation des voies rapides, qui interpellaient le guide suprême iranien : « Khameneï, où est notre essence ? » Une référence directe aux événements de novembre 2019, quand les Iraniens sont descendus dans la rue pour protester contre le triplement du prix des carburants.

Le carburant, un sujet ultrasensible

La question des carburants est ultrasensible. L'attaque du 26 octobre, la cinquième de ce genre en un an, a précédé de quelques jours l'anniversaire des manifes-

tations de 2019 qui avait mué en soulèvement contre le régime, durement réprimé. « Certains cherchent à créer du désordre et de la perturbation dans le quotidien des gens dans le but de les mettre en colère », a réagi le président iranien, l'ultraconservateur Ebrahim Raïssi, investi début août. « Le but de cette opération a été de perturber la vie des gens afin d'arriver à leurs objectifs précis. »

Baptisé « oiseau prédateur », un mystérieux groupe a revendiqué la responsabilité de la cyberattaque de mardi. Les mêmes avaient prétendu être à l'origine d'une attaque, le 9 juillet, contre le réseau ferroviaire. Dans les gares, l'affichage des horaires des trains indiquait « de longs retards », des trains annulés, et appelait les usagers à contacter le « 64411 », un numéro de téléphone appartenant au bureau du Guide suprême, Ali Khameneï. Ce même numéro s'est affiché mardi et mercredi sur les terminaux de paiement des pompes à essence piratées.

Check Point, une entreprise de cybersécurité israélienne, qui a analysé l'attaque de juillet, avait conclu à la présence d'un ensemble d'outils similaires à ceux utilisés lors d'opérations, en 2019-2020, qui ont visé de multiples cibles en Syrie.

Rançongiciel d'origine iranienne

Début décembre 2020, ce sont les clients de la compagnie d'assurances israélienne Shirbit qui avaient eu la mauvaise surprise de voir leurs données personnelles semées sur le Web. Shirbit avait

refusé de payer une rançon d'un million de dollars, portée à deux puis à trois millions, à un groupe de hackers en échange de la restitution des données subtilisées. Pour sa défense, la société avait qualifié le motif de l'attaque de stratégique et non de financier. L'hiver dernier, pas moins de 80 entreprises israéliennes ont ainsi été ciblées par des attaques informatiques destinées à perturber leur fonctionnement.

Une campagne d'attaques les avait visées à partir du mois de novembre, menée à l'aide d'un rançongiciel baptisé Pay2Key. Utilisé principalement pour extorquer de l'argent, ce type de programme chiffre les données des victimes, ce qui les empêche d'y avoir accès, puis demande à leur propriétaire d'envoyer de l'argent – souvent en cryptomonnaie, ce qui rend les assaillants difficiles à identifier – en échange d'une clé qui permettra de les déchiffrer et les récupérer.

Les analystes de Check Point ont attribué une origine iranienne à Pay2Key. « L'ensemble de l'opération s'inscrit dans le cadre d'une activité de hactivisme iranien », affirment-ils. Après avoir tracé les paiements effectués par les victimes, aboutissant à une plateforme de cryptomonnaie iranienne, ils n'excluent pas la piste d'un groupe lié à « l'Etat iranien ».

Ciblages spécifiques

Le rapport de l'unité de sécurité numérique du géant américain Microsoft, publié ce mois-ci, attribue à l'Iran 11 % des attaques contre des infrastructures utilisant ses équipements. De juillet 2020 à juin 2021, la majorité des cibles

attribuées à l'Iran étaient américaines (49 %), suivies par des entités israéliennes. Si les opérations visant les Etats-Unis consistent avant tout en une « acquisition de renseignements », celles qui visent Israël sont autrement plus agressives.

« Microsoft a détecté une attention accrue de la part d'un nombre croissant de groupes iraniens ciblant des entités israéliennes depuis novembre 2020, et cette attention s'est manifestée par une série d'attaques à l'aide de rançongiciels », écrit l'entreprise américaine, qui insiste sur le ciblage spécifique « d'entreprises de logistique israéliennes impliquées dans le transport maritime. Ces cibles indiquent un lien avec l'objectif plus large de Téhéran de riposter à la pression israélienne ».

Apparu fin juillet 2021, un nouveau logiciel malveillant, baptisé DEV-0343, s'attaque à des entreprises américaines et israéliennes qui œuvrent dans le domaine de la défense, des entreprises portuaires dans le golfe Arabo-Perse ou des sociétés de transport maritime. Un ciblage et un modus operandi qui correspond aux « intérêts nationaux iraniens », ajoute Microsoft.

Découverte en 2010, l'attaque d'installations nucléaires iraniennes par Stuxnet, considéré alors comme le logiciel malveillant le plus sophistiqué de son temps, fruit d'une collaboration israélo-américaine, a ouvert un cycle d'attaques et de représailles attribuées aux deux pays. Le versant numérique de la confrontation entre les deux puissances du Moyen-Orient.